La révolution entre hasard et nécessité



Octavio Alberola

La révolution
entre hasard et nécessité

Réflexions hétérodoxes
sur l'abandon ou la réinvention de la révolution
menées à partir de mon engagement révolutionnaire anarchiste

Avant-propos de Tomás Ibáñez

Atelier de création libertaire

2016

Correction : Solange Bidault

Atelier de création libertaire
BP 1186, F-69202 Lyon cedex 01

site Internet : http://www.atelierdecreationlibertaire.com
http://twitter.com/ACLibertaire
courriel : contact@atelierdecreationlibertaire.com
ISBN 978-2-35104-094-2

L’Atelier de création libertaire publie tous les mois une lettre électronique. Pour s’abonner et aussi pour consulter le catalogue en ligne et passer vos commandes : http://www.atelierdecreationlibertaire.com

Le XXe siècle a été le siècle des révolutions qui ont changé la géographie et le visage du monde ; mais l'outil politique qu'elles étaient est devenu inutilisable. Le mot lui-même ne peut plus s'appliquer dans les temps actuels. On ne rêve plus au « matin du Grand Soir » et il n'y a d'autre ordre du jour pour le monde que celui du capitalisme prédateur globalisé…

Alors, devons-nous nous résigner à cette régression, renoncer à penser l'émancipation, ou, au contraire, sonner l'heure de la révolte, réinventer la révolution ?

Avant-propos

À la confluence de l'idée et de l'action

« C'est à travers ce que j'ai écrit et vécu, pendant ces presque soixante-dix ans de lutte plus ou moins active et de réflexion critique, qu'on peut mieux approcher ce qu'étaient pour moi l'anarchisme et la révolution et ce qu'ils sont aujourd'hui encore… » Octavio Alberola nous prévient : au lieu de nous délivrer un texte pour nous expliquer sa manière d'entendre l'anarchisme et la révolution, il préfère nous fournir les éléments nécessaires pour que nous nous en fassions une idée *par nous-mêmes*. Il n'échappera à personne que cette option est déjà imprégnée d'un certain arôme libertaire, mais ce qui est frappé d'un sceau anarchiste sans équivoque c'est la nature même des éléments qu'il nous offre. En effet, ces éléments n'appartiennent ni à la théorie ni à la pratique prises séparément, mais à toutes deux de manière simultanée et indissociable puisque *l'écrit et le vécu*, la lutte et la réflexion, renvoient ici l'un à l'autre et s'expliquent réciproquement dans une interaction sans césure.

Situés au point précis où fusionnement la vie et la pensée, les éléments biographiques et les réflexions théoriques s'entrelacent donc tout naturellement pour nous faire sentir, presque au-delà des mots, ce qui a constitué l'un des éléments moteurs de la démarche d'Alberola : le refus de scinder *le dire et le faire*. Or il se trouve que l'affirmation du caractère indissociable de *l'idée et de l'action*, chacune nourrissant l'autre sans relâche, fait partie des éléments qui sont au cœur de la spécificité de

l'anarchisme, et cela nous dit déjà quelle est l'incontestable *authenticité anarchiste* de l'engagement vital d'Alberola.

Bien entendu cette authenticité anarchiste ne l'immunise pas contre des errements dans la pratique ou des faux pas dans la théorie, et le fait que je la mette ici en relief ne répond nullement à un manque de prudence dans l'éloge ou à une absence d'esprit critique. Plus de cinquante ans se sont écoulés depuis qu'au début des années soixante je fis la connaissance d'Octavio, surnommé « Juan » ou « Juan el largo » dans la clandestinité exigée par les circonstances de l'époque, et je dois reconnaître que, comme bon nombre de jeunes libertaires espagnols, je fus vivement impressionné par l'intelligence et la détermination qui émanaient de sa personne et qui lui conféraient parmi nous un charisme incontestable. Ce fut en bonne mesure sous son impulsion que la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires) connut une période d'une intensité inouïe, imprimant un nouvel essor à l'action directe contre le franquisme et réactualisant la présence de l'anarchisme sur la scène politique. Participant pendant plusieurs années à cette aventure, j'éprouvais envers Octavio une *complicité* d'autant plus forte que nous partagions un même *rejet des formes dogmatiques et fossilisées de l'anarchisme.*

Et puis de fortes différences se firent jour qui donnèrent lieu à une aigre bifurcation de nos trajectoires et à un éloignement très prolongé, mais, tout bien considéré, cela ne fait que donner, me semble-t-il, plus de crédibilité et de légitimité à mes commentaires lorsqu'ils s'avèrent laudatifs.

Le sous-titre de ce livre – « Entre hasard et nécessité » – est tout à fait opportun pour autant qu'il qualifie un engagement anarchiste, antifranquiste et révolutionnaire auquel *le hasard* des circonstances ne fut certes pas étranger, bien au contraire, mais dont *la nécessité* se révéla très vite incontournable pour qui ne voulait pas renier des valeurs attachées à *la justice dans la liberté*. À mon sens, ce sous-titre aurait pu être accompagné de façon tout aussi opportune par un autre dont l'énoncé aurait été « À la confluence de l'idée et de l'action », car c'est bien là, répétons-le, que réside la clé qui nous permet de saisir la démarche d'Alberola.

Pensée et action ou, encore mieux, *pensée/action*, les deux formant un tout. Mais, encore faut-il que cette pensée soit libre, car *la libre pensée* est la seule qui vaille puisque du fait même qu'elle est libre elle ne peut

qu'être *critique*, y compris envers elle-même. Et puis, si nous prenons l'autre face de la même feuille de papier, c'est-à-dire *l'action*, encore faut-il que cette action soit *le fait du sujet*, car c'est quand *le sujet agit de lui-même* et que l'action se déploie donc de manière *autonome* qu'elle acquiert un statut de dignité.

Si nous y regardons de près, nous nous apercevrons qu'aussi bien dans l'ordre de la pensée que dans celui de l'action, la tendance d'Octavio fut toujours celle de *se risquer*. Non pas par amour du risque, mais plutôt par souci de mettre au diapason *les paroles et les actes*, par souci de ne pas se laisser intimider par les contraintes, en provenance de tous bords, que l'on veut imposer aussi bien à l'agir qu'à la pensée.

Pour ce qui est de l'action, il s'agissait de montrer que *la lutte est toujours possible*, dans toutes les circonstances, pour peu que l'on ait *la volonté de ne pas se laisser soumettre*. Ainsi, même si dans les années soixante tout semblait indiquer que la disproportion entre les forces en présence rendait plus qu'improbable le succès des révolutionnaires antifranquistes, cela ne devait pas inciter à déposer les armes et à baisser la tête. De toute évidence, *le renoncement* ne faisait pas partie de l'agenda d'Alberola.

Le *risque* était également assumé en ce qui concerne la pensée à une époque où Mai 1968 n'avait pas encore ébranlé les vieilles structures et où le poids du dogmatisme et des pulsions orthodoxes menaçait tous ceux qui montraient des velléités de sortir des rangs. Mettre en cause les poncifs d'un credo anarchiste ancré dans le passé pouvait causer bien des déboires, et essayer d'ouvrir le champ libertaire aux courants de pensée qui, tout en n'appartenant pas à la tradition anarchiste, présentaient certaines coïncidences avec elle, pouvait mener au bûcher. Mais que penser d'un débat d'idées qui refuserait de s'exposer aux arguments de l'adversaire et qui n'accepterait pas de mettre en danger ses propres convictions ? Ce risque-là n'intimidait pas non plus Octavio, et cela nous indique, au passage, quel est le concept qu'il a de l'anarchisme.

C'est ainsi que la protestation contre la prétention des *gardiens du temple* d'enfermer l'anarchisme dans la simple répétition marque certains de ses premiers écrits qui font allusion dès 1953 à « l'anarchisme d'hier et d'aujourd'hui », ou qui rappellent en 1963 que « l'anarchisme [est] : une attitude, pas un dogme ». Puis, pendant la période de la clandestinité, se succèdent des articles de combat appelant notamment à ne

pas laisser défaillir *la volonté de lutte* qui constitue le nerf de la révolution, et incitant à dépasser l'opposition entre marxisme et anarchisme.

À n'en pas douter, soixante-dix ans de luttes constituent une période suffisamment prolongée pour pouvoir apprécier d'éventuelles *continuités* et de probables *changements*. Pour ce qui est de l'engagement vital d'Alberola, la continuité est aussi frappante qu'admirable. Après toutes ces années d'activisme anarchiste et révolutionnaire, l'enthousiasme, la véhémence, l'énergie qui animent la volonté de lutte ne différencient guère le jeune militant de vingt ans qui a affaire en 1948 à la police mexicaine et le militant de près de quatre-vingt-dix ans qui reste aujourd'hui encore en contact épistolaire, essentiellement électronique, avec des dizaines d'anarchistes aux quatre coins du monde et qui contribue dans la mesure de ses moyens physiques à de nombreuses activités aussi bien sur le plan local qu'international.

En ce qui concerne *les idées,* mon sentiment est que la continuité et le changement se combinent chez Alberola dans des proportions variables. La continuité est tout à fait manifeste quant à l'ouverture *non dogmatique* et quant à une conception de l'anarchisme qui « ne vient pas d'un besoin de cohérence envers une doctrine, mais de mon refus d'obéir et de commander. Plus précisément, il vient de mon désir de liberté. Une liberté qui, je le sais, me donne des droits, mais aussi des devoirs envers les autres ». Ce qui, notons-le au passage, rapproche beaucoup plus l'anarchisme d'une « allergie à toutes les formes de pouvoir, d'autorité et de domination » que d'une doctrine ou d'une idéologie au sens classique.

Continuité également par rapport à la conviction que c'est *l'exigence de liberté* qui se situe au cœur de l'anarchisme, mais d'une liberté qui ne peut exister qu'entre *égaux* et qui est donc indissociable de la justice sociale. Continuité enfin quant à la vigueur avec laquelle la nécessité et l'urgence de la révolution est réclamée et proclamée : « Il n'y a pas d'autre alternative aujourd'hui que celle de se révolter ou d'être complice de ce que le monde peut advenir aux mains des obsédés par les richesses, le pouvoir et le développement technologique. »

C'est sans doute cette continuité dans les présupposés fondamentaux, une continuité dont, bien entendu, nous ne pouvons que nous réjouir, qui fait que ce livre s'inscrit dans les grandes lignes de la rénovation de l'anarchisme et dans les coordonnées des nouvelles sensibilités subversives qui émergent depuis quelques années sous toutes les latitudes.

En revanche, là où le changement me semble l'emporter sur la continuité, c'est en ce qui concerne la question de « la révolution », et, curieusement, nous ne pouvons que nous en réjouir aussi fermement que nous réjouissions il y a un instant des continuités mises en évidence. En effet, même sous des titres aussi suggestifs que : « Réinventer l'anarchisme, le marxisme, la révolution » (1967), c'était encore l'ancienne conception de la révolution qui prédominait pendant un temps, accompagnée il est vrai d'un appel toujours vibrant à accentuer la combativité des révolutionnaires et à inciter ceux qui avaient abandonné le front de la révolution à rejoindre à nouveau ses rangs. Cependant, quelques années plus tard, le changement se fait plus perceptible, sous l'effet sans doute de Mai 1968, si bien que dans l'article « Contestation, anarchisme et révolution » (1974) figure un appel, même s'il demeure générique, à « renouveler la théorie et l'action révolutionnaire ».

En fait, il semble que ce soit au tournant du millénaire, et surtout dans les textes publiés à partir de 2010, que le changement prend nettement le dessus sur la continuité et que les conceptions que défend Octavio à propos de la révolution et de l'anarchisme incorporent pleinement les nouvelles façons de voir qui se sont progressivement dessinées à partir du début des années 2000. Le fait que Foucault apparaisse parfois aux côtés de l'indispensable et magnifique Albert Camus, présent depuis longtemps parmi les auteurs chers à Alberola, est peut-être un symptôme de ce changement. Quoi qu'il en soit nous assistons chez Octavio, dans ces années-là, à la critique de l'ancien imaginaire révolutionnaire, mais sans abandonner pour autant le *désir ou la volonté de révolution* et sans que s'émousse le moins du monde la conviction de son impérieuse « nécessité ». En effet, Octavio nous dit dans son épilogue : « C'est pourquoi nous devons commencer par abandonner la vieille idée de révolution et la réinventer. Non comme une nouvelle idéologie mais comme une véritable praxis de l'éthique de liberté, pour redéfinir le désirable et l'indésirable et créer une nouvelle subjectivité capable de rendre possible l'impossible. »

Fruit du changement des circonstances qui définissent le monde actuel, une autre évolution dans la démarche d'Alberola consiste sans doute en une plus grande sensibilité envers les dangers « d'écocide » qui guettent la planète et qui menacent l'avenir de l'espèce humaine. Paradoxalement, si nous y regardons de près, ce changement ne fait

que renforcer *la continuité,* jamais démentie au cours de ces soixante-dix ans, de *l'exigence révolutionnaire*, puisque face aux mille raisons qui existaient pour la proclamer, s'ajoute maintenant la perspective « de l'immense gâchis matériel et humain que cette société est en train de léguer aux générations futures » et de la destruction « des écosystèmes rendant chaque fois plus impossible la vie sur notre planète » et mettant en danger « notre propre survie comme espèce ».

En définitive, avec tous leurs errements et leurs réussites, les écrits et la vie d'Octavio témoignent conjointement, et *par l'exemple,* que les êtres humains ont toujours le choix entre *subir l'histoire* ou, au contraire, tenter de *la construire*. Bien sûr, la possibilité de la construire n'est jamais garantie d'avance, mais, si nous y renonçons, c'est alors la soumission qui, elle, est totalement garantie d'avance… et pour toujours.

Tomás Ibáñez, Barcelone, été 2016

Introduction

Un livre n'est jamais le fruit du hasard, mais des circonstances qui ont amené l'auteur à l'écrire. Ce livre n'est pas non plus le fruit du hasard, mais des circonstances qui m'ont amené à réfléchir et même à m'interroger sur ce que l'anarchisme et la révolution ont été pour moi, comme sur ce que ces deux mots ont été pour certains autres… Non seulement parce que, depuis très jeune et tout au long de ma vie, j'ai douté de la magie des mots et de l'action réduite à la rhétorique, mais aussi parce que j'ai toujours eu le sentiment que nous sommes les témoins et aussi les acteurs, d'une manière ou d'une autre, de l'histoire « en train de se faire ». Voici donc, très résumées, ces « circonstances ».

En premier lieu, il y a le fait que mes parents avaient été en charge de l'enseignement « rationaliste » dans des écoles créées par les travailleurs affiliés à la Confédération nationale du travail (CNT) dans différentes villes d'Espagne. Ensuite, le fait d'avoir été, à partir de mes huit ans, témoin de la « révolution » et de la « guerre civile » de 1936, ainsi que de la défaite de l'antifascisme espagnol et de la douloureuse retraite (« *retirada* ») en 1939 pour nous réfugier en France. Puis, d'avoir vécu au Mexique – le pays où une des premières révolutions du XXe siècle advint – pendant vingt ans jusqu'à mon départ pour m'incorporer, en 1962, à la lutte clandestine antifranquiste. Une lutte qui, pour moi, s'est prolongée jusqu'à ma dernière arrestation en France peu avant la mort de Franco, en 1975. Et aussi par le fait que, dès lors jusqu'à maintenant, j'ai pu participer publiquement – étant « sorti » de la clandestinité et redevenu « citoyen normal » en même temps que l'Espagne commençait à redevenir « démocratique » – aux combats politiques et sociaux de cette époque et aux débats et questionnements intellectuels

que ces combats ont suscités. Car, pendant cette période de plus d'un demi-siècle, qui va de ma première incarcération au Mexique jusqu'à aujourd'hui, beaucoup d'événements importants se sont passés dans le monde : tant en ce qui concerne la marche de l'histoire que la manière de l'interpréter et de vouloir la changer… Et, parmi ces « événements », les plus « importants » pour moi furent sans doute le fait d'avoir vécu au Mexique un exil imprégné du souvenir mythique de la « révolution espagnole » et d'avoir participé aux premiers pas de la « révolution cubaine » avec le groupe d'exilés cubains qui prépara au Mexique l'expédition du *Gramma* et organisa le soutien à la lutte contre la dictature du général Batista jusqu'au triomphe des *Barbudos* de la Sierra Maestra en 1959. Enfin, pour avoir assisté à l'inexorable dérive de cette révolution vers le capitalisme de marché, suivant les pas des « révolutions » russe et chinoise qui l'ont précédée dans cette *involution*. Mais sans oublier ces exaltants moments de jubilation et de conscientisation libertaire qu'ont été le mouvement de Mai 1968 en France et la chute du « Mur de la honte » à Berlin, en 1989, chute qui marqua symboliquement le début du démembrement de l'Union soviétique et la fin de la bipolarité idéologique dans le monde d'aujourd'hui.

À ces « circonstances », très résumées, il faut ajouter aussi le fait de pouvoir disposer aujourd'hui de ces extraordinaires moyens d'expression et de communication que sont l'informatique et Internet… Car, en plus d'avoir pu trouver presque tous mes textes écrits auparavant dans les circonstances déjà précisées, j'ai pu les récupérer pour en résumer et intégrer quelques-uns dans ce livre. Un livre qui est, en même temps qu'une synthèse biographique de ma participation à la lutte contre le franquisme et pour un monde sans exploitation ni domination, un témoignage de ma contribution au « combat » d'idées qui s'est produit durant cette période afin de penser un monde de liberté, d'égalité et de fraternité pour tous, et les moyens pour le rendre possible. Un « combat » auquel j'ai participé et continue de participer en tant qu'anarchiste *hétérodoxe*. Non seulement parce que, très jeune, j'étais déjà allergique aux symboles et aux étiquettes, et, en général, aux idées transformées en idéologies, en systèmes ou en dogmes, mais parce que je continue à l'être, plus encore aujourd'hui, aux formes symboliques ou doctrinaires auxquelles certains ont voulu réduire l'anarchisme pour ne pas s'impliquer dans les luttes sociales. Et aussi parce que, malgré les

efforts des anarchistes et de beaucoup d'autres, ce monde de liberté reste encore à réaliser.

Voilà pourquoi ce « combat » doit se poursuivre – sans *a priori* ni exclusive, loin des orthodoxies et de tout dogmatisme – avec tous les courants révolutionnaires qui se veulent émancipateurs. C'est pour cela que, dans le titre de cet ouvrage, j'ai précisé qu'il s'agissait bien d'approches « hétérodoxes » ; car, étant allergique au pouvoir – toutes les formes de pouvoir, d'autorité et de domination – et considérant la liberté comme le fondement des relations humaines dans une société d'égalité, je me suis toujours refusé à transformer l'anarchisme en catéchisme et en rhétorique plus ou moins révolutionnaire. Et cela est encore plus nécessaire aujourd'hui ; car, même si la fin de la foi dans les idéologies émancipatrices est un fait, qui vaut aussi pour l'anarchisme (quand il est réduit à son suffixe « isme »), il y a encore trop de crédules cherchant la « bonne idéologie » et contribuant – autant par entêtement nostalgique dans l'ancienne foi que par besoin militant d'en inventer une nouvelle – à nous enfoncer un peu plus dans l'actuelle impuissance révolutionnaire face au capitalisme le plus vorace, agressif et dangereux de l'histoire.

Il est donc urgent d'être conscients – enfin et malgré nos états d'âme – et de reconnaître nos contradictions idéologiques et notre intégration sociale afin d'adopter des attitudes plus pertinentes : tant en ce qui concerne nos aspirations antiautoritaires qu'en ce qui concerne la réalité sociale actuelle. Celle où, après l'effondrement idéologique, politique et économique du « marxisme réel » et l'essor de la mondialisation de la société de « marché », l'aspiration émancipatrice s'est éteinte– qu'on le reconnaisse ou non – même dans les rangs des anarchistes.

Comment nier que, malgré le fiasco moral du libéralisme qui continue à générer et à développer partout la misère, l'exclusion sociale, les guerres et de graves dangers écologiques, l'immense majorité des hommes ne peut concevoir un autre horizon que celui du capitalisme et de la démocratie ? Et cela bien qu'ils nous aient conduits là où nous sommes. Il est donc absolument nécessaire de dénoncer et démonter les artifices dialectiques et les méthodes insidieusement inquisitoires et subtilement pernicieuses du capitalisme et de la démocratie, qui ont amené l'humanité à cette impasse, mais aussi de mettre à nu les contradictions et faiblesses dans nos discours et dans nos pratiques révolutionnaires. De même que nous devons continuer à faire la

critique du pouvoir, de ce qui lui permet d'exister et de ce qui le consolide : notre servitude (plus ou moins) volontaire. Car, c'est cette servitude qui permet au pouvoir et au capitalisme d'exister et de continuer à spolier le fruit de notre travail, en même temps qu'ils poursuivent leur œuvre prédatrice sur la planète.

Devant une telle réalité, qui montre l'extrême dangerosité du capitalisme et la complicité du pouvoir, de tous les pouvoirs, au fonctionnement de ce système, comment ne pas désigner l'ennemi de l'humanité par ses vrais noms : capital et État ! Et comment ne pas chercher à les faire disparaître avant qu'ils réussissent à nous faire disparaître tous. Ce n'est donc pas seulement pour des raisons idéologiques qu'il faut le faire et que nous devons refuser de nous résigner à les subir indéfiniment. Les combattre c'est, plus que jamais, une question de survie et de dignité ; car, c'est aussi par dignité que nous ne devons pas admettre de nous voir réduits à l'état de vassaux, d'objets, de marchandises. Or, si nous ne voulons pas l'être, si nous voulons rester des hommes dignes, à part entière, il nous faudra développer une pensée et une attitude de négation rigoureuse contre le pouvoir des oppresseurs et leurs idées. C'est-à-dire, « contre l'État, contre l'argent et, par conséquent, contre son actualité, ce progrès qui nous mène à la mort », comme le disait le philosophe espagnol Agustín García Calvo.

Nous devons donc faire ce travail intellectuel de la manière la plus radicale et la plus profonde – tant sur le plan de la théorie que de la pratique – en commençant par annuler l'antithèse entre pensée et action. Car, au temps de la mondialisation capitaliste, nous ne pouvons plus nous contenter de théoriser et de rêver face à un avenir aussi sombre et dangereux. Plus que jamais il y a urgence à réagir et à bien savoir dans quel but et dans quel contexte nous devons le faire, puisque maintenant nous savons que la seule organisation du pouvoir que nous avons à subir et à combattre, au temps de la mondialisation capitaliste, c'est la « démocratie », la « techno-démocratie ». Non seulement parce que c'est le seul pouvoir qui existe aujourd'hui, mais parce que toute autre forme d'organisation du pouvoir est, d'une façon ou d'une autre, destinée à se concevoir comme approximation de cette « démocratie » capitaliste que nous subissons maintenant et partout.

C'est donc de cela qu'il est question dans ce livre, de ce que la pensée et l'action anarchiste peuvent apporter à ce « combat » d'idées et de praxis pour faire émerger enfin une société sans exploitation ni

domination et respectueuse aussi de la nature. Une réflexion et un questionnement faits à partir de mes anciennes et de mes récentes approches, qui je crois ont été et seront toujours hétérodoxes ; car, même si je pars de ces « approches » et que je continue à utiliser le mot « révolution » pour désigner ce changement de société, je ne conçois pas ces « approches » valides pour toujours et ne vois plus la « révolution » comme l'aboutissement d'un « projet émancipateur » fixé d'avance et pour toujours. Au contraire, je pense que tant l'anarchisme que la révolution doivent être ouverts à l'innovation éthique et à toutes les potentialités émancipatrices de la liberté.

C'est pourquoi il me paraît pertinent de rappeler que, dès la naissance du capitalisme moderne au XIXe siècle, qui a engendré, par le salariat, le monde du travail exploité et dominé, le désir d'émancipation s'est incarné dans le mouvement ouvrier prônant la « révolution sociale » pour mettre fin à toute forme d'exploitation et de domination. Et que, dès lors, pour atteindre cette utopie, les exploités et dominés ont emprunté divers chemins sans y réussir vraiment. L'anarchisme fut et est encore l'un de ces chemins… De là la pertinence de ne pas oublier que, pour énoncer aujourd'hui ce que l'anarchisme est, nous devrions commencer par puiser dans la galaxie des pensées qui l'ont précédé et aidé à se constituer comme la pensée la plus radicale et la plus cohérente du refus de l'autorité et du désir de liberté de l'homme sans dieu ni maître, mais solidaire et l'égal de l'autre. Puiser au moins dans les pensées de ceux que l'on considère comme ses précurseurs depuis le XVIe siècle : les Étienne de la Boétie, Jean Meslier, Sylvain Maréchal, William Godwin, Charles Fourier, Henry David Thoreau, Anselme Bellegarrigue et Joseph Déjacque. Puiser aussi dans la pensée des plus contemporains : les Stirner, Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Reclus, Faure, Armand, Makhno, Murray Bookchin, et celle des post-structuralistes : les Michel Foucault, Gilles Deleuze, Félix Guattari, Pierre Bourdieu, Jean-François Lyotard et Jacques Derrida, dont les apports de grande valeur ont inspiré les post-anarchistes d'aujourd'hui : les Todd May, Saul Newman, Lewis Call, Daniel Colson et Michel Onfray, David Graeber… Une généalogie qui pourrait commencer avec les enseignements humanistes et libertaires que l'on peut trouver dans les écrits des épicuriens, des cyniques et des stoïciens de la Grèce antique, comme dans le taoïsme et le bouddhisme. On pourrait également remonter au fonctionnement des sociétés primitives qui existaient sans

structures hiérarchiques, sans des relations de commandement/obéissance qui discriminent et soumettent. Car, en effet, sans ces apports philosophiques et historiques, le corpus conceptuel de l'anarchisme n'existerait pas ou, du moins, tel qu'il est aujourd'hui.

De là donc mon insistance à préciser que l'anarchisme, pour n'avoir pas surgi de la tête d'un seul homme et pour nous inciter à refuser toute forme d'autorité, ne peut pas être considéré comme un système, comme une théorie. Comment pourrait-on le faire étant donné qu'il est l'expression la plus radicale et la plus cohérente du désir de liberté, de ce désir/aspiration qui a poussé les hommes à lutter contre tous les pouvoirs qui ont voulu les transformer en esclaves tout au long de l'histoire ! Un désir toujours en phase avec les conditions sociohistoriques où se jouait et se joue toujours la possibilité de liberté…

Le fait même d'avoir donné lieu à divers courants – l'individualisme, l'illégalisme, le spontanéisme, le collectivisme, l'insurrectionnalisme, l'anarchosyndicalisme, etc. – témoigne de cette impossibilité de pouvoir le convertir en une doctrine. Car, même exprimant très souvent des visions contradictoires de la réalité du monde, ces courants n'ont été en fin de compte que des hypothèses de travail pour expérimenter le vivre sans autorité, pour l'anarchie.

C'est pourquoi les concepts et outils qui ont contribué à la formation d'un corpus et d'une pratique anarchistes voulant « n'incarner ni dieux ni maîtres pour le plus grand nombre », ne peuvent pas être immuables et doivent être adaptés aux contextes de chaque époque, chaque culture et chaque société. L'adaptation n'étant, fondamentalement, qu'une adéquation subjective aux conditions objectives de la lutte : tant pour que la domination soit perçue comme telle que pour rendre la résistance à ses dispositifs économiques, politiques et culturels plus efficaces. De là l'importance de suivre l'évolution de ce corpus à travers le cheminement du contexte sociohistorique. Au moins dès la Première Internationale. Parce que, depuis ce temps-là, ont « évolué » non seulement l'anarchisme, mais aussi l'idée que les anarchistes avaient de la transformation sociale : la révolution. Une idée, incarnée en un mot qui les a toujours incités à agir, à ne pas dissocier le verbe de l'action. C'est-à-dire : à ne pas réduire leur faire à la rhétorique, pour révolutionnaire qu'elle puisse se prétendre.

Mais, devant tant d'échecs pour la concrétiser, comment rester insensibles et ne pas se poser la question de l'abandonner ou de la

réinventer ? Non seulement dans la formulation de ce qu'ont été et sont encore les discours et les praxis révolutionnaires, mais aussi dans le sens de l'objectif émancipateur lui-même.

Voilà pourquoi il est important de suivre cette « évolution » à travers les discours et les pratiques des anarchistes, et pourquoi cet ouvrage, qui recueille quelques-uns de mes articles écrits sur ce sujet dès les années cinquante jusqu'à aujourd'hui, peut être utile. Non seulement parce que depuis lors je n'ai pas cessé d'envisager l'anarchisme et la révolution sans catéchisme, mais aussi parce que je l'ai toujours fait en rapport au contexte sociohistorique dans lequel se développait mon engagement militant. Un contexte certes de plus en plus complexe et difficile à saisir, mais face auquel on ne peut pas rester passifs… Puisque, même sans penser l'histoire de manière téléologique, nous sommes conscients que le déterminisme historique est à l'œuvre, que, par conséquent, nos actions comptent, et que, d'une façon ou d'une autre, nous contribuons à ce que l'histoire soit ce que finalement elle est.

Or, l'objectif de ce livre étant de laisser une trace de cette réflexion et de ce questionnement, il m'a paru logique de préciser les circonstances dans lesquelles cette réflexion et ce questionnement se sont produits ; car, selon moi, plus qu'à une vérité idéale, c'est aux relations que les hommes établissent sans cesse entre eux qu'on peut mesurer la pertinence de l'action politique. De là qu'il soit si important, pour ce que je veux développer ici, de situer la lutte des libertaires espagnols contre le franquisme dans ce qu'a été le contexte politique de cette époque de l'histoire. Une époque que j'ai divisée en deux périodes ; car, avec les années, leur foi dans l'idéal changea. Dans la période qui va des années trente aux années soixante-dix du XXe siècle, les libertaires continuèrent à croire en la révolution, malgré ce que furent pour eux la montée et les triomphes fascistes, les cinq années de la Grande Guerre et les années de la Guerre froide. Dans la seconde période, qui s'étend de la fin des années soixante-dix du XXe siècle à nos jours, après la consolidation de la « Transition » en Espagne, la disparition de l'Union soviétique et la mondialisation de l'économie, les libertaires durent se résigner à réduire leur lutte à la dénonciation des méfaits des politiques néolibérales que le système capitaliste applique partout, malgré les « crises » qui n'arrêtent pas de se succéder…

Voilà pourquoi j'ai divisé l'ouvrage en deux parties : la première, au temps de mon exil au Mexique et de ma participation à la lutte contre

la dictature franquiste, et, la deuxième, au temps de la « démocratie retrouvée » après la mort de Franco, de la mondialisation et de la crise capitaliste dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui.

Première partie

Au temps de la dictature



Pendant l'exil au Mexique (1948-1962)

Ce n'est pas la révolte en elle-même qui est noble, mais ce qu'elle exige.

Albert Camus, *l'Homme révolté*

Comme il est indiqué dans le prologue, après le triomphe du fascisme espagnol en 1939 et être resté six mois réfugié en France, j'ai vécu au Mexique avec mes parents jusqu'à mon incorporation, en mars 1962, à la lutte clandestine antifranquiste. Une clandestinité qui, pour moi, se prolongera jusqu'à mon arrestation en France en mai 1974.

De cette période de presque trente-cinq ans, j'en ai donc passé vingt-deux en exil au Mexique où j'ai pu finir l'école primaire, le collège, le lycée et commencer mes études universitaires ; ainsi qu'être détenu, à l'âge de 20 ans, par la police mexicaine au moment où, avec deux autres jeunes exilés et un jeune Mexicain compagnon d'études à l'Université, nous collions dans les rues de la capitale du Mexique un manifeste s'adressant au peuple mexicain et signé par les Jeunesses libertaires mexicaines (JLM) que nous venions de constituer. Dans ce manifeste [1], nous dénoncions la trahison de la révolution mexicaine de 1910 par les différents gouvernements qui s'étaient succédé depuis et nous appelions le peuple mexicain à la continuer…

Notre « incarcération », dans une prison « secrète » du ministère de l'Intérieur, s'est prolongée durant un mois et, finalement, nous avons pu

1. La documentation officielle se trouve dans la caisse 114, exp. 4, « Divers Espagnols », de la Direction générale d'investigation politique et sociale du Mexique.

récupérer la liberté après avoir signé un « document », dans lequel nous acceptions[1] de ne plus nous immiscer dans la vie politique mexicaine pour ne pas être expulsés du Mexique. Et cela alors que le gouvernement mexicain ne reconnaissait pas (officiellement) le régime franquiste.

Ce premier « incident » politique eut des conséquences sur mes relations avec une grande partie de la diaspora libertaire exilée au Mexique ; car, comme la majorité des républicains espagnols exilés, une grande partie des libertaires exilés pensait aussi qu'on ne devait pas s'immiscer dans la vie politique mexicaine. Cette attitude m'éloigna d'eux pendant presque deux ans, au cours desquels je me suis consacré prioritairement à mes études scientifiques et philosophiques, ainsi qu'à l'écriture de deux textes : l'un sur la question de la liberté[2], l'autre, plus rigoureux et plus long[3], pour le premier congrès scientifique mexicain qui se déroula en 1951 à l'occasion du quatrième centenaire de la fondation de l'Université du Mexique. Mais, en réalité, cette brève « parenthèse » militante ne le fut pas vraiment ; car, même si j'ai cessé de fréquenter pendant un an le local des libertaires espagnols exilés, la vérité est que j'ai continué à polémiquer – même plus qu'avant – avec les militants anarchistes espagnols exilés du groupe *Tierra y Libertad* et les anarcho-syndicalistes de la CNT espagnole exilés au Mexique.

En fait, je ne comprenais pas comment ils pouvaient tenir un discours anarchiste et révolutionnaire, et avoir une pratique de plus en plus intégrée au fonctionnement de la société de classes mexicaine, et comment, en tant qu'anarchistes, ils pouvaient trouver normal le maintien de ce discours avec une telle pratique… Une pratique qui les amenait, en plus, à renoncer à l'internationalisme et à admettre le « droit » des États à se barricader derrière les « frontières » pour nous empêcher, nous, les « étrangers », de nous immiscer dans les luttes sociales. C'est cette polémique qui m'amena à braver, plus encore,

1. Sur cet « incident », on peut consulter la thèse de l'historien mexicain Ulises Ortega Aguilar, « Regeneración y la Federación Anarquista Mexicana (1952-1960) », p. 245 (< http://www.portaloaca.com/images/documentos/regeneracion_FAM2.pdf>).

2. Très influencé alors par les textes révolutionnaires des anarchistes mexicains (Ricardo Flores Magón et Praxedis Guerrero), considérés comme les précurseurs de la révolution mexicaine de 1910, et par les écrits de Nietzsche et Camus. Il fut édité en février 1950 par les *Ediciones Juventud*.

3. Ce texte a été éditée par l'UNAM (Universidad Nacional Autónoma de México) dans *Memoria del Congreso científico mexicano - XV : Ciencias de la Educación, Psicología, Filosifía*. Il fut aussi publié en 1951 à Toulouse par *Editorial Universo*.

l'interdiction des autorités mexicaines en nouant des relations avec les jeunes latino-américains exilés au Mexique et qui complotaient contre les dictatures à l'œuvre dans leurs pays [1], et en collaborant avec les anarchistes mexicains qui éditaient le journal *Regeneración* [2]. Voici, résumé, ce que je pensais et écrivais alors dans ce journal à propos de la polémique qui s'était ouverte entre *jeunes* et *vieux* dans les milieux libertaires :

Pourquoi la peur du neuf ?

> La méfiance envers l'innovation ou le changement, dans les formes traditionnelles de penser et de vivre, est une attitude fréquente chez la majorité des êtres humains […] Dans tous les champs de l'activité humaine, il a toujours existé des tendances conservatrices, rétrogrades et sectaires qui ont empêché ou retardé l'apparition de forces innovantes nécessaires à l'évolution de la société […] De là, la peur du neuf, de tout ce qui suppose des conditions nouvelles de vie et de lutte […] À l'explication psychologique – l'incapacité de s'adapter aux nouvelles conditions d'existence dans les sociétés en mutation – il faut aussi ajouter l'ambition de conserver privilèges et positions de pouvoir, même dans les milieux qui se prétendent révolutionnaires […] Pourquoi cette constante opposition – de la part de ceux qui se croient indépassables et irremplaçables – à toutes les initiatives des jeunes qui ont encore des inquiétudes et de l'amour pour notre idéal ? […] Pour que la jeunesse puisse sentir de la sympathie et lutter pour nos idées, on devrait valoriser en elle son désir d'action et ses efforts, et, sans la flatter, l'aider à réaliser ses projets […] En tant que jeunes avec inquiétudes neuves, nous voulons et nous nous proposons de continuer à penser par nous-mêmes et d'agir en conséquence [3].

Peur de la liberté ?

> Plus approche le jour où le peuple espagnol abattra la dictature franquiste, plus les politiciens républicains ont peur de ce que ce peuple fera s'il récupère la liberté qui lui a été confisquée par la violence des armes […] Ils savent que le peuple n'a pas oublié ce qu'ils ont fait quand les gouvernements républicains et socialistes réprimaient les luttes

1. Les dictatures de Pérez Jiménez au Venezuela, de Trujillo en République dominicaine, d'Odría au Pérou, de Somoza au Nicaragua et de Batista à Cuba.
2. L'organe de la Fédération anarchiste mexicaine (FAM) fut fondé en 1900 par les frères Flores Magon. Les deux jouèrent un rôle important dans le déclenchement de la révolution mexicaine.
3. *Regeneración*, 8 décembre 1952.

sociales avec la même violence que le font maintenant les fascistes […] C'est pour cela qu'ils ont peur devant la perspective d'une insurrection populaire. Ils savent que, si elle se produisait, il leur serait difficile de contenir la soif de justice et de liberté du peuple espagnol. C'est pourquoi ils se montrent exagérément pessimistes face au futur, soutenant que le peuple espagnol est incapable de vivre en liberté, qu'il exige trop […] C'est donc pour cela qu'ils proposent une république avec « garde civile » et police, et une armée avec des généraux comme Sanjurjo, Mola et Franco, capable d'empêcher que le peuple se fasse justice et que le prolétariat revendique à nouveau des droits sociaux […] C'est ça la raison pour laquelle ils recherchent des pactes et des arrangements avec tous ceux qui ont intérêt qu'en Espagne ne se reproduisent plus jamais de tentatives révolutionnaires […] Face à ce défaitisme, nous, les jeunes, ne devons pas accepter le retour aux claudications d'antan, cette collaboration politique qui enterra la révolution et mena aux « événements de mai 1937 » en Catalogne […] Nous ne devons pas oublier pourquoi la révolution espagnole de 1936 fut écrasée. Nous devons être avec le peuple, pas avec ceux qui le gouvernent et l'exploitent [1].

L'anarchisme d'hier et d'aujourd'hui

Rénover ne signifie d'aucune manière nier, et moins encore détruire. Rénover c'est donner une vie neuve, mettre en activité ce qui était enlisé ou moribond. […] Nous ne comprenons pas comment il est possible que des camarades, se croyant anarchistes et ayant donné beaucoup de preuves de l'être, soient capables de mettre, au nom des idées, un veto à toutes les tentatives de révision, de rénovation de nos principes et de nos tactiques […] L'anarchisme doit pouvoir être analysé sans que ses principes fondamentaux ne se fissurent […] L'anarchisme d'aujourd'hui peut être meilleur que celui d'hier, et celui de demain meilleur que celui d'aujourd'hui. C'est une évidence ; car, même si nous considérons nos idées impérissables, elles ne sont pas immuables. Elles peuvent être et doivent pouvoir être revisitées, approfondies et améliorées. S'opposer, par principe, à toute tentative de rénovation, parce qu'on les croit définies pour toujours, ce n'est pas seulement une contradiction, c'est une grave erreur ; car, sans cette liberté de pouvoir mettre en cause nos certitudes, il n'y a pas de progrès possible [2].

1. *Regeneración*, 20 juillet 1952.
2. *Regeneración*, 28 février 1953.

À la militance anarchiste internationale

> La lecture d'articles publiés dans la presse anarchiste de France et des États-Unis m'a poussé à éclaircir et justifier les concepts exprimés, dans plusieurs articles publiés dans nos journaux par quelques jeunes – moi inclus– et dans lesquels était loué le pouvoir créateur de la jeunesse, en même temps que l'on faisait une critique globale de la trajectoire suivie par les générations qui avaient précédé la nôtre […] Notre critique était peut-être mal exprimée, mais son objectif était de réveiller le désir pour la lutte révolutionnaire parmi des jeunes qui, par déception, se sont laissé aller à l'indifférence et au renoncement […] C'est avec cet objectif que nous haussons notre voix rebelle et accusatrice ; car nous sommes persuadés que la cause du pessimisme, dans lequel se trouve submergée la jeunesse actuelle, c'est l'attitude passive d'une grande partie de la génération passée […] La jeunesse s'éloigne de notre mouvement et cela est dangereux pour sa continuité […] Il faut laisser la jeunesse se passionner librement, s'autogérer et s'enthousiasmer avec ses propres expériences […] Vouloir la forcer, au nom d'une certaine « expérience », à s'ajuster sur ce qui est, peut-être, valable et digne, mais qu'elle ne ressent pas, ne l'ayant pas vécu, finit par lui enlever ses élans rebelles et créateurs […] Notre lutte n'est pas celle des jeunes contre les vieux ; mais, celle d'une jeunesse qui veut se forger son propre avenir […] L'expérience des vieux peut apporter beaucoup aux jeunes ; mais, c'est nous qui devons l'assimiler librement, en confrontant notre propre expérience à celle de ceux qui nous ont précédés dans la lutte que maintenant nous devons, vieux et jeunes, mener ensemble [1].

C'est donc dans ce contexte que mes relations avec les jeunes latino-américains exilés au Mexique se renforcèrent et qu'elles prirent – après l'arrivée au Mexique en juillet 1955 des frères Castro et d'un groupe de jeunes cubains qui avaient été libérés [2] par Batista – un sens éthique et révolutionnaire très fort à travers la pratique d'une solidarité active. Non seulement parce qu'ils commencèrent immédiatement à préparer une expédition [3] vers leur île pour y installer une guérilla [4], mais aussi

1. *Regeneración*, 31 juillet 1953.
2. Ils avaient été arrêtés après avoir échoué la prise d'assaut de la caserne Moncada à Santiago de Cuba, le 26 juillet 1953. Jugés et condamnés à quinze ans d'incarcération, ils furent graciés et obligés de s'exiler au Mexique en 1956.
3. Cette expédition fut montée par Fidel Castro au nom du Mouvement du 26 juillet, date souvenir de l'assaut à la caserne Moncada, en 1953.
4. Partis des côtes mexicaines le 25 novembre 1956 à bord du yacht Granma, Fidel et 82 autres exilés échouèrent le 2 décembre sur une plage des côtes orientales de Cuba. Quelques mois

parce que ma solidarité envers eux me rappelait le devoir de solidarité que nous, les exilés espagnols, avions envers ceux qui, en Espagne, luttaient contre la dictature franquiste. Dès lors, cet engagement devint aussi une de mes préoccupations les plus pressantes.

Ce fut sans doute le contact étroit avec ces jeunes, rêvant d'abattre les dictatures écrasant leurs peuples, qui nous amena, tout un groupe de jeunes exilés espagnols, dont j'étais, à constituer les Jeunesses antifranquistes [1] pour adhérer au Front antidictatorial latino-américain qui venait d'être créé par les jeunes Latino-Américains exilés au Mexique, et, après la chute de la dictature de Batista et le triomphe des *Barbudos* de la Sierra Maestra, à participer à la création du Mouvement espagnol 1959 [2] pour activer la lutte contre le régime franquiste.

Bien sûr, en même temps que je m'étais impliqué dans ces activités, je continuais, avec d'autres jeunes libertaires espagnols exilés, à dénoncer l'immobilisme des exilés espagnols en général et des libertaires en particulier. Mais, grâce au triomphe des guérilleros cubains en janvier 1959, nous fûmes mieux vus et mieux accueillis dans les milieux exilés ; car la chute de la dictature de Batista réveilla en eux le devoir de lutter contre le franquisme.

En effet, ce réveil provoqua et mit en marche, dans les milieux libertaires, un processus de réunification de leur organisation anarcho-syndicaliste, la Confédération nationale du travail [3], pour la mettre en conditions de relancer la lutte contre Franco. Réveil qui prit plus de force avec les « événements » de la fin des années cinquante et du début des années soixante qui enthousiasmèrent tous ceux qui subissaient les dictatures de par le monde. Car, en plus de la chute de la dictature de Batista à Cuba et de la mort, le 5 janvier 1960, de Quico Sabaté et des quatre autres membres du groupe qui venait d'entrer clandestine-

---

auparavant, les autorités mexicaines avaient arrêté Fidel et 21 exilés cubains ; mais tous avaient été libérés quelques semaines après.

1. Les Jeunesses antifranquistes étaient constituées par les Jeunesses libertaires, socialistes et républicaines exilées au Mexique.

2. Ce Mouvement était intégré par les Jeunesses libertaires, socialistes, républicaines et communistes ; mais seuls les jeunes libertaires et républicains défendaient la lutte armée et espéraient que Fidel Castro soit fidèle à l'accord pris, au sein du Front antidictatorial latino-américain, pour s'entr'aider…

3. Cette organisation s'était scindée en deux en 1945, car une partie des anarchosyndicalistes voulait continuer la collaboration – initiée pendant la guerre 1936-1939 – avec les autres forces politiques antifranquistes dans le gouvernement républicain qui continuait à exister en exil au Mexique et duquel les communistes étaient exclus.

ment par la montagne en Espagne, il y a eu aussi, durant cette période, une série d'initiatives [1] dénonçant le défaitisme de l'antifranquisme « officiel » et prônant un antifranquisme unitaire et plus actif… Bien que la plus importante de ces initiatives ait été l'épopée de la prise du Santa María [2] par un commando hispano-portugais dirigé par le capitaine portugais Henrique Galvao.

Ce fut dans ce climat que je me suis associé plus résolument [3] aux partisans de la réunification de la CNT et que, fin août et début septembre 1961, put se dérouler en France, à Limoges, le « congrès de réunification » de la CNT, auquel j'ai participé comme délégué de la CNT en exil au Mexique. C'est dans ce congrès que fut approuvée, à l'unanimité, la création d'un organisme secret, nommé Défense intérieure (DI), en vue de préparer et coordonner le recommencement de la lutte contre la dictature franquiste. Puis, je suis retourné au Mexique et, peu de temps après, la Commission de défense du Mouvement libertaire espagnol [4] (MLE) me désigna pour participer au DI avec six autres militants libertaires. Et c'est ainsi qu'ayant accepté cette mission je suis parti du Mexique au début du mois de mars 1962 pour m'intégrer en France à cet organisme secret et participer à la lutte clandestine antifranquiste [5].

---

1. Au Mexique, en plus du Mouvement espagnol 59 (ME59), l'Action de libération espagnole (ALE), regroupait des « cénétistes » des deux fractions, des socialistes de différentes tendances et des républicains de tous bords, incluant même des membres du gouvernement républicain en exil ; en France, le Mouvement populaire de résistance (MPR), qui tentait de réunir des antifranquistes de toutes tendances, et, en Espagne, le Front de libération populaire (FLP), rallié surtout par des jeunes intellectuels antifranquistes qui se voulaient révolutionnaires, ainsi que le Directoire révolutionnaire ibérique de libération (DRIL), qui organisa des groupes, d'antifranquistes disposés à l'action, en Europe et en Amérique.
2. Cette action commença le 22 janvier 1961, après le départ du Santa María de Curaçao et s'acheva le 2 février suivant à Recife, Brésil, quand le commando de 22 hommes libéra les passagers et livra le bateau aux autorités brésiliennes qui accordèrent le droit d'asile à tous les membres du commando.
3. Sur cette période on trouvera plus d'informations dans le livre que j'ai écrit avec Ariane Gransac, *l'Anarchisme espagnol (1961-1975)*, publié en 1975 par Christian Bourgois Éditeur et réédité en 2014 par les Éditions Albache, sous le titre *Anarchistes contre Franco (1961-1975)*.
4. Le MLE, constitué par la CNT, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) et la FIJL, fonctionnait par le biais d'une commission, dite Commission de défense, où figuraient les secrétaires généraux des trois organisations ainsi que le secrétaire de coordination de la CNT.
5. *Cf. l'Anarchisme espagnol (1961-1975), op. cit.*

Ce départ mit donc fin à ma vie d'exilé au Mexique [1] et me fit entrer définitivement dans la clandestinité. Clandestinité déjà débutée, entre 1957 et 1958, pendant les quelques mois passés en Espagne [2] avec Irène pour des reportages et des interviews pour le journal mexicain *Zócalo*.

1. Où j'y laissais Irène et mes fils, Helie et Octavio, mon père (ma mère étant morte un an auparavant) et Gloria, que j'avais connue et fréquentée au cours de ma participation au ME59, et qui, après mon départ, accoucha d'une fille, Livia, que je n'ai connue qu'en 2004, quand elle vint me voir à Paris.
2. J'avais fait le voyage avec une fausse identité et une carte de journaliste afin de me rendre compte de la situation sociale et rencontrer des opposants à Franco.

Pendant la lutte clandestine (1962-1975)

> La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent.
>
> Albert Camus, *l'Homme révolté*

Je ne sais pas si ma pensée aurait été celle qu'a été la mienne, entre 1962 et 1975, si je ne m'étais pas trouvé, à ce moment précis de ma vie et de l'histoire du monde, dans la clandestinité de la lutte contre la dictature franquiste ; car, une chose est de penser et d'écrire sur la lutte sans y participer, une autre de le faire dans « le feu de l'action ». Une action qui, en plus de laisser peu de temps à la réflexion et à l'écriture, m'obligeait à être presque en permanence mobilisé et sur le qui-vive… En tout cas, ce qui est certain c'est que ce contexte conditionna de manière décisive ma vie, ma pensée et mes engagements politiques et existentiels.

Il me semble donc qu'il faut tenir compte de cette situation d'engagement et d'urgence pour pouvoir comprendre pourquoi ma pensée a eu ce caractère si engagé [1] pendant cette période qui va de mon arrivée à l'aéroport du Bourget à Paris en mars 1962, pour m'incorporer au DI [2], jusqu'à la mort de Franco en novembre 1975. Une période de treize ans

1. Cela peut être constaté dans les articles que j'ai écrits, durant cette période, dans les bulletins, journaux et revues des Jeunesses libertaires surtout.
2. Sur le DI et cette période, on trouvera plus d'informations dans le livre *l'Anarchisme espagnol (1961-1975)*, *op. cit.*, et aussi dans le livre *Une résurgence anarchiste : les Jeunesses libertaires dans la lutte contre le franquisme, la FIJL dans les années 1960*, de Salvador Gurrucharri et Tomás Ibáñez, Éditions Acratie, 2012.

où ma vie et ma pensée ont été très conditionnées par l'action menée par les libertaires contre le franquisme.

Cette lutte, il fallait la mener non seulement contre la dictature franquiste, mais aussi contre le système de domination capitaliste qui en était son essence, sa vraie raison d'être. Voilà pourquoi mes textes de cette période peuvent avoir une valeur et un intérêt ; car, en plus de montrer ce qu'a été l'enjeu de cette longue clandestinité pour moi, ils donnent des informations pour mieux comprendre les enjeux et les péripéties de cette lutte dans une période qui s'avéra décisive pour l'avenir du mouvement libertaire, du peuple espagnol et du monde.

Une période encore marquée par la « guerre froide » entre les grandes puissances qui se disputaient l'hégémonie mondiale, mais qui évoluait, de plus en plus, vers une « coexistence pacifique » entre elles ; car, même si la confrontation était parfois armée, elle était de moins en moins politique et idéologique, et devenait exclusivement économique. De plus, les deux systèmes en compétition n'ayant aucun intérêt à s'affronter militairement, à cause de la peur d'une guerre atomique, et leurs élites technocratiques ayant la même ambition d'enrichissement économique et de puissance politique, ils avaient plus d'intérêts à collaborer qu'à s'affronter.

En réalité, la souveraineté du peuple étant un leurre – tant dans le camp de la « démocratie » que dans celui du « socialisme » – et les peuples n'ayant d'autre ambition que de consommer, les conditions objectives étaient réunies pour que cette « coexistence pacifique » se mette en marche pour se partager le monde dans une perspective de gouvernance planétaire bipolaire. Les deux systèmes justifiant cet objectif commun de puissance en le présentant comme levier du « progrès » et de la « paix » qu'ils disaient vouloir apporter à leurs sociétés et au monde.

Un « progrès » et une « paix » que, dans la logique du capitalisme (tant privé que d'État), il n'était possible d'atteindre qu'au travers d'un productivisme croissant et d'échanges commerciaux internationaux. Et même si ce « progrès » et cette « paix » n'étaient très souvent que des formules rhétoriques exprimant des vœux creux et démagogiques, les deux systèmes se voyaient obligés d'apparaître – sinon pour le court terme, au moins pour le long terme – à la hauteur d'un tel défi. Au point que, tous les États se situant dans cette perspective bipolaire de « transition historique » vers un monde guidé par la « raison écono-

mique », les relations internationales et les politiques nationales en restaient totalement conditionnées.

Ainsi, l'économie étant devenue plus que jamais le moteur de la puissance des États, les conflits « idéologiques » perdaient sens et devenaient obsolètes, même si ceci n'était alors pas trop perceptible pour tous ; puisque les conflits géopolitiques du monde bipolaire continuaient à être encore très marqués par l'« affrontement politique » entre les deux (et uniques) grandes puissances qu'étaient les USA et l'URSS.

Cet « affrontement » était l'héritage du processus de « décolonisation » qui s'était mis en marche à la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui continua jusque dans la décennie des années soixante à travers les luttes de « libération nationale » qui, même exprimant la volonté des peuples colonisés de s'émanciper des métropoles colonisatrices devenues puissances de second rang, étaient plus ou moins manipulées par les deux grandes puissances pour créer, dans ces colonies et sous leur influence, des États supposés « indépendants ».

C'est pourquoi la problématique de la décolonisation a été tellement présente dans cette période si compliquée et si sanglante. Mais, aussi si décevante ! Car, même en se déclarant « indépendants », tous ces nouveaux États étaient sous la tutelle économique et politique de l'une ou de l'autre des deux grandes puissances et, par la suite, de plus en plus sous la tutelle directe des entreprises capitalistes transnationales, à mesure que la mondialisation capitaliste avançait.

Pas étonnant donc que, dans ce contexte qui liait aussi de plus en plus ce qui était en jeu dans un pays à ce qui était en jeu dans le monde pour les grandes puissances, l'existence d'un régime fasciste en Espagne ne soit plus considérée comme un problème… Au plus, une simple anomalie, un anachronisme ! Dès lors, le franquisme apparaissait, pour la majorité des gens, comme un simple régime capitaliste autoritaire et non démocratique ; mais pas trop regardant en ce qui concernait les mœurs des Espagnols qui pouvaient dépenser de l'argent et les touristes qui commençaient à visiter le pays par milliers et même par millions chaque année.

Le franquisme ne cessait, néanmoins, de réprimer durement toute tentative des Espagnols d'exercer les « droits » d'expression et de réunion, et des travailleurs à se mettre en grève pour exprimer leurs revendications sociales. Rien d'étonnant donc que, dans de telles conditions, l'objectif fondamental de la lutte contre le régime se soit

concentré sur la récupération des libertés démocratiques et des droits sociaux afin que le peuple espagnol puisse s'exprimer librement et les travailleurs puissent présenter et défendre leurs revendications. Donc, rien d'étonnant non plus que cette lutte ait pris un sens anticapitaliste, et que, par voie de conséquence, l'opposition au franquisme se soit divisée en fonction de la position que chaque fraction d'elle avait sur la « lutte de classes » : les bourgeois et les « réformistes [1] » s'insérant volontiers dans la perspective de la « transition historique capitaliste » en cours et les « révolutionnaires [2] » appuyant les luttes ouvrières pour les politiser et tenter de mettre la question sociale au premier plan de la lutte contre le régime.

Dans un tel contexte, il n'est donc pas surprenant que les libertaires se soient trouvés de plus en plus isolés [3] pour mener la lutte active contre la dictature franquiste. Non seulement parce que l'opposition antifranquiste institutionnelle persistait dans l'immobilisme et dans l'attente de la « transition pacifique » vers une « démocratie » sans rupture institutionnelle avec le régime franquiste, mais aussi parce que cette « opposition » se situait, par affinité idéologique et intérêts économiques, dans la même perspective capitaliste où se situaient les franquistes « rénovateurs » qui préconisaient une ouverture lente et progressive du régime ; même si cette ouverture politique apparaissait très chimérique au début de la décennie des années soixante, Franco et ses fidèles exerçant encore pleinement le pouvoir et les franquistes « rénovateurs [4] » ayant peu d'influence dans les décisions et le fonctionnement du régime.

C'est donc dans ce contexte que le DI a été constitué et qu'en mars 1962 je me suis trouvé en France pour entreprendre [5] une vie clandestine comme membre du DI. Or, cet organisme secret ayant réussi à

1. Non seulement les républicains et les socialistes, mais aussi les communistes, qui préconisaient la « réconciliation nationale ».
2. Surtout les libertaires et quelques groupes de marxistes opposés à la politique de collaboration de classes du Parti communiste espagnol (PCE).
3. Avec, certes, les jeunes nationalistes basques de l'ETA et quelques groupes de jeunes républicains et marxistes dissidents dans le DRIL, au début des années soixante, et dans le GRAPO et le MIL, à partir du début des années soixante-dix.
4. Même s'ils avaient déjà quelques ministres technocrates et de l'*Opus Dei* au gouvernement.
5. Ayant obtenu des ingénieurs avec lesquels je travaillais au Mexique le compromis d'assurer une aide mensuelle à ma famille pendant un an, la période de temps pendant laquelle je m'étais engagé à être à la disposition du DI.

s'organiser rapidement, l'action ne tarda pas à commencer [1], et, dès lors, débuta pour beaucoup de libertaires et pour moi-même une période de clandestinité [2], de permanente mobilisation et de préoccupations en tous genres. Non seulement à cause des difficultés propres à cette clandestinité et à la lutte contre le régime franquiste (lequel pouvait compter avec l'appui de toutes les forces répressives des États européens et en particulier de l'État français), mais aussi à cause des nombreux problèmes [3] que commencèrent à poser, dès le début de l'action, tous ceux qui avaient approuvé la motion du DI par démagogie, étant partisans de l'immobilisme [4].

Ainsi, dès que la répression s'abattit en Espagne et en France sur les libertaires [5], ces « problèmes internes » obligèrent le DI à arrêter son action, même si le congrès de la CNT, tenu en octobre 1963 à Toulouse, ratifia sa continuité. Car, ce congrès ayant élu aux postes de direction de la CNT des opposants à la poursuite de la lutte, ils en profitèrent pour imposer leur point de vue et laisser la question du DI en suspens et justifiant leur attitude avec l'excuse que cette question serait débattue au cours d'un nouveau congrès…

Voici ce que je pensais et écrivais alors au sujet de ces questions :

L'anarchisme : une attitude, pas un dogme

> L'anarchisme n'est pas un dogme, une doctrine complète, une idéologie achevée. L'anarchisme c'est un idéal en mouvement qui s'agrandit progressivement avec l'évolution de l'homme […] Essentiellement : attitude face à la vie, face à la société autoritaire, face à tous les pouvoirs qui nous enchaînent ou voudraient nous enchaîner. Attitude d'anticonformité, de révolte des hommes libres face à l'injustice et les préjugés qui abaissent la dignité humaine […] Accomplir des rituels et se donner des noms différents aux communs, lire des œuvres d'auteurs anarchistes, assister de manière routinière aux réunions et meetings

1. On peut avoir plus de précisions sur les actions menées par le DI durant cette période dans les œuvres déjà citées dans la note 2 page 31.
2. J'avais été chargé de coordonner les actions et la propagande.
3. Ces problèmes étaient surtout liés aux moyens matériels pour mener la lutte ; car ces moyens provenaient exclusivement des apports des militants libertaires.
4. En effet, dès la première réunion du DI, le secteur immobiliste avait commencé une campagne pour inciter les militants à ne pas collaborer avec le DI.
5. L'arrestation en France, après la deuxième tentative d'attentat contre Franco à Madrid, de plus d'une cinquantaine de jeunes libertaires et de deux vieux militants de la CNT, Cipriano Mera et José Pascual, peu avant le congrès de la CNT qui se réunit à Toulouse en octobre 1963 avec la permission des autorités.

anarchistes et se prétendre anarchiste, ce n'est pas la preuve de l'être [...] Convertir l'anarchisme en une routine, une habitude triviale, qu'on n'extériorise que certains jours et dans une intimité sectaire, où on parle beaucoup de révolution, mais on ne fait rien pour la faire, serait le nier et le réduire à un simple passe-temps [...] Pour être anarchiste, il faut avoir de la volonté et du courage pour l'être en tout moment, et pour lutter à chaque instant de la vie afin de la rendre digne et plus juste pour tous [...] Donc, l'anarchisme est une attitude, un cheminement de la pensée et de l'action des hommes qui ont la foi véritable du doute, pour tenter de se donner, en toute occasion, les moyens d'avancer vers l'utopie que les autres déclarent impossible [1].

L'urgence de l'heure : la stratégie libertaire

En relation avec le congrès de la CNT, qu'elle doit tenir prochainement et qui devrait permettre de surmonter tous les problèmes qui font obstacle à l'action libertaire en Espagne, je me joins à cette préoccupation ; car, je crois aussi qu'il sera décisif pour la vie de notre organisation et du Mouvement libertaire [...] C'est pourquoi il me semble très important de prendre conscience des résultats négatifs auxquels nous a amenés cette continuelle « vacillation » de notre organisation pour mettre en pratique soit une stratégie « révolutionnaire » soit une stratégie de « durée ». [...] Nous commettrions une grave erreur si, par défaitisme ou mirage circonstanciel (l'augmentation des conflits sociaux, par exemple), nous renoncions à la stratégie révolutionnaire accordée. Celle que nous ne devrions n'avoir jamais abandonnée. Non seulement parce que nous prétendons être une organisation révolutionnaire, mais aussi parce que, si nous adoptons la même attitude passive face au régime que celle adoptée par les autres forces antifranquistes, nous perdrons les dernières sympathies que, comme mouvement révolutionnaire, nous avons parmi les secteurs les plus inquiets et rebelles du prolétariat espagnol. Il ne s'agit pas du « nous contre tous », mais que chacun participe à la lutte en fonction de ses moyens et de sa volonté. Car, si nous renonçons à la ligne d'action directe pour harceler le régime franquiste là où c'est possible, la CNT et le Mouvement libertaire auront perdu définitivement la bataille [2].

L'anarchisme et l'avenir

Le problème plus urgent pour le mouvement anarchiste, c'est sa continuité. Après plus d'un demi-siècle de forte présence dans les luttes

1. *Ruta*, Caracas, 1963.
2. *Ruta*, 27 décembre 1964.

sociales, il ne l'est aujourd'hui que dans un petit nombre de pays et à travers des groupes de militants très réduits en nombre […] La réalité c'est que, dans les pays où il y a encore de la présence anarchiste, notre mouvement s'est réduit et s'est enfermé sur lui même. Dans l'unique pays où l'on pouvait garder un espoir, l'Espagne, l'influence de l'anarchisme s'est fortement réduite à cause de la continuité de la dictature et de la dégénérescence immobiliste de l'exil. […] Comme le montrent les faits, nous sommes tous obligés de constater que, malgré le considérable effort personnel réalisé sur le plan de la propagande et de l'organisation, le résultat est presque imperceptible […] Le moment est arrivé de nous rendre à cette évidence et de méditer profondément sur le sens de continuer à faire ce labeur de propagande ; car, même s'il est fait avec la meilleure bonne volonté et même si l'on continue à nous créditer d'avoir le plus beau et merveilleux idéal, ce labeur n'est pas une garantie contre la disparition de notre mouvement […] La propagande pour la propagande, comme l'action pour l'action, n'est qu'un circuit fermé dans lequel on tourne de plus en plus sur nous-mêmes […] Il me semble donc urgent de nous poser ces questions, de la propagande et de l'action, avec l'intention de les mettre en pratique avec toutes leurs conséquences [1].

Dès lors, les « problèmes internes » prirent le devant et envenimèrent le climat dans les milieux libertaires, à tel point qu'en attendant ce nouveau congrès, le MLE se divisa – à nouveau et de fait – en deux camps ; mais, cette fois-ci, de manière très claire sur la question de l'immobilisme : d'un côté ceux qui préféraient éviter tout ce qui pourrait donner lieu à la mise hors la loi des organisations libertaires exilées, et de l'autre ceux qui appuyaient la position de la FIJL de continuer la lutte contre le franquisme. Rien de surprenant donc que, dans ce climat interne d'affrontement et les pressions des autorités françaises devenant plus fortes, le nouveau congrès de la CNT, tenu cette fois-ci à Montpellier en 1965, enterra définitivement le DI et que le MLE se soit trouvé une fois de plus scindé, laissant la FIJL seule pour poursuivre la lutte active contre le franquisme.

Il va de soi que tout cela eut des conséquences sur ma vie clandestine [2] et que cette nouvelle situation m'obligea à continuer à écrire des articles, en mon nom propre, pour participer au débat idéologique interne qui

1. *Ruta*, 28 mars 1965.

2. Après le Congrès de Toulouse et la mise en veilleuse du DI, mes camarades les plus proches me convainquirent et m'aidèrent à faire venir ma compagne et mes deux enfants au début

s'ouvrit alors : tant dans le bulletin *Ruta* de la FIJL, qui sortait à Caracas, que dans la revue *Presencia libertaria*, qui avait été fondée à Paris en 1965 par un groupe de la FIJL et par des militants anarchosyndicalistes ne se résignant pas à ne pas être présents dans les luttes sociales qui commençaient alors à prendre de l'ampleur en Espagne. Un débat qui me paraissait absolument nécessaire : non seulement parce que je ne partageais pas la position de ceux qui, prétendant défendre l'essence de l'anarchosyndicalisme, voulaient maintenir le MLE dans l'immobilisme et un militantisme routinier et bureaucratique, mais aussi parce que je considérais que nous avions, en tant qu'antifranquistes, le devoir de continuer la lutte contre ce régime.

Ligne de travail : propagande et action

> Après l'écrasement de la plus importante expérience révolutionnaire de l'histoire espagnole et de 25 ans de dictature, a commencé dans notre pays un significatif processus de « libéralisation » des structures fascistes qui régirent la politique, l'économie et la culture jusqu'à aujourd'hui [...] Devant ce « changement », presque tous les secteurs de l'antifranquisme institutionnel s'apprêtent à collaborer, plus ou moins inconditionnellement, avec le franquisme et son programme de continuité évolutive [...] Cette politique permet donc au « capitalisme investisseur », national et étranger, de développer ses plans d'expansion industrielle pour créer les conditions de stabilité et les structures sociales nécessaires qui permettront à l'Espagne de devenir enfin une vraie société capitaliste [...] L'anarchisme, comme attitude révolutionnaire, peut être maintenant le drapeau et le point de convergence de tous ceux qui refusent la politique de claudication en développant une intense propagande et une action effective de harcèlement du régime franquiste et de tous ceux qui prétendent le continuer [...] L'avenir de notre mouvement dépend de nos attitudes présentes, de ce que nous serons capables de faire en ce moment historique si décisif [...] C'est pour cela que nous ne devons pas tomber dans la démagogie militante ni nous confiner dans une tour d'ivoire et le conformisme défaitiste de « ce que nous avons été »; car c'est alors que nous mènerions l'anarchisme à sa plus grande défaite et décadence, en plus de faciliter la tâche de ceux qui veulent imposer et stabiliser la société autoritaire et bourgeoise partout [1].

---

de l'année 1965. Mais, ma clandestinité se prolongeant et devenant de plus en plus difficile, ma famille dut repartir pour le Mexique fin 1965.

1. *Ruta*, 28 novembre 1965.

En effet, à cause de son immobilisme, la CNT était de moins en moins active dans les luttes sociales des travailleurs espagnols. Par contre, les jeunes libertaires tentaient de l'être toujours plus au travers de cette revue qui servait de lien avec ceux qui, en Espagne, participaient directement aux luttes contre le régime. Et non seulement parce qu'ils considéraient comme un suicide politique, pour le MLE, l'abandon de la lutte active contre le franquisme et l'attente du jour où Franco disparaîtrait (?), mais aussi parce qu'ils considéraient cet attentisme comme un vrai handicap pour les libertaires. Car, au contraire de la majorité des organisations politiques, les libertaires et leurs organisations ne pouvaient pas compter sur des « aides » pour réapparaître et jouer leur rôle sur la nouvelle scène politique espagnole après la mort de Franco. Particulièrement pour leur organisation syndicale, la CNT ; car elle ne pouvait ni ne pourrait compter avec d'autres moyens d'action que ceux que ses membres seraient capables de lui apporter, tant qu'elle se prétendrait être une organisation révolutionnaire.

Donc, pour la CNT et les libertaires, le présent était plus que décisif, presque un cas de vie ou de mort pour sa continuité historique. Surtout qu'ils n'avaient pas été capables – à cause de la répression et des nombreuses années d'immobilisme et d'intégration aux sociétés d'accueil pendant l'exil – de produire un renouvellement militant suffisant. C'est pourquoi les jeunes libertaires ont considéré que, la vieille militance libertaire étant trop usée pour réagir, c'était à eux de faire tout leur possible pour être présents dans la lutte contre la dictature : tant pour assurer la présence de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme que pour essayer d'y apporter de la radicalité révolutionnaire. Car, en ces années-là, l'opposition institutionnelle au franquisme, incluant les communistes, s'employait à insérer les luttes sociales dans une perspective d'action « pacifique[1] » pour assurer l'avenir du projet de transition qu'elle espérait réussir avec les franquistes partisans de l'ouverture du régime[2].

1. En promouvant la naissance des Commissions ouvrières (CCOO).
2. En plus des pourparlers entre ces deux factions depuis leur rencontre à Munich en 1962, lors du IVe congrès du Mouvement européen, des « négociations » se déroulaient entre le ministre Solis et un petit groupe d'anciens membres de la CNT de Madrid pour prendre des postes de direction dans les syndicats franquistes.

Ce fut alors que la question du renouvellement militant me fit entrer en polémique avec le vieux militant anarchosyndicaliste français Gaston Leval :

D'une réalité à l'autre

Mon propos, dans la polémique avec le camarade Leval, a été et est de situer cette polémique à un niveau analytique et non pas à celui des simples intuitions ou suppositions personnelles […] Leval nous dit : « À la place de passer les années obsédés par la lutte violente, dont les péripéties se tournent et se tourneront fougueusement contre nous, il était et il est beaucoup plus nécessaire de préparer nos cadres pour demain. Former des militants aptes dans l'ordre intellectuel, hommes capables pour reconstruire notre mouvement. Plus qu'à jouer à la révolution il aurait été beaucoup plus nécessaire que les jeunes camarades, qui se sont embarqués dans cette petite aventure, se préparent à être dans un, quatre, cinq ans, des éléments de valeur sans lesquels, même si des complots s'organisent, notre mouvement ne resurgira pas. » Mais, cet appel, après 25 ans d'exil et de dictature, arrive trop tard ; car c'est une tâche que le mouvement et les militants les plus préparés ne devraient pas avoir laissée pour la dernière heure […] Voyons les choses avec réalisme et honnêteté : 25 ans de luttes intestines pour le contrôle des comités et pour s'approprier des postes de direction à perpétuité, ont conduit le mouvement à une situation absurde et paralysante, dans laquelle toute l'activité organique et propagandiste est orientée vers cette lutte de pouvoir interne, avec une totale négligence des tâches prosélytistes et de préparation de « nouveaux cadres » […] La vérité est que la situation dans laquelle se trouve notre mouvement ne permet pas de réaliser cette préparation de « nouveaux cadres », comme le voudrait Leval […] Les cadres militants du mouvement se réduisent progressivement à mesure que les militants meurent ou vieillissent ; car il n'y a pas de rénovation […] Le prosélytisme envers la jeunesse n'est possible dans un mouvement immobilisé par les dogmes organiques, les mythes historiques et menant une vie purement végétative […] Les autres mouvements, partis et organisations politiques autoritaires peuvent prétendre reconquérir leurs positions dans le futur avec des simples attitudes et slogans démagogiques ou des transactions avec les groupes de pression capitalistes. Tous, sauf nous ! […] La jeunesse espagnole – non seulement la libertaire – ne peut s'intéresser à un mouvement arrêté sur lui-même et à l'attente du miracle de la chute de la dictature ; car elle sait, au moins la plus inquiète, que, si elle n'est pas capable de provoquer cette chute, alors il ne lui reste d'autre chemin que celui de l'adaptation et de la démagogie […] Si le camarade Leval

> pouvait partager cet effort avec ces jeunes camarades, il comprendrait que c'est injuste de les qualifier de « jeunes embarqués dans ces petites aventures ». Car, même si leur effort se révélait finalement stérile, il est une réponse à la question « Quoi faire ? » […] Malgré la désastreuse réalité qu'on nous avait léguée, on a fait un vrai effort pour la surmonter […] Et même si elle n'est pas une réponse suffisante, c'est au moins une tentative de ne pas se donner pour définitivement vaincus et de maintenir l'espoir encore en marche [1].

C'est dans ce contexte que les jeunes libertaires de la FIJL recommencèrent [2] en 1966 les actions antifranquistes pour apporter une solidarité active à ceux qui, en Espagne, subissaient la répression pour défendre les droits des travailleurs et lutter contre un régime qui niait les libertés les plus élémentaires. Réussies ou ayant échoué, ces actions eurent un grand impact médiatique mondial [3] et furent perçues, tant par les victimes de la répression que par l'opinion publique, comme une preuve de la solidarité active prônée et mise en œuvre par les libertaires.

En effet, cet activisme qui, même s'il impliquait un certain degré de violence évitait à tout prix de tomber dans la violence aveugle, réactualisa l'anarchisme comme idéal et comme praxis révolutionnaire antiautoritaire. Il y parvint non seulement en Espagne mais également sur le plan international, ce qui permit à l'anarchisme de devenir à nouveau une référence émancipatrice, aussi bien face aux systèmes fondés sur l'exploitation et la domination que face à ceux qui, tout en prônant l'émancipation humaine, la niaient dans les faits par le maintien des structures autoritaires du pouvoir. Car cet activisme réalisait aussi des actions de solidarité dans le cadre de la lutte mondiale contre les agressions impérialistes dans le monde et des mouvements de révolte de la jeunesse contre les institutions universitaires inféodées au pouvoir dominant. Non seulement par souci de cohérence révolutionnaire mais aussi pour tenter de donner à ces mouvements un sens de plus en plus antiautoritaire et autonome, et les insérer dans les luttes sociales

1. *Ruta*, 31 janvier 1966.
2. Ce fut aussi dans ce contexte que j'ai rencontré Ariane Gransac, qui militait dans un groupe de jeunes peintres de la Fédération anarchiste française et qui, par la suite, nous a aidés activement à la continuation de la lutte.
3. Surtout avec l'enlèvement, à Rome, du conseiller ecclésiastique à l'ambassade d'Espagne près du Vatican, fin avril 1966, par le Groupe du Premier Mai, qui prônait la « solidarité révolutionnaire internationale ». Sur ces actions, jusqu'à la dissolution de la FIJL après Mai 1968, voir les deux ouvrages précédemment cités page 31.

ayant une vraie radicalité transformatrice. De là son retentissement dans l'imaginaire collectif de l'émancipation et auprès d'une jeunesse désenchantée devant l'immobilisme qui régnait alors dans les milieux de la gauche révolutionnaire : tant celle qui luttait pour le pouvoir que celle qui « voulait » le détruire… Ce n'est donc pas surprenant que cet activisme ait contribué à l'actualisation du vieux débat sur le discours et l'action, comme sur le dilemme entre l'efficacité et la liberté. Voici ma participation à ce débat dans les pages de la revue *Presencia libertaria* :

Réinventer l'anarchisme, réinventer le marxisme, réinventer la révolution

> Tel que Sergio Daniel le fait dans le dernier numéro de *Presencia*, en tant que marxiste, nous, les anarchistes, devons aussi affronter le dilemme de réinventer l'anarchisme si nous ne voulons pas rester réduits « à vivre à contre-courant du temps et de l'histoire ». Nous n'avons pas non plus su résoudre, d'une manière positive et pratique, le dilemme entre l'efficacité et la liberté […] Ce besoin de réinventer l'anarchisme, qui en définitive signifie réinventer la révolution, l'est aussi pour les autres courants révolutionnaires. Surtout pour le marxisme ; car, « étant donnée son adaptation au rythme du temps et de l'histoire », il court le risque de se convertir en un mouvement contre-révolutionnaire et de consolidation de cette nouvelle forme de capitalisme qu'est le capitalisme d'État […] L'anarchisme doit faire un effort « pour s'incorporer à l'histoire en devenir, les anarchistes se transformant en protagonistes d'elle et pas en simples spectateurs frustrés » […] Reconnaître les effets néfastes des idéologies dans le camp révolutionnaire et la négativité de la division qu'elles ont provoquée au sein de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire […] Reconnaître que, pour le moment, il est impossible de résoudre nos contradictions théoriques et tactiques […] Reconnaître que ces contradictions existent ; mais que, malgré cela, nous pouvons cesser de nous voir comme des ennemis et que nous pouvons unir nos efforts, chaque fois qu'il est possible, pour promouvoir la lutte anticapitaliste […] Je crois donc que c'est dans le terrain de l'action révolutionnaire que nous pourrons surmonter nos divergences idéologiques. Entendant par action révolutionnaire l'action qui est, tant du point de vue théorique que pratique, une négation conséquente de l'actuel système et pas seulement verbale. Car c'est en agissant ainsi que nous pourrons avancer dans la lutte contre le capi-

talisme et résoudre un jour le dilemme efficacité/liberté dans la lutte pour l'émancipation humaine [1].

Pour un débat sur réformisme et révolution

Le dernier numéro de *Presencia* et le livre de Régis Debray, *Révolution dans la révolution*, m'ont incité à revenir sur un thème qui semble être de première actualité pour la gauche révolutionnaire des cinq continents [...] En effet, la vieille discussion sur les tactiques à suivre pour « ouvrir le chemin vers la révolution » se pose à nouveau à partir de l'antinomie entre réformisme et révolution [...] Dans ce numéro de *Presencia* nous trouvons des positions contradictoires sur l'avenir du syndicalisme espagnol et la révolution [...] Le livre de Régis Debray pose le même dilemme, bien qu'en se référant à un continent et à d'autres zones du monde où l'avenir de la révolution paraît se jouer de manière plus immédiate [...] Son livre prouve que marxistes et anarchistes se trouvent confrontés au même dilemme et doivent faire face à un débat interne qui dépasse les idéologies et les militances [...] En Espagne, les vieilles générations de militants révolutionnaires se sont affrontées, durant plus de 25 ans, dans un débat stérile entre les partisans de la ligne « révolutionnaire » et les partisans de la ligne « réformiste » [...] Pour ma part, je crois que le débat « efficacité/liberté » doit commencer par prendre en compte le fait que nous sommes obligés d'agir dans la clandestinité et que ce sera ainsi tant que le Régime actuel continuera à être une dictature [...] Le problème qui se pose aujourd'hui est donc de savoir dans quelle mesure le réformisme prôné par les organisations marxistes, qui prétendent s'identifier aux mouvements révolutionnaires du tiers monde, est le fruit d'un moment historique spécifique ou quelque chose de plus définitif dans l'histoire de notre peuple [...] Justifier ce réformisme par les circonstances actuelles et promettre pour demain la révolution, en collaborant aujourd'hui avec ceux qui prônent la « libéralisation » du franquisme, c'est une escroquerie morale, pure démagogie [...] On devrait donc reconnaître, dans tous les camps idéologiques et toutes les latitudes, la négativité d'une telle attitude [...] Pour avancer dans le chemin de la révolution, il faut s'affronter aux classes dominantes sur tous les terrains [...] Tel est le cas, en ce moment dans beaucoup de pays d'Amérique latine et pour les Noirs aux États-Unis [...] Il s'agit de lutter pour la révolution, avec toutes les conséquences et tous les risques, ou d'y renoncer et suivre la voie réformiste. Même si cette voie implique la collaboration entre les différentes classes et l'intégration du prolétariat à la société capitaliste [...] Le problème de la révolution n'est pas un

1. *Presencia*, juin-juillet 1967.

problème d'idéologies mais d'attitudes combatives face au capitalisme et à l'impérialisme [...] Cinquante années après la révolution bolchevique, tout le bloc marxiste se voit secoué par ce significatif et radical questionnement, théorique et pratique, de la lutte révolutionnaire, montrant l'incompatibilité entre réformisme et révolution et aussi que l'action directe est inséparable de toute vraie stratégie révolutionnaire [...] C'est pourquoi les « révolutionnaires » espagnols doivent mettre à jour leur stratégie; car, leur entêtement à vouloir préparer la révolution par la voie pacifique et légale, face à une dictature qui ne tolère même pas la liberté d'expression, peut être interprétée comme le signe d'une vraie impuissance à passer à une action directe et révolutionnaire conséquente [...] L'action directe n'est pas seulement une réaction juste et légitime contre les brutalités de la tyrannie, elle est une forme concrète, cohérente et efficace d'unité et de solidarité révolutionnaire. Comme le dit Debray : « Autour de cette ligne d'action coïncident et s'unissent tous ceux qui, en Amérique latine, luttent avec les armes à la main. Vers elle convergent toutes les formations qui s'identifient avec la lutte armée. Cette rencontre ne doit rien au hasard. Et moins encore à un complot. Cette rencontre est simplement rationnelle. Dans une situation historique donnée, il peut y avoir mille manières de parler de révolution; mais il y a une concordance nécessaire entre tous ceux qui sont décidés à la faire. » [...] C'est ainsi qu'un jour s'uniront tous les groupes révolutionnaires autour de cette ligne d'action directe ou ne s'uniront jamais! [...] Au-delà des divisions idéologiques et des définitions programmatiques, la lutte pour la révolution est essentiellement lutte pour la liberté [...] La vraie efficacité révolutionnaire est celle capable de promouvoir et de générer continûment la rébellion face à la tyrannie. Il faut donc espérer que tous les groupes espagnols, qui se prétendent et se réclament révolutionnaires, le comprendront très bientôt; car demain peut-être sera trop tard [1] !

En effet, ce n'est donc pas étonnant que des jeunes étudiants libertaires se soient trouvés à l'origine des événements de Mai 1968 et que le mouvement ait pris cette signification profondément antiautoritaire qui lui restera toujours attachée et qui lui a donné ce rayonnement libérateur sur le plan international. Mais, pour moi, ces événements n'eurent pas cet effet « libérateur ». Car, quelques semaines auparavant, j'avais été arrêté en Belgique et les autorités belges, me soupçonnant d'être lié à l'activisme anarchiste et à certains membres du Mouvement

1. *Presencia*, juin-juillet 1967.

du 22 mars qui avaient joué un rôle important dans le déclenchement des événements de Mai 1968, elles me maintinrent en prison pendant cinq mois [1]. Puis, sous la pression du gouvernement franquiste et d'autres gouvernements européens, je fus assigné à résidence près de la ville d'Ostende, où j'avais pu me loger provisoirement dans un centre de vacances du parti socialiste belge.

Ainsi prit fin ma clandestinité et, ayant trouvé un travail comme éducateur dans un institut médico-psychopédagogique géré par le parti socialiste belge, j'ai pu à nouveau faire venir ma famille du Mexique pour vivre avec moi dans les locaux de cet institut situé dans le château de Solières, près de la ville d'Huy, dans la province de Liège. Cette situation dura jusqu'à ce que, peu après l'arrestation de Salvador Puig Antich en Espagne, les camarades, qui tentaient d'éviter que ce jeune libertaire catalan soit exécuté, sollicitent mon aide. Car, ayant répondu positivement à cette demande et pris un congé sans solde, je me suis à nouveau trouvé dans la clandestinité au début de l'année 1974.

Bien sûr, durant cette période de presque cinq ans de « légalité » en Belgique, pendant laquelle j'ai été assigné à résidence au hameau de Solières, j'ai continué à rester en contact avec différents groupes d'activistes anarchistes européens [2] ainsi qu'avec les jeunes libertaires espagnols qui sortaient le bulletin *Ruta*, à Caracas, et aussi avec ceux qui, en France, tentaient de relancer la revue *Presencia Libertaria* pour poursuivre le débat sur l'action libertaire à mener en Espagne [3] dans les conditions politiques et sociales du début des années soixante-dix. C'est ainsi qu'au premier trimestre 1974 nous avons pu sortir un nouveau numéro de *Presencia Libertaria* et que j'ai publié, dans ce numéro, un article et un autre dans *Ruta* de Caracas. L'un centré sur la « rationalité » capitaliste et l'autre sur la nécessité de la rénovation de la théorie

---

1. Ariane et moi avions été arrêtés à Bruxelles le 9 février 1968. Elle resta trois mois en prison avant d'être expulsée vers la France. Je n'ai été accusé que « d'usage de pseudonyme, d'entrée illégale et de possession illégale de deux pistolets pour ma défense »; car les juges belges ont considéré que ma vie était menacée après l'assassinat de mon père le 1er mai 1967 au Mexique.
2. À l'automne 1973, je suis entré clandestinement en France pour rencontrer Ariane et être interviewé par le journaliste anglais Gordon Car, de la BBC, qui réalisait un film, sur l'Angry Brigade, diffusé en janvier 1973.
3. À Solières, je recevais de temps en temps des camarades qui amenaient en Espagne la propagande qu'on éditait la nuit avec la machine offset de cet institut.

et de l'action révolutionnaire antiautoritaire après les événements de Mai 1968. Les voici résumés :

L'utopie autoritaire en question…

Dans aucune autre époque de l'histoire, l'utopie autoritaire n'avait atteint l'apparente rationalité fonctionnelle qu'elle a atteinte dans la nôtre ; mais aussi dans aucune autre époque, elle s'était montrée plus utopique pour la liberté de l'homme. Dans la société moderne, la rationalité et la barbarie coexistent dans une permanente promiscuité […] Au moment des voyages cosmiques, des millions d'hommes continuent à marcher pieds nus sur la terre. Démocratie et tyrannie se confondent sous l'empire de la marchandise. Derrière la rationalité autoritaire, la barbarie continue à produire des victimes et des bourreaux […] Mais, malgré cela, on continue à la considérer comme l'unique rationalité possible […] Géographiquement, nous nous trouvons situés dans une zone du monde, l'Europe occidentale, dans laquelle la société industrielle a atteint – à part les USA et l'URSS – son plus haut degré de développement. Dans cette zone, le processus d'intégration s'opère, essentiellement, sans terreur, ouvert et sous les formes les plus subtiles de la domination : la démocratie et l'abondance […] De plus, fermée sur l'intérieur, elle s'ouvre vers l'extérieur par l'expansion économique, politique et militaire […] Ainsi, avec les marchandises, les techniciens, les administrateurs et les capitaux européens, les armes destructives remplissent aussi sa fonction néocolonisatrice en Afrique et dans d'autres parties du monde […] Le Congo, Nigeria, Biafra, Israël et les pays arabes sont les témoins les plus spectaculaires de cette expansion extérieure de la société européenne occidentale […] L'économie capitaliste, adaptée aux exigences militaires de l'expansion occidentale, a permis, c'est vrai, une vie plus commode pour un nombre chaque fois plus grand de personnes, et elle a étendu la mainmise de l'homme sur la nature […] C'est ainsi que le tout paraît être l'expression de la raison ; même si personne n'ignore que ce bien-être a un coût pour la vie de milliers d'êtres humains sur toute la planète […] Les capacités intellectuelles et matérielles de la société contemporaine sont plus grandes que jamais et, malgré cela, sa productivité détruit le libre développement des nécessités et facultés humaines. Sa paix se maintient exclusivement grâce à la constante menace de guerre […] Les membres de cette société ne se rendent pas compte que la liberté, réglementée par un ensemble répressif, peut se convertir en un instrument de domination puissant, que la liberté ne peut pas être mesurée selon l'élection qui est offerte à l'individu, mais seulement en fonction de ce qu'il peut choisir et de ce qu'il choisit réellement […] Dans le nouveau monde technologique du

travail, l'attitude négative (d'opposition) de la classe ouvrière s'affaiblit et elle n'est plus la contradiction vivante de la société établie […] La domination se cache derrière l'administration, faisant disparaître derrière la façade d'objectivité rationnelle les vrais agents de l'exploitation. De sorte que, le voile technologique dissimulant l'inégalité et l'esclavage, la haine et la frustration se voient alors privées de cible […] Et peu importe que le chargé de réaliser ce projet historique (l'expérience, la transformation et l'organisation de la nature et de la société en tant que de simples supports de la domination) soit un système démocratique ou un système autoritaire ; puisque le résultat est rigoureusement le même pour la liberté de l'individu […] La révolution socialiste devait conduire à une société dans laquelle ses propres créateurs arriveraient à être, enfin, des individus à part entière, planifiant et utilisant les instruments de leur travail pour satisfaire leurs propres besoins et facultés […] Mais le développement de la société communiste d'aujourd'hui est à l'opposé de cette conception et de cet espoir […] Prétendre, dans une économie qui se veut « socialiste », maintenir le fonctionnement des catégories mercantiles et l'utilisation de la loi de la valeur, par une bureaucratie de technocrates, c'est non seulement un contresens, mais la négation du socialisme […] Difficile donc de nier que le capitalisme réapparaît aujourd'hui de plus en plus aux fenêtres du socialisme : tant en Russie que dans les autres pays où la rationalité autoritaire marxiste-léniniste a triomphé […] L'évolution historique actuelle chemine vers le rapprochement progressif de ces deux grands systèmes actuellement en conflit […] C'est pourquoi le défi, le vrai défi, est celui que la nouvelle négation lance à l'un et à l'autre, en mettant à nu, sans aucune concession, leurs graves insuffisances […] En effet, le capitalisme et le communisme étant deux projets historiques hégémoniques ayant montré leur vraie valeur, il ne peut y avoir du sens à leur confrontation qu'avec un projet neuf et une nouvelle négation […] Il n'est donc pas étrange que la nouvelle négation ait abouti à la « contestation » globale et à l'action révolutionnaire devant une société qui – tant à l'Est qu'à l'Ouest, au nom de la démocratie ou au nom du socialisme, sous les directions chrétiennes ou marxistes– continue à exploiter et à opprimer l'homme avec les mêmes critères « rentables » du capitalisme et des États forts […] Le fait historique le plus important et prometteur de notre époque est cette sensibilisation révolutionnaire de la jeunesse en révolte contre le paternalisme de la vieille génération et contre l'aliénation capitaliste et toutes les formes d'aliénation autoritaire, même celles qui se prétendent révolutionnaires […] La vraie efficacité révolutionnaire étant de ne mépriser aucune forme de protestation et

de combat contre la « rationalité » capitaliste et toutes les formes de la domination [1].

Contestation, anarchisme et révolution

Après les événements de Mai 1968 en France, il s'imposait d'analyser la situation à laquelle nous, les anarchistes espagnols, sommes confrontés aujourd'hui [...] Car les thèses et les groupuscules de jeunesse anarchistes ont été au centre de cette importante et spectaculaire contestation de l'ordre établi, qui a ouvert de nouvelles perspectives révolutionnaires dans les pays où, par leur haute évolution et concentration capitaliste, l'on croyait clos le cycle révolutionnaire, considéré seulement valide pour les pays sous-développés [...] Et aussi parce que cette réactualisation de la lutte révolutionnaire a suscité la même réaction d'intransigeance et d'opposition sectaire de la part de toutes les organisations révolutionnaires classiques [...] Mais, même si les « groupuscules » révolutionnaires n'ont pas pu mener plus loin l'expérience contestataire, le plus important c'est la valeur d'exemple, de leçon historique, que cette expérience a et aura dans l'avenir [...] La radicalisation révolutionnaire de la jeunesse est le résultat de l'abdication révolutionnaire de la gauche classique partout dans le monde [...] Rien donc de surprenant que cette contestation et le renouvellement théorique qu'elle a mis en marche ont fini par mettre en cause la société de consommation capitaliste et aussi la société communiste prophétisée par le marxisme [...] Comme par le passé, la jeunesse se révolte contre le *statu quo* politique, social et culturel imposé à la société par les tenants du pouvoir en place, mais aussi contre la résignation régnante dans les organisations qui se prétendent encore révolutionnaires [...] C'est, essentiellement, une contestation de l'ordre autoritaire dans son ensemble, cherchant à produire du spontanéisme non canalisable et capable d'inventer et d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation qui ne soient pas en elles-mêmes paralysantes [...] Ainsi, pour éviter de devenir une nouvelle idéologie/dogme et de retomber dans le *doctrinarisme*, cette contestation antiautoritaire se veut être une critique fondée sur la confrontation permanente de la théorie et de la praxis, en situant l'action révolutionnaire (dépassement de la réalité oppressive) dans le contexte global de l'activité humaine, afin de confronter directement l'utopie révolutionnaire à sa pratique [...] Rien d'étonnant donc que, confrontés à ce problème, les jeunes libertaires français aient réagi comme auparavant l'avaient fait les jeunes libertaires espagnols, et qu'ils aient dénoncé la léthargie dominante dans les milieux libertaires

1. *Presencia*, 1er trimestre 1974.

français, réduits aussi à entretenir les vieux mythes au travers d'une action bureaucratique routinière et de son inévitable séquelle d'exclusives et de sectarismes […] Le conflit entre vieux et jeunes libertaires français n'était pas non plus un conflit idéologique, mais un problème de cohérence entre théorie et pratique, et, sûrement, de fatigue et de vieillissement […] C'est le philosophe Edgar Morin qui a le mieux compris la portée de cette contestation de la jeunesse : « C'est autour du conflit jeunesse/liberté, vieillesse/autorité, que s'articule le conflit traditionnel dirigés/dirigeants, et que s'articule l'actuel conflit révoltés/résignés, où fermentent les problèmes de la société bourgeoise. » […] Ce processus de rénovation se trouve actuellement dans sa face de « contestation critique » et l'on peut déjà entrevoir ce qu'elle peut signifier pour l'avenir de la révolution […] Face à des réalités qui ne permettaient aucune possibilité de justification réformiste (la guerre au Viêt Nam, la discrimination raciale aux USA, la lutte contre les dictatures fascistes en Europe et contre les oligarchies en Amérique latine et les séquelles du stalinisme sans Staline), les organisations de la gauche classique se sont montrées incapables d'adopter des attitudes conséquentes avec leurs idéologies révolutionnaires. Dès lors, le courant de la jeunesse n'eut d'autre possibilité que d'adopter des positions de plus en plus indépendantes et de refus de toute forme de tutelle idéologique […] De plus, l'unité qui s'est faite autour des barricades a montré qu'au-delà de la diversité idéologique il y avait une vraie coïncidence sur le refus de l'impasse du parlementarisme bourgeois et l'affirmation de l'action directe, ainsi que sur le refus de tous les sectarismes et l'affirmation de l'unité révolutionnaire et de la pratique d'une solidarité révolutionnaire authentique […] Ainsi, après plus d'un demi-siècle d'affrontements et d'exclusivismes révolutionnaires dans le mouvement révolutionnaire, on assiste à une mise en cause des dogmes. Les marxistes commencent à douter de l'infaillibilité du « matérialisme historique » et, redécouvrant l'humanisme, commencent à revendiquer et à lutter pour un socialisme avec liberté. Les libertaires reconsidèrent l'importance de l'économie et cherchent des solutions moins utopiques, plus réalisables, aux problèmes individu/société et liberté/autorité […] Dans un cas comme dans l'autre, la réalité est loin d'être en concordance avec l'idéal et la théorie. C'est pourquoi, dans les deux camps a commencé une réflexion moins idéologique et plus objective pour résoudre le problème liberté/efficacité qui continue à provoquer des divergences entre les révolutionnaires […] Nous, les libertaires, devons montrer donc que, pour nous, l'important ce ne sont pas les dénominations, les étiquettes, mais la volonté d'en finir avec cette société d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme. C'est pourquoi la rénovation de la théorie

> et de l'action révolutionnaire antiautoritaire doit être une des tâches prioritaires pour tous ceux qui ne se résignent à être que de simples spectateurs de l'histoire [1].

Cette nouvelle clandestinité prit fin définitivement le 22 mai quand Ariane, moi et sept autres libertaires fûmes arrêtés en France après l'enlèvement, dix-neuf jours auparavant, du directeur de la Banque de Bilbao à Paris revendiqué par les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes [2] (GARI). Cette arrestation se prolongea quelques mois et, en ce qui me concerne, dura jusqu'au 13 février 1975, lorsque je fus mis en liberté provisoire et assigné à résidence à Paris, avec l'obligation d'aller signer tous les jours au quai des Orfèvres, siège de la police judiciaire.

C'est de cette façon que je suis ressorti de la clandestinité et que j'ai dû reprendre à nouveau une vie « normale » – cette fois-ci en France – quelques mois avant la disparition de Franco et le commencement enfin en Espagne de la « transition » à la démocratie que l'opposition institutionnelle antifranquiste espérait tant. Mais une « transition » sans rupture institutionnelle avec la dictature…

---

1. *Ruta*, 1er avril 1974.
2. Sur les GARI on peut avoir plus d'informations dans les ouvrages déjà cités et dans l'ouvrage *les GARI - La solidarité en actes*, paru aux Édition CRAS en 2013, ainsi que dans le film *¡G.A.R.I!*, de Nicolas Réglat.



L'école libre d'Alayor (Menorca, Baléares) en 1929 : Clara Suriñach et José Alberola, 3e et 4e à gauche ; Octavio Alberola, le plus petit, est assis au centre.



La famille Alberola à Fraga (Aragón), avec le frère de Clara, le neveu de José et un milicien, en août 1936.


Octavio Alberola avec ses parents et Manuel González, au Mexique en 1949.


Irene Domínguez et Octavio Alberola avec une cousine, à Menorca (Baléares) fin 1957.



Octavio Alberola au cours d'une réunion de solidarité avec le peuple cubain célébrée au « Centro Español de México », en 1958.



Octavio Alberola (avec le chapeau) au cours d'un entraînement à la guérilla, au Mexique en 1959.



Octavio Alberola
et Victor García
à Caracas,
Venezuela,
en 1960.



Octavio Alberola avec Salvador Gurrucharri à Londres, en 1961.



Antonio Ros, Vicente Martí, et Salvador Gurrucharri à la prison de Fresnes, début 1964.



Octavio Alberola avec sa famille, en résidence surveillée en Belgique, en 1969.



Octavio Alberola, après sa sortie de prison, au cours d'une manifestation antifranquiste à Hendaye en 1975.



Juan Lechín et Liber Forti dans une manifestation à la Paz (Bolivie) en 1980, avant leur arrestation et leur exil en France en 1981.



Liber Forti et Octavio Alberola à Paris, en 1981.



Antonio Tellez, Ariane Gransac, Stuart Christie et Octavio Alberola, à Paris en 1982.



Ariane Gransac, Stuart Christie, Franco Leggio, Moni Barbera et Antonio Téllez à la rencontre internationale anarchiste de Venise, en 1984.



Conférence du militant libertaire cubain Frank Fernández à la Maison de l'Amérique latine, à Paris en 1998. À gauche, Iliana de la Guardia et Daniel Pinos ; Octavio Alberola est sur la droite.



Luis A. Edo et Octavio Alberola au cours d'une conférence sur la résistance libertaire contre Franco, à Barcelone en 1998.



Octavio Alberola intervenant sur « l'affaire Delgado Granado » en 2007 au siège du Collège des avocats de Séville. À sa droite le président du collège et, à gauche, Cecilio Gordillo de la RMHSA (« *Recuperando la memoria de la historia social de Andalucía* »).



Rencontre à Perpignan avec la veuve et les fils de Francisco Granado à Perpignan. De gauche à droite : José Morato, Octavio Alberola, Pilar Vaquerizo, sa fille Rosana et son fils Richard, et Vicente Marti.



De gauche à droite: Nines, Octavio Alberola, Mariano, Ariane Gransac et Agustín García Calvo, dans la région de Perpignan, durant l'été 2006.



Octavio Alberola lors d'une manifestation à Paris en 2002 avec Ariane Gransac et sa mère.



Conférence sur Cuba à Milan, en 2010



Octavio Alberola avec sa fille Livia et ses enfants, venus du Mexique, lors de leur première rencontre en 2005 en Normandie.



Conférence sur « marxisme et anarchisme » à Granollers en 2009



Conférence sur « marxisme et anarchisme » avec Pepe Guitièrrez-Alvarez, à l'université d'été de la gauche anticapitaliste, à Besalu en 2011.



Ariane Gransac, Salvador Gurrucharri, Octavio Alberola et Tomás Ibáñez à la foire du livre anarchiste de Madrid, en 2011.



Rafael Euzcztegui et sa compagne, du *El Libertario* du Venezuela, avec Octavio Alberola et Ariane Gransac, au centre, à la fête de la CNT 66 de Perpignan en 2012.

Deuxième partie

Au temps de la « démocratie retrouvée » en Espagne et des luttes contre le capitalisme néolibéral mondialisé

En résidence surveillée à Paris (1975-1981)

La liberté, seule valeur impérissable de l'histoire.
Albert Camus, *l'Homme révolté*

En effet, l'année 1975 a été pour moi une année décisive. Non seulement j'ai pu sortir de prison au cours du mois de février [1], mais, quelques mois après, le 20 novembre, Franco meurt enfin ! Dès lors, même si je ne pouvais pas m'éloigner de Paris, j'étais en liberté provisoire et assigné à résidence, j'ai pu mener une vie presque « normale » pour rechercher un travail et rencontrer mes amis et camarades sans les craintes de la période de clandestinité. Surtout à partir de la promulgation en Espagne, en 1966, de la loi d'amnistie ; car cette loi m'a permis d'obtenir le passeport espagnol et d'avoir une pièce d'identité autre que les « permis de séjour provisoire » que les autorités françaises me donnaient chaque semaine depuis ma sortie de prison.

Je me trouvais donc dans une situation bien paradoxale ; puisque, même si je disposais d'un passeport – qui, en principe, me permettait de voyager de par le monde –, je ne pouvais pas, étant assigné à résidence dans l'attente d'être jugé en cour d'assises, sortir (légalement) de France. Ces circonstances furent décisives pour le tournant que prit alors ma vie, non seulement pour l'assumer de manière plus personnelle et plus autonome au quotidien, mais aussi pour continuer à mener,

1. Comme je l'ai déjà signalé, Ariane, moi et sept autres camarades (une Écossaise, trois Françaises, deux Français et un Espagnol) avions été arrêtés en mai 1974 et, le 13 février 1975, j'ai été mis en liberté provisoire et assigné à résidence à Paris.

plus ou moins ouvertement, mon militantisme libertaire en France. Autant parce que ma condition de « justiciable » me contraignait d'y rester que parce que, étant devenu un citoyen presque « normal [1] », je me faisais un devoir de m'intéresser un peu plus qu'avant à ce qui se passait dans le pays où je « résidais ».

En effet, même si je n'étais pas du tout nationaliste, j'avais été obligé de me consacrer – forcément de manière plus urgente et concrète pendant toute la période de clandestinité (de 1962 à 1974) – à la lutte contre le franquisme et à ce qui se passait en Espagne. Mais, dès lors que le peuple espagnol croyait avoir récupéré les « libertés démocratiques » qu'il semblait majoritairement désirer, il me parut légitime de conduire mon militantisme et ma solidarité de manière plus internationaliste face aux nouveaux défis de l'histoire. C'est pourquoi, même si j'ai continué à être lié au processus de reconstruction du mouvement libertaire en Espagne pendant les années de la « transition », le fait d'être obligé de le faire de « loin » m'en éloigna peu à peu. Et cet « éloignement » m'a permis d'être plus présent pour aider mes amis et camarades latino-américains en lutte contre les dictatures qu'ils subissaient dans leurs pays, même si, bien sûr, ma première priorité a été d'abord de chercher les moyens économiques pour faire face à ma nouvelle condition « citoyenne ».

Dans un premier temps, ces moyens ont été les petits boulots « au noir [2] » que mes amis et camarades de Paris me trouvaient ; car, les autorités françaises me refusant le statut de réfugié, je n'avais pas droit au permis de travail qui m'aurait permis de décrocher un emploi légal incluant les avantages que le droit du travail garantissait aux travailleurs de France. Par ailleurs, la mère d'Ariane avait déménagé dans un appartement plus grand et lui avait laissé celui qu'elle occupait près de la place de la République, ce qui nous a permis d'avoir un toit dont le loyer modeste était protégé par la loi de 1948.

---

1. Non seulement j'étais assigné à résidence à Paris, mais, en 1976 et avec dix autres camarades libertaires espagnols réfugiés en France, nous avons été mis en résidence surveillée à Belle-Île lors de la visite du roi Juan Carlos en France ; en plus d'être convoqué plusieurs fois pour des interrogatoires sur mes activités, de subir des perquisitions et autres mesures administratives jusqu'en 1981.
2. Comme celui que nous avait trouvé Robert Arino, à Ariane et moi, aux Galeries de France et chez le couturier Paco Rabane pour envoyer les invitations et publicités des vernissages et des expositions. Et aussi les travaux de peinture avec les frères Estéban avec lesquels j'avais travaillé pendant ma clandestinité.

Cette situation se prolongea jusqu'au début de 1977, quand j'ai pu obtenir, de l'Office français des réfugiés et apatrides (OFFRA), un certificat me reconnaissant le statut de réfugié politique qui m'avait déjà été accordé lors de mon arrivée au Mexique, fin 1939. Car, avec ce papier et l'engagement du patron d'une imprimerie pour m'embaucher, j'ai pu enfin obtenir le permis de travail et commencer, en toute légalité, à travailler comme maquettiste et monteur offset pour des journaux [1].

En fait, cette activité – qui se prolongera jusqu'à 1995, quand j'ai eu enfin le droit de prendre la retraite – non seulement m'a permis de survivre pendant toutes ces années, mais aussi de m'impliquer, quoiqu'avec des limites en raison de mon statut de réfugié politique, dans la vie politique, sociale et culturelle de la société française, de même que de continuer à participer, à travers des écrits, aux débats idéologiques qui s'étaient ouverts dans les milieux de la gauche radicale en Espagne après la mort de Franco. Le texte qui suit fut écrit à ce moment-là dans la revue *El Viejo Topo*, qui avait été fondée en 1976 à Barcelone par un groupe de jeunes intellectuels catalans de la gauche critique.

Éthique et révolution :
la confrontation dialectique de notre temps

La réflexion sur l'éthique et la révolution s'est convertie en la plus salutaire et prometteuse de toutes les confrontations dialectiques de notre temps. Devant le désolant panorama des révolutions qui un jour firent croire qu'elles allaient changer le monde, la réflexion révolutionnaire cherche désespérément l'explication d'un tel échec et un chemin pour changer le cours de l'histoire. Car, même si les forces révolutionnaires n'ont jamais été si loin d'atteindre leurs objectifs émancipateurs, le besoin objectif d'une révolution est, par contre, plus urgent qu'avant […] Cela fait déjà 70 ans que ce « grand éclat à l'Est » illuminait les cœurs de tous les prolétaires et faisait croire qu'on était à l'aube d'une nouvelle ère. Nonobstant, tout ce qui a été conçu et construit depuis lors par ce « centre de l'internationalisme prolétaire » s'est éloigné de plus en plus de l'objectif transformateur et de l'espoir du début. Les « éclats » postérieurs, dans d'autres régions du monde, n'ont fait qu'accentuer les déceptions et poser l'urgence d'une profonde reconsidération conceptuelle et existentielle du socialisme. C'est pourquoi il ne s'agit pas de savoir si le socialisme a ou non échoué, mais de savoir

1. Pour finir au journal l*e Quotidien du médecin* jusqu'à ce que je puisse avoir droit à un minimum de retraite.

de quoi il est mort. Surtout si ce qu'on veut c'est la naissance d'un nouveau, capable de concilier communisme et liberté [...] La théorie et la praxis marxistes sont en crise. C'est indiscutable ! Mais, le marxisme n'est pas l'unique idéologie révolutionnaire classique à être responsable de ce fiasco social révolutionnaire. La responsabilité en incombe également à l'anarchisme. Car, même s'il n'a pas réussi encore à être le protagoniste d'aucune révolution triomphante, il en est aussi responsable par omission. C'est-à-dire : pour avoir disparu du contexte social dans lequel ces luttes se sont générées et développées [...] La faillite révolutionnaire du socialisme nous concerne donc tous [...] Comparé à la triste réalité des « réalisations révolutionnaires » dans le monde, le prétentieux message des idéologies révolutionnaires classiques se réduit de jour en jour et met en évidence sa rachitique projection dans la vie quotidienne des hommes et dans la structuration de la société. À l'Est comme à l'Ouest, que l'on soit marxiste, marxiste-léniniste, trotskiste, maoïste ou anarchiste, la flagrante inadéquation entre ce que l'on pense ou que l'on dit et ce que l'on fait réellement montre jusqu'à quel point les idéologies ont servi et servent à donner une bonne conscience aux hommes [...] Face à l'impressionnante résignation des masses instruites dans les mystères de l'exploitation par les idéologies qui promettaient de les sauver, qu'est-ce qui reste du message révolutionnaire des grandes idées qui devaient « conduire l'humanité à se dépasser et atteindre un stade chaque fois plus élevé » ? Oui, il reste un tas de schémas, programmes, discours... Pire encore : une dépendance chaque fois plus grande et intime de l'homme face à l'État et les mécanismes de l'exploitation [...] En effet, la bureaucratisation et la hiérarchisation du travail dans les sociétés industrielles modernes sont, à l'Est comme à l'Ouest, un processus d'affirmation autoritaire, élitiste, qui a très peu à voir avec les traditionnelles revendications de classe du socialisme marxiste ou libertaire [...] Cette collusion idéologique, entre marxisme et capitalisme, est aujourd'hui tellement flagrante et intime qu'on peut dire, sans besoin de recourir aux exemples des « compromis (pactes) historiques », que cela préfigure l'instauration d'un mode de production dans lequel « la communauté – comme Marx le dit dans ses *Études philosophiques* – n'est pas autre que celle du travail et du salaire payé par le capital commun, par la communauté en tant que capitalisme général » [...] Ainsi on peut voir de plus en plus cette déconcertante identité entre les dogmes et projets, entre les discours et les slogans des partis les plus distincts. Et même entre les États apparemment les plus antagoniques : les États-Unis et l'URSS, sans oublier la propre évolution de la Chine communiste. On sait que le langage propagandiste et la théorisation même des contradictions sont énormément codifiés, qu'ils

n'admettent que peu de variations originales pour leur formulation dialectique ; mais la mise à la poubelle des « illusions dépassées » et la dégradation de la fonction utopique font pressentir de plus subtiles coïncidences : le renoncement à innover, à changer […] La preuve en est la condamnation et la persécution de la dissidence idéologique et la résignation avec laquelle les militants socialistes, communistes, anarchistes, etc., s'accommodent du *statu quo* social autoritaire du modèle actuel de la « société de l'abondance » […] Un des traits les plus négatifs et les plus communs dans toutes les militances marxistes et anarchistes réside dans leur incapacité à prendre en compte les analyses critiques et les innovations qui, depuis l'intérieur ou l'extérieur de leurs rangs, mettent en évidence la rigidité de leurs dogmes, l'absurdité de leurs mythes et les conséquences de leurs insuffisances et leurs erreurs […] Peu importe que ce soit par incapacité ou par inconséquence, puisque de toute façon le résultat est le même : les idéologies ne suscitent pas l'enthousiasme des masses et les structures sociales qui se réclament d'elles (les partis, les syndicats) sentent de plus en plus mauvais et l'on s'asphyxie en elles comme dans le monde […] Face au développement économique qui s'est converti, à l'Est comme à l'Ouest, en critère absolu de la réussite ou de l'échec de toute politique, que nous proposent les idéologues de ces églises qui, un jour, nous prophétisèrent la révolution ? […] Les propositions de leurs « états-majors » sont invariablement les mêmes : la « réponse organisée des masses », le « militantisme » et le « vote » […] L'erreur fondamentale (si erreur il y a, et pas un mensonge intentionné) a été de concevoir les idéologies pour résoudre les problèmes par le haut, par l'intermédiaire d'organisations globales ou de machines géantes qui confisquent l'initiative, l'action et même la parole de l'individu, qui établissent un divorce réel entre elles et les masses […] Les discours et la praxis des idéologies révolutionnaires classiques ne servent donc qu'à assurer le maintien des appareils et de leurs intérêts. Elles ne sont plus porteuses d'un projet révolutionnaire : ni violent ni jacobin ou autre. C'est pourquoi les masses sont de plus en plus indifférentes à la politique et la jeunesse est de plus en plus antiautoritaire […] L'abandon de l'utopie et du concept éthique de révolution ne pouvait que conduire les idéologies révolutionnaires classiques à la sclérose et à la ruine. C'est pourquoi la plus urgente et vitale raison d'être de la nouvelle contestation révolutionnaire antiautoritaire est la revendication de la fonction utopique et la conséquence entre fins et moyens, entre la parole et l'action […] La nouvelle contestation antiautoritaire est donc une contestation essentiellement éthique : tant de la mauvaise mémoire et de la bonne conscience que de l'amnésie de l'histoire du socialisme trahi, dégénéré

> ou caricatural […] L'intérêt et l'originalité les plus prometteurs de la nouvelle contestation antiautoritaire résident, précisément, dans cette reconnaissance de la possibilité de dégénérescence autoritaire, comme dans son intransigeante disposition– tant au niveau de la théorie que de la pratique – de ne faire aucune concession à la tentation autoritaire […] C'est pourquoi la révolution peut être déjà le fait de prendre pleinement conscience de l'extrême difficulté à changer le monde et l'homme en même temps, et donc de tenter une praxis autonome au sein des masses pour qu'elles refusent les conceptions traditionnelles, religieuses, monacales des partis et des organisations qui se prétendent révolutionnaires, afin de faire renaître l'utopie et de remettre en marche l'histoire dans la direction d'un socialisme au sein duquel soit exclu tout groupe dominant […] Commençons donc par détruire les partis et les organisations autoritaires qui se réclament de la révolution ou, au moins, ne leur prêtons pas notre collaboration [1].

En outre, en 1978, l'entreprise qui m'avait embauché ayant fait faillite, ayant droit au chômage pendant un an je me suis inscrit à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris, afin de préparer un doctorat, en « Cinéma et Histoire », sous la direction de l'historien Marc Ferro, qui m'avait donné un avis favorable après avoir lu le livre [2] qu'Ariane et moi avions commencé à écrire lors de notre emprisonnement en 1974 et qui fut terminé et publié en 1975.

Or, comme je m'étais inscrit aussi afin de me créer un motif pour demander aux autorités françaises une autorisation de sortie du territoire, j'ai sollicité cette autorisation au début du printemps 1979 pour pouvoir aller à Amsterdam [3], et pour donner plus de poids à ma demande, un groupe d'intellectuels français signèrent le communiqué du « comité de soutien » qui fut diffusé en France et en Espagne. À cette occasion, la revue *El Viejo Topo* de Barcelone m'apporta son concours dans l'introduction à un article qui parut dans son édition de juillet et dans lequel je me prononçais contre l'intolérance régnant à ce moment-là dans les débats au sein du mouvement libertaire espagnol. Voici un résumé de cet article :

---

1. *El Viejo Topo*, avril 1978.
2. *L'Anarchisme espagnol et l'action révolutionnaire*, publié en français par Éditions Bourgeois et en espagnol par les éditions Ruedo Ibérico.
3. Pour pouvoir consulter les archives de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam où étaient déposées les archives de la CNT, le sujet de ma thèse étant : « Approche *contrastive* du syndicalisme espagnol dans ces courants révolutionnaire (CNT) et réformiste (CGT) ».

L'anarchisme et les nouveaux courants antiautoritaires

L'existence de courants antiautoritaires étrangers à l'anarchisme n'est pas un fait nouveau. Depuis les premières résistances à l'État, la contestation de l'autorité n'a pas cessé d'engendrer des formes différentes de penser et de vivre l'antiautoritarisme […] Le plus surprenant aujourd'hui ce n'est pas que cette diversité interprétative et expérimentale de résistance à l'État, à l'autorité dans toutes ses manifestations, ne veuille pas se définir à travers une idéologie et un mouvement (l'Anarchisme avec A majuscule), mais que les anarchistes n'en tirent pas les conclusions logiques que l'on devrait tirer d'un tel positionnement. C'est-à-dire : ni la pensée anarchiste est le summum de la pensée antiautoritaire ni le mouvement anarchiste a été la praxis la plus conséquente de la résistance à l'État, au sein de la société et de nous-mêmes […] Le questionnement le plus radical du pouvoir et de l'ordre provient actuellement d'individualités et de groupes indépendants, généralement marginalisés de la vie politique et syndicale, qui questionnent l'idéologie comme telle et refusent la systématisation de la liberté érigée en doctrine […] Car, même s'il est vrai que, dans ce vaste champ de l'antiautoritarisme théorique et pratique, existent des oiseaux de multiples couleurs et même des vautours, avec des prétentions et attitudes également sectaires et dogmatiques, il est vrai aussi qu'au sein de l'Anarchisme avec A majuscule (c'est-à-dire l'anarchisme officiel, avec ses fédérations nationales et même internationales, ses rituels organiques, ses anathèmes et expulsions, etc.) le « système de valeurs » en vigueur a perverti la notion même de liberté, qui est indissociable du droit à la dissidence, en érigeant l'idéologie en dogme et le mouvement en secte ou parti […] Au moment où la dissidence est devenue le phénomène politique et révolutionnaire le plus caractéristique et le plus réprimé de notre temps, provoquant une crise sans précédent au sein des mouvements marxistes, l'aberrant Anarchisme autoritaire s'est enfermé plus encore dans ses vieux et ankylosés « réduits organiques » […] Comme les autres idéologies, l'anarchisme, devenu idéologie, aspire à l'absolu, à être une vérité universelle, en contradiction avec ses origines et sa raison d'être : pensée et praxis de la résistance à l'autoritarisme des autres mais aussi au nôtre […] Même si cela peut sembler une lapalissade, il faut reconnaître que le principal ennemi de la liberté ce n'est pas l'autoritarisme des autres mais notre propre et non confessé autoritarisme. Surtout si l'on se croit être le dépositaire, le gardien et le représentant qualifié de l'orthodoxie idéologique […] C'est l'heure de se prononcer pour l'anarchisme antiautoritaire, pour l'anarchie et non pour l'Anarchisme, secte, tour d'ivoire ou groupe de pression […] Aujourd'hui, le problème crucial pour l'anarchisme c'est

celui de l'imposture, de ne pas être (effectivement et conséquemment) un anarchisme antiautoritaire, antidogmatique, antidémagogique et antibureaucratique, de ne pas être ouvert à tous les courants et praxis antiautoritaires et de ne pas s'être libéré des idoles et des complexes de persécution […] Pour défendre l'Anarchisme autoritaire on invoque le « danger réformiste » (comme si le momifier c'était sa salvation) et on invente des prétextes pour présenter à tous ceux qui le dénoncent comme des farouches ennemis de l'organisation des anarchistes, quant à ce que l'on s'oppose c'est à l'Organisation (avec O majuscule) qui ne tolère pas la divergence, la diversité, la spontanéité et le fait de penser et agir à partir de notre propre entendement […] Nous savons maintenant que le dilemme n'est pas entre la spontanéité et l'organisation, que le vrai problème consiste à trouver une forme d'organisation qui ne combatte ni ne tue la spontanéité […] Il ne s'agit pas de défendre l'individualisme à outrance, de défendre le marginalisme total, l'évasion sociale ou le vandalisme. Non seulement parce qu'ils ne résolvent pas le problème que pose l'autoritarisme ni ne servent pour faire émerger et défendre des réels îlots de liberté dans l'univers dominé par la rationalité autoritaire, mais aussi parce qu'ils sont des pièges pour tomber dans les certitudes tranquillisantes et les mythes démobilisateurs […] Si nous ne voulons pas tomber dans l'imposture que nous reprochons aux autres (surtout aux marxistes qui, au nom du socialisme, ont construit des goulags et signé des compromis avec le capitalisme occidental), nous devons proclamer bien haut que l'anarchisme que nous voulons n'existe pas encore et qu'il est loin de se reconnaître dans celui codifié par des « déclarations de principes » ou des « normes organiques » qui, en plus, seraient intouchables […] Il nous faut donc ne pas oublier que les certitudes et les mythes ont toujours conduit l'humanité au précipice (l'histoire est pleine d'exemples à ce sujet) et que toute certitude finit inévitablement en scolastique, condamnant et rejetant l'hérésie et finissant dans les décombres des vérités et vanités que l'innovation fait devenir caduques […] Si aux temps où les communistes déifiaient Marx, Lénine et Staline, la stratégie de la suspicion et la chasse aux sorcières étaient justifiées pour eux, cela ne peut pas l'être à aucun moment pour les anarchistes qui ne reconnaissent ni dieux ni maîtres. Et moins encore maintenant, quand même les communistes occidentaux, les eurocommunistes, acceptent la dissidence. Un peu forcés par les circonstances, il est vrai ! Si l'anarchisme se veut être vraiment pour l'anarchie et profiter de ce « changement de mentalité » qui, en Espagne et ailleurs, a permis le développement de « ce type de mouvement qui attaque les structures de la vie quotidienne, de la tradition, de la famille, de toutes ces choses qui permettent déjà à beaucoup de gens de tenter de vivre

> différemment », il doit être un anarchisme ouvert, libre et fraternel, qui ne fasse pas de la suspicion une stratégie, des sigles une réserve et de la liberté un mot vide de contenu […] Après tant de débauches, d'erreurs et d'échecs, qui peut encore oser revendiquer en exclusivité la vérité ? C'est vrai que l'anarchisme considéré comme « isme », comme doctrine, a dispensé beaucoup de penser avec un sens critique, croyant posséder, comme cela s'est passé avec le marxisme, la boussole qui permettait de trouver le Nord dans toutes les circonstances. Mais cette attitude religieuse du militant convaincu, du Militant avec M majuscule et mouchoir (rouge ou rouge et noir) au cou ce n'est plus possible sans paraître désuet et ridicule […] Aujourd'hui, l'audace peut consister donc à réintroduire à l'intérieur des groupes révolutionnaires (et encore plus s'ils se prétendent libertaires) la pratique d'une critique et d'une action quotidiennes, sans discriminations, sans anathèmes ou pétulants paternalismes. C'est-à-dire : laisser de côté la facile dénonciation idéologique de l'État, le capital, la religion, les partis, etc., et essayer de comprendre ce qu'il y a encore de tentant dans la tentation autoritaire. Car il est fondamental de comprendre et d'expliquer pourquoi l'autoritarisme recrute en aussi grand nombre et pourquoi il apparaît et réapparaît à l'intérieur même des discours et des praxis (individuelles ou collectives) qui prétendent le nier et le combattre [1].

En effet, les informations qui m'arrivaient d'Espagne, sur le climat d'affrontement dans les milieux libertaires pour le contrôle de la CNT, me révoltaient et m'incitaient à dénoncer son incohérence idéologique ; car l'outrance et la violence de ces conflits me paraissaient non seulement regrettables, mais aussi indignes de militants libertaires. Surtout qu'alors j'avais, à l'EHESS, des discussions idéologiques avec les marxistes, mais ces débats ne tombaient jamais dans la disqualification ou l'anathème. Au contraire, ces discussions, ces débats éveillaient ma curiosité intellectuelle à un point tel que je me suis pris au jeu et que j'ai pu obtenir, en 1981, le diplôme de l'EHESS. Et puis, sous l'insistance de mon directeur de thèse, Marc Ferro, et de mes professeurs [2] de DEA (diplôme d'études approfondies d'histoire et civilisation), j'ai poursuivi les cours et séminaires de la première année d'études doctorales, avant la réforme de 1984 créant le doctorat unique.

---

1. *El Viejo Topo*, juillet 1979.
2. Les historiens Robert Paris, Pierre Nora, Jacques Julliard, Madeleine Rebérieux et le philosophe Cornelius Castoriadis, etc.

Cette expérience fut pour moi un très bon exercice intellectuel ; car, en plus de me remettre au travail de réflexion théorique que j'avais commencé au Mexique, elle me permit de rencontrer beaucoup de chercheurs travaillant dans les différentes disciplines scientifiques de l'EHESS ainsi que dans d'autres secteurs du monde de la culture en France. Ces rencontres nous permirent, à Ariane et moi, de participer aux mouvements de contestation des institutions répressives françaises : tant dans le mouvement contre les prisons [1] que dans le mouvement contre les centres psychiatriques, animé par Félix Guattari. Nous avons pu également renouer des contacts avec les milieux de la gauche latino-américaine exilée en France, plusieurs jeunes intellectuels latino-américains obligés d'abandonner leurs pays à cause de la répression étant aussi inscrits à l'EHESS.

Ces rencontres furent très utiles quand, au début de l'année 1981, les autorités françaises décidèrent de nous traduire, les 11 accusés de l'affaire des GARI, devant la cour d'assises de Paris pour y être jugés enfin… Car, même s'il paraissait anachronique de tenir en France, six ans après la mort de Franco, un procès pour des activités anti-franquistes, nous ne pouvions pas imaginer ce que cette cour déciderait. C'est pourquoi le comité de soutien aux inculpés du GARI s'est mobilisé pour nous apporter le soutien du monde intellectuel français. En effet, les professeurs de l'EHESS et de nombreux autres intellectuels français de renom signèrent des appels en notre faveur et nous avons même pu compter, parmi les témoins de moralité, des intellectuels comme Marc Ferro, Régis Debray, Bernard Kouchner et bien d'autres, de même que des avocats comme Yves Déchézélles, Thierry Lévy et Henri Leclerc, qui s'étaient fortement engagés dans la défense de luttes contre le colonialisme en Algérie et dans d'autres pays africains.

Le fait est que la cour d'assises nous a acquittés et qu'après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République j'ai pu obtenir l'annulation de l'ordre d'expulsion de France (qui m'avait été communiquée lors de ma première détention en 1974) et avoir enfin le droit de sortir légalement de France.

1. Cette participation permit à Ariane d'écrire un livre, *Prison de femmes*, avec la visiteuse de prisons Natacha Duché, livre qui fut préfacé par l'écrivain Claude Mauriac et édité par Denoël en 1982.

En *liberté* comme les autres… (1981-2016)

La liberté est un bagne aussi longtemps qu'un seul homme est asservi sur la Terre.

Albert Camus, *les Justes*

Cette nouvelle situation me permit alors de pouvoir continuer plus normalement les cours à l'EHESS et de voyager légalement à l'étranger à partir du printemps de 1981 pour voir des amis ou assister à des rencontres internationales anarchistes ou universitaires auxquelles j'avais été invité à participer.

En 1983, pour clore les cours de DEA que je suivais à l'EHESS, j'ai accepté d'écrire le texte d'introduction à la « confrontation finale » du dernier séminaire qui devait se dérouler devant tous les professeurs et étudiants du DEA et qui devait donner lieu à un débat sur « Terrorisme et idéologies révolutionnaires ». Ce fut ainsi que, le 4 mai 1983, j'ai lu le texte dont un résumé est reproduit ici :

Terrorisme et idéologies révolutionnaires

J'ai accepté d'introduire cette « confrontation finale » parce que, tant du point de vue historique que politique, le thème abordé est au cœur de l'histoire, de même que les idéologies révolutionnaires – comme expression du désir profond de justice et de liberté des hommes – sont au cœur de la vie politique et sociale passée et présente. Mais aussi parce que je crois que l'on peut faire une approche moins manichéenne, plus objective, que celle faite jusqu'à maintenant […] Quels « enseignements » ai-je tirés de cette série de cours ? Si l'intention était celle d'aborder le thème de la « terreur et du terrorisme » à partir de la

Révolution française jusqu'à nos jours pour mettre en relief l'extrême complexité de ce phénomène, le résultat me semble satisfaisant. Mais, si l'intention était aussi celle d'apporter des éléments d'analyse plus précis afin d'ouvrir la recherche et la réflexion sur l'histoire à des perspectives moins réductrices que celles qui ont été développées jusqu'à aujourd'hui, je crois que l'approche faite a manqué de rigueur analytique et d'objectivité, et que nous devrions faire, en cette dernière séance, un plus grand effort de rigueur épistémologique pour définir les concepts et les critères de spécificité applicables à ce phénomène, ainsi que dans les sens (éthique) de l'objectivité : d'où nous parlons [...] C'est-à-dire : une réflexion historique à l'intérieur de laquelle tous les historiens (qui ne cherchent pas autre chose qu'établir la « vérité historique » au carrefour des divers foyers l'instituant) peuvent se comprendre et arriver à des conclusions non idéologiques, fondées sur des données et des hypothèses vérifiables ou au moins questionnables en tout moment et lieu [...] C'est pourquoi, pour moi, l'objectivité, le caractère scientifique d'une démarche, de la recherche et de la réflexion historiques, n'est pas seulement la prise en considération de tous les facteurs objectifs et subjectifs qui contribuent à ce que les faits soient ce qu'ils sont, mais aussi l'effort d'adéquation conceptuelle des faits et des motivations idéologiques ou non des comportements humains [...] En effet, en ce qui concerne les sciences sociales, nous sommes toujours obligés de prendre en considération les deux niveaux où les faits acquièrent leur réalité et leur totalité : celui de la conscience (vraie ou fausse) des protagonistes des faits humains et celui des facteurs (sociaux, économiques, culturels et politiques) qui ont déterminé ces faits [...] Ainsi, pour que cette étude soit scientifique, non seulement elle ne doit pas se prétendre indépassable, définitive, mais elle doit être présentée dans un cadre conceptuel cohérent et conséquent avec les valeurs essentielles et permanentes qui donnent à la science sa fonctionnalité et son universalité [...] Donc, pour que cette « confrontation finale » puisse se faire dans un cadre de réflexion historique objective commune, nous devrons dépasser nos préjugés, nos prises de positions partisanes et nos idées reçues à propos du « terrorisme », et ne pas oublier que la déontologie scientifique nous oblige à ne pas jouer ni avec les mots ni avec les faits. C'est-à-dire : à ne pas être manichéen et à n'employer le terme « terroriste » que pour parler de la violence de l'Autre [...] Pour cela, non seulement nous devons faire une distinction claire entre les discours et les faits, mais aussi un véritable effort d'honnêteté intellectuelle pour appliquer nos définitions aux uns et aux autres : selon ce qu'ils font ou qu'ils ont fait, mais aussi en raison du pourquoi ils le font ou l'ont fait, et pas seulement selon ce qu'ils disent ou disaient vouloir

faire […] Car reconnaître dans les mots leur charge éthique et leur sens ontologique ne signifie pas faire de notre démarche une idéologisation camouflée ; mais, au contraire, nous placer dans un contexte de cohérence sémantique et de conséquence scientifique dans la recherche de la « vérité historique » et l'intelligibilité du passé des sociétés […] Puisque c'est cette cohérence conceptuelle et sémantique qui nous permettra de dépasser nos différences idéologiques et de faire, malgré elles, une approche scientifique du phénomène dit « terroriste », et plus particulièrement, pour aborder objectivement notre étude sur le « terrorisme et les idéologies révolutionnaires » et ne pas rester au simple niveau des polémiques politiques […] Une chose est la possibilité d'un éclectisme méthodologique et une autre un galimatias conceptuel qui ferait de l'indétermination conceptuelle la clef de voûte de l'indétermination de la connaissance […] Il est vrai que la majorité des auteurs sérieux qui ont écrit sur le « terrorisme » et des professeurs qui ont participé à ce séminaire ont fait état des difficultés qui résulteraient de l'adhésion à une telle définition. Mais, malgré cela, tous ont parlé du « terrorisme » à partir de leur propre définition ou conceptualisation. Et beaucoup l'ont fait à partir de certaines idées que les pouvoirs établis diffusent à travers les *mass medias* en le mettant à toutes les sauces. Même ici a été faite une typologie dans laquelle nous trouvons pêle-mêle : depuis la Terreur de la Révolution française jusqu'à l'activisme de la Résistance, de l'OAS, des régionalistes, de l'extrême gauche et de l'extrême droite, en passant par les luttes de « libération nationale », les guérillas paysannes et les simples actes de révolte individuelle […] Réduisant ainsi l'analyse historique à une simple description événementielle où rien ne peut fonder son rattachement à un récit, forcément ordonné à partir des critères variables, ou à un système de causalités dont le choix initial ne peut être neutre. C'est le domaine de l'insignifiance ; car les motivations ne comptent pas et les critères de spécificité se réduisent à la substantivation de la violence que l'on veut décrire ou nommer : « terreur blanche », « terreur rouge », « terrorisme anarchiste », « terrorisme palestinien », etc. Mais avec des oublis ou des nuances non gratuites […] Pour moi, le questionnement du passé par l'historien doit être fait à partir de certains repères éthiques concrets, que tous les historiens (de droite, de gauche ou d'ailleurs) puissent reconnaître et accepter comme principes ou éléments fondateurs de la coexistence humaine. C'est seulement ainsi qu'il est possible de rendre pensables (ici et là, dans le passé ou dans le présent) les rapports qui s'établissent au sein de la société « entre les classes, les groupes, les individus, comme aussi entre les pratiques, les croyances, les représentations… » (Claude Lefort) […] Il ne s'agit donc pas de faire ou d'aboutir à une théorie

générale du terrorisme, mais simplement de définir, préalablement, ce que nous entendons par terrorisme à partir d'un certain nombre de principes ou d'éléments fondateurs de la vie en commun des humains. Et, par la suite, définir les critères de spécificité qui permettent de substantiver avec une certaine impartialité et conséquence conceptuelle les différentes formes de violence (physique ou psychique) employées par les hommes et les groupes sociaux pour imposer leurs idées et leur pouvoir aux autres ou pour se révolter contre l'oppression et l'exploitation […] C'est pourquoi, pour sortir définitivement de l'ambiguïté conceptuelle, nous devons exclure du champ du terrorisme tout autre usage de la violence qui ne soit directement lié à l'ambition ou à la conservation du pouvoir ; car c'est l'unique qui cherche effectivement à terroriser et à forcer les individus et les peuples à se soumettre. Pour les autres formes de la violence (liées aux conflits passionnels ou aux pulsions criminelles, etc.), il y a, même dans les codes de procédure pénale, d'autres termes et aussi des « circonstances atténuantes » pour les punir ou les comprendre […]

La dérive terroriste des idéologies révolutionnaires

C'est vrai que très souvent l'histoire nous montre les victimes et les bourreaux interchanger leurs rôles, et que les discours révolutionnaires cachent très souvent leurs vraies intentions. Mais même si le combat contre la tyrannie est régulièrement détourné de ses fins et si le risque de dérive terroriste des idéologies révolutionnaires est réel, il me semble que nous ne pouvons pas disqualifier ce combat, au moins tant qu'il est et reste authentiquement l'expression de l'aspiration émancipatrice des opprimés, des exploités […] Cette violence, qui est toujours une riposte à l'autre, ne peut et ne doit être considérée que comme une violence non voulue, une violence circonstancielle, contrairement à l'autre qui est voulue et permanente. Si par révolution nous entendons encore cette aspiration à la liberté et à la vie pour TOUS, que toutes les utopies sociales et humanistes n'ont cessé de réclamer à travers l'histoire, la violence révolutionnaire ne doit servir qu'à rendre libres tous les hommes et toutes les femmes. Si elle ne le fait pas ainsi, si elle rend seulement libres certains et esclaves les autres, si elle ne met fin à l'oppression et à l'exploitation pour tous, elle n'est ni pourra être qualifiée de révolutionnaire […] Oui, nous savons que la plupart des idéologies révolutionnaires n'ont été jusqu'à présent que la caution idéologique du désir de liberté et du bien-être supposé des « masses » ; mais sans arriver vraiment à éveiller cette conscience ou à donner une projection véritablement révolutionnaire aux révoltes spontanées ou incitées des peuples. Et nous savons aussi que toutes les expériences révolutionnaires « victorieuses » ont accouché de régimes totalitaires

où les masses continuent à être opprimées et exploitées par ceux qui gouvernent en leur nom […] Comment donc ne pas suspecter les idéologies qui ont cautionné ces expériences « révolutionnaires » d'avoir engendré elles-mêmes cette dérive terroriste ? […] Il faut donc être lucides, honnêtes, et une fois pour toutes admettre que le combat révolutionnaire peut être détourné de ses fins et que de libérateur il peut devenir oppresseur. Oui, l'histoire prouve que le combat révolutionnaire est détourné chaque fois que les révolutionnaires s'en servent pour se constituer en nouveau pouvoir ou simplement pour l'exercer sur les autres […] Donc, c'est seulement au moment de l'échec idéologique que nous pouvons dire que la violence révolutionnaire devient et doit être qualifiée de terroriste. C'est-à-dire : quand la violence révolutionnaire prend à son compte les valeurs contre lesquelles elle avait pris les armes. Mais seulement à ce moment-là ! Il nous faut donc tirer les conséquences de cette dérive et assumer enfin la leçon de l'histoire […] Ne pas oublier que la liberté et le bien-être sont indissociables, et que, pour les atteindre pour TOUS, la condition est qu'il n'y ait plus de dominants ni de dominés, d'exploiteurs ni d'exploités. C'est-à-dire : pas de pouvoir des uns sur les autres [1] !

Sur le plan militant, j'ai participé, avec Ariane et d'autres camarades, à la création et au fonctionnement de la Commission de coordination des journées de réflexion antiautoritaire (COJRA) qui a organisé plusieurs réunions à Paris, entre 1982 et 1989, pour faire se rencontrer les militants des divers courants non dogmatiques issus de Mai 1968, et, en 1984, j'ai pu assister à la Rencontre internationale anarchiste qui a eu lieu fin septembre à Venise et dans laquelle j'ai présenté, pour la « table ronde sur l'anarchosyndicalisme », le texte (résumé) qui suit :

Le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarchosyndicalisme espagnol

Le thème de la « table ronde sur l'anarchosyndicalisme » étant axé sur « force et limites des tendances et des organisations radicales – libertaires ou révolutionnaires – du mouvement des travailleurs », et comme je m'intéresse au passé, dans la mesure où il témoigne déjà de notre présent et il sert de support commode où s'organise et se dispose la mosaïque de tous les discours sur la révolution, il m'a paru qu'à travers l'histoire de l'anarchosyndicalisme, et plus particulièrement de l'anarchosyndicalisme espagnol, nous pourrions mieux découvrir et

1. EHESS, 4 mai 1983.

analyser les causes (structurelles et conjoncturelles) et les mécanismes qui ont amené le mouvement ouvrier à l'abandon de son objectif premier et le plus fondamentalement révolutionnaire : l'émancipation de la classe ouvrière de toute forme d'exploitation et de domination [...] L'indéniable originalité de l'anarchosyndicalisme espagnol résidant dans le fait qu'il « ne se réduit pas à une utopie ayant trouvé un terrain d'élection dans une société rurale extrêmement arriérée et imprégnée d'esprit religieux », comme certains ont prétendu que c'était le cas [...] L'implantation et la pratique de l'anarchosyndicalisme espagnol montrent, en effet, son indéniable singularité : « que nulle part ailleurs en Europe on ne trouve phénomène de masse aussi durable », d'une telle radicalité révolutionnaire et d'un tel utopisme réalisateur. Mais, sans aller jusqu'à l'affirmation un peu péremptoire des enragés de Mai 1968, qui affirmaient, déjà en mai 1967, que la « révolution est morte » et qu'elle « a fui la vie et le réel pour se faire histoire », force est de constater aujourd'hui que non seulement la classe ouvrière, telle que l'a définie le marxisme classique, est en voie de mutation profonde, mais que de plus en plus la célèbre résolution de la Première Internationale, « l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique », apparaît chimérique et loin des aspirations des masses [...] En tout cas, il semble bien que le mouvement ouvrier institutionnalisé ou persécuté, intégré ou marginalisé, moderne ou classique, purement corporatiste ou encore messianique, réformiste ou révolutionnaire, s'éloigne de plus en plus de son vieux rêve millénariste [...] De ce point de vue, les deux courants ont vécu ce déclin et contribué à ce que le mouvement ouvrier espagnol se soit intégré aussi complètement que les autres mouvements ouvriers européens au système de valeurs et de rapports imposé partout par le capitalisme [...] C'est vrai que la victoire franquiste fut décisive pour mettre une fin brutale à l'expérience révolutionnaire que le prolétariat espagnol tenta en 1936 et pour conduire dans l'ordre, durant 40 années, la société espagnole du modèle extrémiste d'hier au modèle centriste et consensuel des « démocraties libérales » d'aujourd'hui ; mais, il me semble que des facteurs idéologiques et tactiques ont été encore plus décisifs pour faciliter cet « avènement » [...] Notre objectif devrait être donc de tenter d'établir l'origine et la nature du déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarchosyndicalisme espagnol [...] Non seulement pour des raisons morales et politiques (notre engagement contre toute forme d'autoritarisme), mais aussi pour savoir si les désirs et les espoirs de changement social, qui nous ont été révélés ou inculqués par les idéologies qui se prétendaient émancipatrices, n'ont été que de simples errements de la pensée du prolétariat et de ses mentors intellectuels. Car,

qui rêve encore de la révolution, ou, de quelle révolution pouvons-nous rêver aujourd'hui ? […] Mon interrogation sur la crise du mouvement ouvrier espagnol, sur l'échec retentissant de son projet et son assimilation des valeurs capitalistes qu'hier il rejetait en bloc, ne vise donc ni à démobiliser personne ni à rendre responsable telle ou telle pensée ou praxis. Au contraire ; puisque, même si l'importance numérique de l'anarchosyndicalisme espagnol n'a cessé de décroître depuis la fin de la guerre civile et que son influence idéologique et révolutionnaire est aujourd'hui purement testimoniale, le fait est qu'en Espagne, comme ailleurs, les thèses anarchistes sur les principales institutions autoritaires (famille, école, entreprise, État) et la critique libertaire de l'autoritarisme sous toutes ses formes (paternalisme, bureaucratisme, nationalisme, militarisme, etc.) sont reprises quotidiennement par d'importants secteurs, groupes et individualités du monde de la culture et du travail, et surtout à travers les nouveaux mouvements du changement social : écologisme, féminisme, lutte antinucléaire, antimilitarisme, extra parlementarisme, précarité et pratiques alternatives […] Voici donc les conclusions que j'ai tirées de cette analyse historique depuis la longue marche vers la révolution, que les libertaires entreprirent en adhérant à la Première Internationale, et qui s'achève avec le soulèvement fasciste rendant la révolution possible et nécessaire, jusqu'au glissement progressif de la démocratie consensuelle vers la démocratie surveillée, qui constitue le véritable enjeu politique depuis la restauration de la monarchie et qui a contribué à aggraver le déclin analysé ici.

I. La révolution comme désir et espoir

Dans ce que l'on peut appeler l'étape du lyrisme actif, le mouvement ouvrier anarchiste se caractérise par la primauté accordée au concept et à la pratique de la rébellion sur ceux de la révolution […] L'anarchisme, en tant qu'idéologie antiautoritaire, exprimait non seulement les aspirations éthiques, les désirs profonds et les espoirs millénaristes du prolétariat révolutionnaire, mais aussi les inquiétudes et les protestations de tous ceux qui voyaient, dans les pouvoirs de l'État et dans l'aliénation propre au développement industriel capitaliste, les dangers les plus graves de la société contemporaine. C'est pour cela que l'anarchisme fut pendant très longtemps un pôle d'attraction pour tous les révoltés d'extraction diverse et qu'il devint une idéologie de masse, et que la rébellion et la révolution se convertirent en désir et en espoir passionnés et agissants.

II. La révolution comme devoir

Quand, en raison des événements, le désir et l'espoir amenèrent la révolution (dans un contexte de guerre de classes et de guerre civile),

les révolutionnaires libertaires se virent rapidement confrontés avec le dilemme : « guerre ou révolution ». La révolution se transformant en devoir et en sacrifice. En devoir, parce qu'elle avait été commencée et qu'il était difficile d'y renoncer après tant d'années d'attente. En sacrifice parce que, les premiers moments d'euphorie révolutionnaire passés, elle ne se présentait pas comme une fête ou une réalisation sans contraintes et sans dangers concrets, mais plutôt comme un effort volontariste face à une réalité hostile, menaçante et pleine de pièges […] Ils savaient que, pour être conséquents avec leur idéologie, ils devaient détruire, dès le premier jour de la révolution, tout pouvoir politique et établir une organisation de la société dans laquelle le contrôle des instruments de production soit entre les mains des collectivités de travailleurs […] Mais, renonçant provisoirement à leurs principes, ils permirent la reconstitution de l'État, et même y participèrent […] Dès lors, la route était ouverte pour toutes sortes de déviations autoritaires et de justifications manichéennes. Ainsi, la révolution comme devoir, sacrifiant le spontanéisme de la réalisation et de l'adhésion, institutionnalisait déjà le manichéisme (« les meilleurs ») comme justification éthique et le pragmatisme comme ligne de conduite révolutionnaire […]

III. La révolution comme référence mythique et comme nostalgie

L'écrasement de la révolution et la perte de la guerre furent des événements d'une portée considérable qui plongèrent les libertaires dans une situation d'incertitude totale pour l'avenir de leur mouvement et aussi pour leur propre avenir en tant que victimes privilégiées du fascisme triomphant en Europe […] Les illusions du retour s'effaçant peu à peu et les réalités quotidiennes exigeant une réponse rapide, immédiate même et inéluctable, l'adaptation aux nouvelles conditions de vie et une certaine résignation s'imposèrent de plus en plus à tous ceux qui n'avaient pas opté pour continuer la résistance les armes à la main. À l'intérieur, la souffrance et la peur réduisirent au silence la majorité de ceux qui restèrent, les confinant même dans l'oubli de ce qu'ils avaient été […] En exil, la désillusion fut vécue collectivement et, en s'intégrant à la réalité économique et même culturelle des pays d'accueil, le militantisme devint symbolique, routinier, testimonial, l'installant dans une cacophonie de discours démagogiques, en même temps que s'institutionnalisaient le bureaucratisme et la lutte pour le pouvoir « organique » (contrôle des comités et des permanences), la révolution n'étant présente que comme référence mythique : soit pour remplir le vide du discours, soit pour se donner bonne conscience après l'avoir évacué définitivement – comme désir et espoir – de leurs vies quotidiennes […]

IV. Abandonner ou réinventer la révolution

> Confrontés de nouveau au réel social, après 40 années à attendre que le dictateur s'en aille, les libertaires ont été obligés de s'adapter aux nouvelles données de la société espagnole développée d'aujourd'hui [...] Certes, l'anarchisme et l'anarchosyndicalisme nostalgiques persistent à maintenir des apparences de structures spécifiques ou syndicales, tout en ayant évacué – comme les autres composantes du mouvement ouvrier – la question épineuse de la révolution par l'oubli pur et simple. Le déclin idéologique et révolutionnaire de ce mouvement est donc indéniable et il se traduit par un appauvrissement général du discours idéologique et de la pratique militante [...] De plus, la situation interne de la CNT ne permet pas de se faire des illusions... Au moins, dans un avenir proche ; car l'actuelle division des anarchosyndicalistes espagnols (oui, des anarchosyndicalistes, puisque les militants des deux fractions continuent à se réclamer de la théorie et la tradition de l'anarchosyndicalisme) en deux groupes farouchement opposés pour la représentation officielle des sigles CNT est le résultat de la réduction de l'activité militante confédérale aux seuls enjeux conflictuels et rivalités personnelles des tenants des « appareils » [...] Ce qui détruit aujourd'hui la CNT, ce n'est pas de poser la question des élections syndicales (« élections, oui, élections, non ») ou le réformisme des uns contre le purisme des autres, mais le non-respect de l'autonomie de chacun à l'intérieur de l'organisation anarchosyndicaliste espagnole. Les antagonismes se veulent idéologiques, mais ils sont seulement l'expression d'un autoritarisme et d'un sectarisme impropres à des gens qui se veulent anarchistes. Pour que les anarchosyndicalistes puissent relancer leur action et reconstruire leur organisation, dans les conditions difficiles (pour le syndicalisme révolutionnaire) qui prédominent dans les sociétés modernes, il leur faudra donc dépasser le sectarisme (intransigeant et violent) et respecter l'autonomie de chacun [1].

Par la suite, profitant de l'annulation de l'ordre d'expulsion de France et des rencontres faites à l'EHESS qui m'avaient permis de participer à des activités de recherche historique avec des chercheurs américanistes liés à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Ariane et moi pûmes créer, avec l'aide du sociologue Yvon Le Bot, le Centre de

1. Texte paru dans le recueil *Anarchosyndicalisme et luttes ouvrières*, Atelier de création libertaire, 1985.

sauvegarde de la mémoire populaire (CESAME), afin d'élaborer des projets de récupération et de sauvegarde des archives des mouvements populaires de l'Amérique latine qui avaient disparu lors des coups d'État militaires. Et pour pouvoir réaliser [1] ces projets, nous avons pu compter avec l'aide des historiennes Géneviève Dreyfus-Armand et Mona Huerta, ainsi qu'avec les soutiens du sociologue Alain Touraine et des directeurs de l'IHEAL et de la BDIC, Jacques Chonchol et Joseph Hüe.

La réalisation de cette tâche nous avait été demandée par Juan Lechin et Victor Lopez, dirigeants exilés en France de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB), ainsi que par Liber Forti, conseiller culturel de ces deux organisations. Cette activité nous a amenés, en plus, à participer au congrès des américanistes qui s'est tenu en 1988 à Amsterdam et puis à monter une exposition iconographique sur l'influence de la Révolution française de 1789 en Amérique latine, dans le cadre des manifestations organisées en 1989 par la Commission nationale du bicentenaire. Cette exposition [2] fut présentée pendant un mois à la chapelle Richelieu de la Sorbonne, à Paris, sous le haut patronage du président de la République. Puis, en 1992, à l'occasion du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, nous en avons organisé une autre [3] pour le compte aussi de l'IHEAL, du CNRS et de la BDIC. Par la suite, nous avons collaboré à la création et au fonctionnement du Réseau européen d'information et documentation sur l'Amérique latine (REDIAL), auquel participaient 43 bibliothèques et centres de documentation européens en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Slovaquie, Suède et Suisse.

---

1. Car, ayant obtenu que la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, la Bibliothèque Feltrinelli de Milan et le Centre de documentation du ministère espagnol de la Culture financent ces projets, nous avons été obligés de voyager fréquemment en Amérique latine.

2. « La Révolution française, la péninsule ibérique et l'Amérique latine », présentée simultanément à la chapelle de la Sorbonne, à Paris, et à la Bibliothèque nationale de Madrid, du 30 juin au 21 juillet 1989.

3. « 1492-1992, Les Européens et l'Amérique latine – Cinq siècles de mémoire et d'oubli. De l'humanisme aux droits de l'homme », présentée à l'IHEAL et au musée d'Histoire contemporaine de la BDIC, Palais des Invalides, à Paris.

Sur le plan militant, en plus de continuer à fréquenter les milieux libertaires[1] et ceux qui s'efforçaient de prolonger l'esprit contestataire de Mai 1968 en France sur le plan culturel[2], nous avons assisté aux rencontres internationales anarchistes et aux ateliers de réflexion antiautoritaire[3] qui ont été organisés pendant ce temps. J'ai participé aussi à deux colloques sur la résistance antifranquiste célébrés en Espagne : le premier organisé par l'Universidad Nacional de Enseñanza a Distancia (UNED) en 1988 à Madrid, présidée par Jorge Semprun, alors ministre de la Culture, et l'autre, en 1990, organisé par la Fondation Salvador Segui à Valence. En 1988, j'ai également participé aux Premières Journées internationales sur les modèles de futur, les technologies nouvelles et les traditions culturelles, vingt ans après les événements de Mai 1968, organisées par le département d'anthropologie culturelle et d'histoire d'Amérique et d'Afrique, de la faculté des sciences humaines et sociales de l'université de Barcelone[4], auxquelles participèrent les Français Roger Garaudy, Edgar Morin, Maximilien Rubel, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Alain de Benoist, la Hongroise Agnès Heller, les Américains Herbert Simon, Everett Rogers et Saul Mendlovitz, les Japonais Aoki Tamotsu et Yoneji Masuda, l'Uruguayenne Marysa Navarro, la Russe Tatiana Zaslavskaia et les Espagnols Fernando Savater, Manuel Castells, Federico M. Zaragoza, Salvador Giner, Jorge Wagensberg. De plus, en 1993, j'ai présenté une contribution sur la résistance libertaire à Franco aux Journées de débat libertaire de Madrid.

---

1. J'ai participé, avec Ariane et d'autres camarades, à la création et au fonctionnement de la Commission de coordination des journées de réflexion antiautoritaire (COJRA) qui a organisé plusieurs réunions à Paris, entre 1982 et 1989, pour faire se rencontrer les militants des divers courants non dogmatiques issus de Mai 1968. Nous avons participé aussi, avec les camarades de l'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE), aux actions de solidarité avec le mouvement indépendantiste de Jean-Marie Tjibaou.
2. En particulier le mouvement des lycées autogérés qui était animé par Gaby Cohn-Bendit.
3. Commençant par un colloque sur l'Imaginaire subversif qui a eu lieu en juin 1981 au Moulin d'Andé de Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure) et par la suite à la Rencontre anarchiste internationale de Venise de 1984 et à celles organisées par l'Atelier de création libertaire de Lyon en 1984, sur « Anarchosyndicalisme et luttes ouvrières », et en 1986, sur « Au-delà de la démocratie ». Deux de mes contributions pour ces rencontres ont été ai écrites avec Fernando Aguirre et toutes deux ont été éditées par l'Atelier de création libertaire.
4. Les contributions à cette rencontre ont été publiées dans le livre *Problemas en torno a un cambio de civilización - Modelos de futuro, nuevas tecnologías y tradición cultural*, édité en 1988 par les éditions El laberinto de Barcelone.

Cette même année, Élisabeth Burgos, qui était à ce moment-là la directrice de l'Institut culturel français de Séville, me mit en contact avec Jorge Masetti et sa compagne Iliana de La Guardia [1]. Le couple logeait chez elle à Paris à sa sortie de Cuba, parce qu'ils n'avaient pas pu obtenir le statut de réfugié dans l'Espagne gouvernée par le « socialiste » Felipe González. Il s'agissait d'aider Jorge dans ses recherches historiques à la BDIC pour un livre sur son parcours d'activiste pour le compte de l'État cubain qu'il était en train d'écrire et qui devait être édité par les Édition Stock de Paris grâce à l'intervention de Régis Debray. La relation avec Jorge et Ili m'engagea de plus en plus auprès des dissidents cubains qui réclamaient la liberté d'expression à Cuba et qui tentaient de réaliser des actions pour dénoncer publiquement le non-respect des droits de l'homme par le régime castriste. Dissidents qu'il fallait aider aussi dans leurs démarches pour obtenir le droit d'asile en France. De plus, en 1994, l'arrivée à Paris de Daniel Alarcón Ramírez, « Benigno », un des trois Cubains qui avaient survécu au dénouement tragique de la guérilla du Che en Bolivie, contribua aussi à me maintenir lié aux activités de solidarité des exilés cubains envers les prisonniers politiques à Cuba.

De plus, après l'émission d'un film produit par la Télévision espagnole (TVE-1) en 1993 sur les attentats contre Franco [2] et dans lequel figurait mon témoignage, j'ai été sollicité par deux réalisateurs catalans qui voulaient faire un film sur les crimes du franquisme à partir du cas de nos camarades Francisco Granado et Joaquín Delgado exécutés en 1963 à Madrid. Le film [3], qui fut finalement financé et présenté en février 1998 par la chaîne européenne Arte, provoqua la rencontre des acteurs des événements de 1963 avec les familles de nos deux camarades assassinés par le franquisme et, peu de temps après, la création du Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado. Car les familles de nos deux camarades avaient présenté un recours en révision au tribunal suprême espagnol en 1998. Dès lors, je suis allé très

---

1. Jorge était le fils du journaliste argentin Jorge Masetti, qui avait interviewé le Che Guevara à la Sierra Maestra et qui, en 1959, fonda avec Gabriel García Márquez, l'Agence presse-latine. Il disparut en 1964 dans les montagnes du nord de l'Argentine dans la première tentative de créer une guérilla castriste dans le continent. Iliana était la fille du Colonel Tony de La Guardia fusillé en 1989, avec le général Ochoa, par Fidel Castro.
2. Réalisé par la journaliste Llucia Olive et ayant pour titre *Objetivo, matar a Franco*.
3. Ce film, réalisé par Lala Gomá et Xavier Manotanyà, fut présenté en France le 4 décembre 1996 sous le titre *Granado et Delgado, un crime légal*, et, en Espagne, seulement en 1997 et grâce aux exigences d'Arte.

souvent en Espagne[1] pour participer aux campagnes organisées par le Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado afin de dénoncer l'hypocrisie et la lâcheté d'une démocratie qui n'avait annulé, plus de 20 ans après la mort de Franco, aucune des sentences prononcées par les tribunaux franquistes.

En 1999, à l'occasion du XIe Sommet ibéro-américain de chefs d'État, j'ai été sollicité par le groupe d'ex-prisonniers cubains, les « Plantados », pour les aider à préparer une conférence de presse qui devait se tenir lors d'une manifestation des femmes des dissidents arrêtés, sur une place de La Havane et en présence d'une personnalité politique européenne. Je suis allé à Cuba même si, Bernard-Henri Lévy et Daniel Cohn-Bendit s'étant excusés, ce fut finalement le député européen Alain Madelin qui accepta l'invitation des « Plantados ». Car, le roi d'Espagne, Juan Carlos, et le chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, étant présents à ce sommet, j'ai cru de mon devoir de ne pas faire marche arrière et de profiter de l'occasion pour dénoncer en Amérique même, au nom du Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado, la responsabilité de Juan Carlos et d'Aznar dans le refus de la Justice espagnole d'annuler les sentences franquistes. Le texte de dénonciation fut envoyé préalablement à toutes les délégations présentes à ce sommet de chefs d'États ibéro-américains, et je l'ai porté personnellement à l'ambassade d'Espagne à La Havane, quelques heures avant de prendre l'avion pour retourner à Paris[2], afin qu'il soit remis à Juan Carlos et à Aznar.

Dès mon retour à Paris, j'ai continué à participer aux campagnes et aux actions du Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado, tant en Espagne qu'à l'étranger. Mais, en raison de la vague d'arrestations de syndicalistes indépendants à Cuba de 2003, nous avons, avec des camarades libertaires de différents pays et en accord avec le Mouvement libertaire cubain en exil, constitué le Groupe d'aide aux libertaires et syndicalistes indépendants à Cuba (GALSIC) en septembre

1. En cette même année 1998, j'ai voyagé à Madrid pour participer à la présentation du livre *Garrote vil para dos inocentes. El caso Delgado-Granado*, du journaliste Carlos Fonseca, avec la magistrat Margarita Robles, ancienne ministre d'État, ministre de l'Intérieur, qui appuyait la demande de révision.

2. J'avais obtenu qu'Edwy Plenel, rédacteur en chef du journal *le Monde* qui devait couvrir la conférence de presse à La Havane, publie la lettre de dénonciation de Juan Carlos et d'Aznar au cas où je serais arrêté ; mais la Sécurité cubaine, ayant reçu des ordres d'éviter tout incident lors du sommet, se limita à me retenir pendant une heure pour m'interroger et me faire savoir que j'avais été suivi pendant tout mon séjour.

2003, qui a commencé à sortir le bulletin *Cuba libertaire*[1] pour diffuser des informations sur les libertaires et syndicalistes indépendants et leur manifester notre solidarité. En même temps, nous avons, Ariane et moi, continué à collaborer à l'émission hebdomadaire *la Tribuna latinoamericana* sur Radio libertaire à Paris.

Les socialistes espagnols ayant gagné en mars 2004 les élections générales et ayant changé la présidence du tribunal constitutionnel, le Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado réalisa une campagne pour obliger ce tribunal à se prononcer sur le recours en appel présenté en 1999 par les familles de Granado et de Delgado contre la décision du tribunal suprême de refuser la révision du procès de nos deux camarades. Le fait est que le tribunal constitutionnel se prononça enfin le 18 juillet, annulant la décision du tribunal suprême et l'obligeant à recommencer l'instruction du recours en révision, ainsi qu'à me convoquer pour que les magistrats du tribunal suprême prennent enfin connaissance de mon témoignage, ce qui finalement s'est produit le 3 avril 2006, quand je me suis rendu à Madrid pour être entendu par les cinq magistrats de la salle militaire du tribunal suprême. Mais, même s'ils furent obligés de m'écouter, mon intervention ne changea pas grand-chose, puisque sept mois plus tard, le 6 décembre, ces magistrats (trois contre deux) décidèrent de continuer à refuser la révision du procès de 1963[2].

En 2007, j'ai mis à profit une invitation au Festival internazionale della storia, de Gorizia (Italie), sur la thématique de la *Rivoluzioni*, pour intervenir dans la table ronde sur « *La rivoluzione cubana tra XX e XXI secolo*[3] » et donner deux conférences (une à Gorizia même et l'autre à Trieste) afin d'informer les participants sur les campagnes que nous menions en Espagne pour obtenir la réhabilitation politique et juridique des victimes de la répression franquiste[4], que le gouverne-

---

1. La diffusion clandestine de *Cuba libertaire* à Cuba a permis, quelques années après, d'entrer en contact et de collaborer avec le groupe d'intellectuels cubains de l'Observatorio Crítico (Observatoire critique) où se rencontraient et se rencontrent encore des marxistes critiques et des libertaires.
2. Ce rapport de force (entre conservateurs et progressistes) s'étant maintenu au tribunal suprême, aucune demande de révision des procès franquistes n'a été accordée jusqu'à aujourd'hui.
3. Avec la participation de l'historien Antonio Moscato et du célèbre journaliste Lucio Lemi, et coordonnée par l'historien Claudio Venza.
4. Sur ces campagnes, qui contribuèrent à la mise en route et au développement du processus de « récupération de la mémoire historique », j'ai écrit, avec l'historien Félix Villagrasa, une

ment du socialiste Zapatero avait promis de faire par voie législative, dès son arrivée au pouvoir en 2004. Mais cette loi, dite de « mémoire historique [1] », n'arriva que fin décembre 2007, et elle était tellement timorée qu'elle fut immédiatement dénoncée par toutes les associations mémorialistes ; car, non seulement elle ne permettait pas de mettre fin à l'amnésie historique imposée par la transition, mais elle n'annulait pas les sentences prononcées par les tribunaux franquistes contre tous ceux et celles qui avaient lutté pour les libertés qui étaient redevenues constitutionnelles dès 1978. Alors, devant la lâcheté des socialistes et le peu de volonté des associations mémorialistes d'exiger le retrait de cette loi, et la veuve de Francisco Granado ayant obtenu l'indemnisation accordée aux veuves des exécutés par les franquistes [2], j'ai arrêté ma participation aux activités mémorialistes.

Nous sommes partis de Paris, Ariane et moi, au cours de l'année 2007 pour nous installer à Perpignan dans le sud de la France, où nous avons pu participer à l'Université populaire de Perpignan qui avait été ouverte en 2006 dans la foulée des Universités populaires présentes dans plusieurs villes de France après celle créée par le philosophe Michel Onfray à Caen [3]. De même, l'Espagne étant très proche, j'ai pu y aller plus fréquemment pour participer à des rencontres mémorialistes et donner des conférences sur la résistance antifranquiste, la loi de « mémoire historique » et les luttes anticapitalistes qui se menaient alors de par le monde. Et, dans les zones proches du sud de la France, j'ai pu intervenir dans les rencontres organisées par les anarchosyndicalistes français [4] et celles organisées à Cahors, Biarritz et Argelés

brochure, *Contra el olvido y la injusticia - Resumen histórico del Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado*, édité en janvier 2007 par la CGT d'Espagne.

1. Sur le processus qui aboutît à la promulgation de cette loi, Félix Villagrasa et moi avons écrit un livre, *Miedo a la Memoria. Historia de la ley de « reconciliación » y « concordia »*, qui fut édité par Flor del Viento Ediciones, de Barcelone, en 2008.

2. Cette indemnisation étant, sans que cette loi le justifie, dix fois inférieure pour les veuves des antifranquistes exécutés avant 1968 à celle concédée aux veuves des antifranquistes exécutés après 1968…

3. L'Université populaire de Perpignan, fondée par trois intellectuels perpignanais (Henry Solans, Dominique Sistach et Jordi Vidal), même si elle était une initiative indépendante de celle de Michel Onfray, en partageait le même objectif : « Transmettre le savoir et partager une pensée critique. »

4. Ainsi, en octobre 2009, je suis intervenu, sur « la révolution libertaire en Espagne », dans le cadre du salon du livre l'Autre Salon organisé à Saint-Étienne par les anarchosyndicalistes français de la région stéphanoise sur le thème « de la guerre d'Espagne à l'autogestion ».

par les organisations mémorialistes françaises sur les thématiques de la « *Retirada* », la « résistance antifranquiste » et la « mémoire historique ».

En novembre de 2010, ayant été invité à participer aux Journées culturelles libertaires, organisées par la Confédération nationale du travail et qui devaient se dérouler quelques jours avant le Xe Congrès de cette organisation anarchosyndicaliste à Cordoba, j'ai collaboré à la journée inaugurale au cours d'une table ronde sur le thème « *Del olvido a la memoria* [1] » et, cette même année, j'ai contribué à un ouvrage collectif sur l'anarchisme international, *Von Jakarta bis Johannesburg– Anarchismus weltweit,* publié en allemand et édité par Unrast Verlag.

Le questionnaire auquel avaient répondu les participants à cet ouvrage collectif, qui nous incitait à donner notre vision sur l'avenir du mouvement émancipateur, et les débats que nous avions dans un des ateliers de l'Université populaire de Perpignan, sur « la sortie du capitalisme », m'incitèrent à écrire l'article résumé qui suit :

La foi en la révolution

> La perte de foi dans la révolution est un fait indiscutable […] Que cela nous plaise ou non, la foi dans la révolution a reculé énormément dans le monde […] Même chez ceux qui continuent aujourd'hui à se proclamer révolutionnaires ; car ils le font avec une telle conviction qu'il est difficile de savoir si c'est par fidélité à un passé nostalgique ou pour faire preuve d'un certain radicalisme qu'ils continuent à le faire […] Cette désaffection semble provenir de l'échec, de la rencontre de cette foi avec la réalité de la révolution, plus que du mirage du bien-être matériel atteint à travers les luttes réformistes ou de l'intégration majoritaire du prolétariat à l'idéologie du consumérisme capitaliste. Ou, au moins, de la réalité de la révolution telle qu'elle avait été pensée et tentée d'être réalisée jusqu'à si peu ; puisque, autant pour les marxistes que pour les anarchistes, la révolution était et devait être une forme sociale égalitaire imposée, nécessairement par la force, après la victoire du prolétariat sur le capitalisme dans cette guerre que l'inconciliable disparité d'intérêts maintient ouverte entre ces deux classes sociales […] Mais, aujourd'hui, nous savons ce que l'histoire est devenue après ces expériences et comment finirent les révolutions triomphantes, celles qui réussirent à s'imposer par la force et se transformèrent en systèmes

1. Cette invitation était importante, car elle montrait qu'au moment où on allait commémorer la fondation en 1910 de la CNT, dans une ville où s'était célébré en 1872 le IIIe Congrès de la fédération régionale espagnole, une partie importante de la CNT voulait abandonner les positions dogmatiques et sectaires qu'elle avait maintenues jusqu'alors.

dictatoriaux. Et nous savons que cela fut ainsi parce que ces praxis, ces actions (qui se prétendirent ou que, dans quelques cas isolés, continuent à se prétendre être des révolutions) ne changèrent pas les relations de soumission et d'exploitation au sein de ces sociétés [...] De là que le constat d'un siècle de révolutions triomphantes, ayant prétendu toutes avoir réussi à instaurer le socialisme ou le communisme, soit la restauration du capitalisme au bénéfice de la bureaucratie transformée en oligarchie [...] Comment nier que l'idéal révolutionnaire, confronté avec sa praxis politique et sociale autoritaire, a toujours abouti à un échec [...] Que cette orientation autoritaire fut la cause qui empêcha de passer du socialisme réel (capitalisme d'État) au vrai socialisme ou au communisme avec liberté [...] Comment les marxistes ont pu croire à la disparition progressive de l'État, au suicide de cette nouvelle classe qui s'installa au pouvoir après le triomphe de la révolution ? [...] C'est cette croyance naïve, si surprenante, qui a fait subir à la prophétie marxiste son échec le plus significatif et le plus lourd de conséquences pour la foi des masses dans la révolution [...] Bien que rien ne prouve que le résultat aurait été fondamentalement différent si c'était le « modèle anarchiste » qui avait triomphé [...] Car, la révolution anarchiste, imposée également par la force, aurait créé inévitablement des conditions semblables de hiérarchisation de la lutte et de la gestion du triomphe révolutionnaire. C'est ce qu'on a pu constater déjà dans les premiers pas de la très éphémère révolution libertaire en Espagne [...] Le problème est d'avoir conçu la révolution comme un accouchement aux forceps, comme l'aboutissement d'une lutte armée et d'un triomphe militaire, l'assaut du Palais d'hiver ou la disparition du capitalisme par le miracle d'une grève générale révolutionnaire [...] D'avoir cru en des projets conçus par des théoriciens croyant avoir le pouvoir d'inventer et façonner le devenir historique [...] Comment donc continuer à y croire malgré le fait que le système capitaliste montre à nouveau et cyniquement ses entrailles, sans avoir peur de se présenter tel qu'il est réellement : un système d'exploitation et de domination irrationnel, brutalement injuste et absurde, puisque gaspilleur et destructeur de notre planète [...] Comment ignorer que c'est le modèle productiviste et consumériste qui en est le responsable et qu'il est urgent de ne plus persévérer dans ce messianisme qui nous a amenés tant de fois à l'échec, de reconsidérer l'idée même de révolution. Non seulement pour éviter de nouveaux échecs, mais aussi pour rendre possibles la multiplicité des résistances et la création d'espaces communs de liberté et de créativité [...] Le fait nouveau (très important) est qu'aujourd'hui beaucoup de marxistes arrivent à ce constat et commencent à développer une analyse qui les amène à questionner l'idée de l'exceptionnalité de l'État comme

> transcendance de la société : tant dans la base du pouvoir actuel que dans celle du pouvoir révolutionnaire […] Il faut donc tenir compte de ceci et ne plus oublier que la révolution ne doit pas être un acte de foi, même pas pour construire un paradis ici, sur Terre. Et encore moins si ce paradis doit surgir d'un cataclysme […] Le changement révolutionnaire, la révolution, doit débuter dès maintenant : en commençant par nous défaire des relations autoritaires à chaque instant et lieu dans notre vie quotidienne, en rompant avec la logique de l'obéissance que le pouvoir – toute forme de pouvoir – essayera de nous imposer. En lui résistant et en pratiquant la désobéissance. En donnant l'exemple de comment nous voulons vivre. Car ce sont et seront, en effet, ces actions qui deviendront peu à peu « les racines du changement social » […] Un changement qui ne s'annonce pas avec des fanfares et, encore moins, avec des mobilisations encadrées par chefs et slogans. Un processus qui n'est pas une création *ex nihilo*, mais une métamorphose de la société qui se fait présente partout et nulle part […] Bien sûr, ce n'est pas la promesse d'un lendemain qui chante, mais un engagement, conscient et conséquent. Un engagement qui s'est toujours avéré payant pour la transformation des sociétés [1] !

L'année suivante, je me suis rendu avec Ariane à Prague pour participer au IVe Festival international antifasciste et antiautoritaire du Premier Mai 2011, le *MayDay festival*, au cours duquel je suis intervenu sur les luttes antiautoritaires dans le monde actuel, après les interventions du philosophe anglais Alan Carter et du sociologue irlandais John Holloway. Cette même année est paru, dans la revue hollandaise *De AS*, numéro 173-174 dédié à l'*Achttiende Jaarboek Anarchisme*, un texte qui m'avait été demandé sur le thème de l'anarchisme espagnol et la CNT. J'ai également collaboré à la préparation d'un film, *les Caixes d'Amsterdam*, réalisé par le réalisateur catalan Felip Sole pour le compte de la chaîne TV3 de Barcelone, sur l'histoire du mouvement anarchiste international à partir des caisses d'archives du Mouvement libertaire espagnol et de la CNT, évacuées vers la France peu avant que les troupes de Franco entrent à Barcelone en 1939.

De plus, en 2012, je me suis remis à écrire et publier des articles (dans les sites kaosenlared.net, alasbarricadas.org, rojoynegro.info et le site de la liste interne de l'Université populaire de Perpignan) pour donner mon point de vue sur les questions d'actualité en rapport avec

1. Liste interne de l'Université populaire, juin 2011.

les débats idéologiques autour du changement social… Voici donc (résumés) ceux qui me paraissent refléter plus clairement mon point de vue sur ce « changement », en commençant par celui sur le besoin d'objectivité dans nos analyses et nos débats :

La crise du paradigme émancipateur et la misère des discours péremptoires

Nous évoluons aujourd'hui dans le plus étrange des paradoxes : alors que le capitalisme n'a pas cessé d'être un système injuste, prédateur et gaspilleur de ressources humaines et matérielles, il continue à être considéré par les peuples comme le système économique le plus efficient pour obtenir le bien-être de l'humanité […] Devant un tel paradoxe, comment ne pas reconnaître la crise du paradigme émancipateur : ce socialisme qui devait mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et faire émerger une société d'égalité et d'abondance […] Il faut donc réfléchir aux causes qui ont donné lieu à cet étrange paradoxe pour trouver l'explication à ce qu'un système si injuste, irrationnel et néfaste, tel qu'est le capitalisme, a pu être considéré – même par ses victimes – comme l'unique capable d'apporter prospérité et bien-être aux humains […] Commencer donc par reconnaître que c'est le fait de fonder le bien-être, le « vivre bien », dans la possession de biens matériels ce qui oblige les êtres humains à consacrer leur vie à un tel objectif et à tout sacrifier pour arriver à le réaliser […] Reconnaître que c'est ce fait qui est sans doute décisif pour que se produise cette adhésion – consciente ou inconsciente – des masses exploitées au capitalisme, de même que l'échec des expériences du socialisme réel y est aussi pour quelque chose […] Car, il est indéniable que c'est la faillite du « socialisme » autoritaire qui a été décisive pour faire apparaître le capitalisme comme le meilleur des systèmes économiques, ou, pour le moins, comme le plus apte pour permettre d'accéder à la prospérité. C'est-à-dire : à la consommation… ! […] Au point que, quel que soit vers où l'on regarde, c'est la même résignation, la même impasse révolutionnaire […] Bien que cela ne veuille pas dire que l'aspiration révolutionnaire ne soit pas présente dans la pensée de tous ceux qui continuent à croire dans le vieux paradigme émancipateur et que la rhétorique révolutionnaire ne continue à donner de la couleur aux discours de tous ceux qui, pour justifier leurs appétences de pouvoir, s'autoproclament révolutionnaires et nous annoncent la révolution pour demain […] Comme si prononcer ce mot était suffisant pour qu'elle se mette en marche. En effet, comme si les mots étaient devenus performatifs, capables de créer à eux seuls l'événement qu'on suppose qu'ils signifient ! […] Il n'est donc pas surprenant que

> l'essentiel du débat politique actuel soit la dénégation… Cet étrange et pernicieux aveuglement – tant de la gauche « réformiste » que de la « révolutionnaire » – qui permet d'évacuer d'un commun accord les questions qui fâchent : quel développement, quelle représentation et quelle répartition ? […] Celles dont dépend vraiment notre avenir et dont la dénégation permet de les éviter : soit en transformant le débat en dispute religieuse, entre « gentils » réformistes et « méchants » révolutionnaires, ou en l'habillant de prothèses langagières plus ou moins cultes, mais peu aptes à faire progresser la réflexion […] C'est pourquoi il me paraît nécessaire de traiter ces questions loin des affrontements idéologiques/cléricaux et des discours péremptoires et trop « cultes ». Non seulement pour faciliter un débat équitable, ample et rationnel, mais aussi parce qu'il est très vital pour notre avenir. Car c'est à travers ce débat que nous pourrons savoir pourquoi le paradigme émancipateur est en crise et en quoi doit-il et peut-il être rénové [1].

Cet autre fut rédigé à partir de la contribution du philosophe Michel Tozzi, pour la séance du café philo « sur la question de la complexité », pour essayer de préciser ce que j'entendais par « pensée complexe » et ce que je pensais de la tentative d'Edgar Morin d'en faire un nouveau paradigme opposé au paradigme mécaniste de la science.

De la complexité du réel à la pensée complexe

> Comme toujours, il y a le problème sémantique, la polysémie des mots et aussi le fait que le terme complexité est devenu, en effet, le « maître mot de l'époque contemporaine ». De là qu'il faille, pour commencer la réflexion, nous mettre d'accord sur ce que nous devons entendre par le mot complexité comme concept philosophique et scientifique ; car, comme il est bien souligné par Michel, non seulement on l'emploie pour dire qu'un « problème est complexe » quand la « solution n'est pas évidente », mais aussi dans beaucoup d'autres cas pour dire ce qui est compliqué, difficile à appréhender […] Au-delà donc du sens étymologique du terme complexité pour signifier tissé ensemble, composé d'éléments divers, compliqué et pas simple, il me semble nécessaire de l'entendre, dans son sens philosophique et scientifique, comme concept relié à l'incertitude, au déficit de certitude qui caractérise la connaissance d'un système complexe, quand la connaissance déterministe tombe en panne […] Le concept de complexité est donc inséparable de la connaissance, de la manière de l'apprendre et de ses limites historiques. Reconnaître que nos savoirs sont des résultats provisoires, que ce que

1. Liste interne de l'Université populaire de Perpignan, 2012.

nous appelons connaissance est un processus cumulatif et collectif, et dialogique plus que dialectique, puisqu'il requiert non seulement d'intégrer les « autres » mais aussi de prévoir l'imprévisible et d'intégrer l'improbable, l'ordre et le désordre, et d'unir le morcelé et le disjoint. Mieux encore, car l'enjeu du concept de complexité n'est pas seulement cognitif (théorique) mais aussi politique, puisque la connaissance est un savoir à transmettre et cela implique un cadre de finalités humaines [...] D'où l'intérêt de savoir si la mise en œuvre d'une « pensée complexe », telle qu'Edgar Morin nous la propose, peut nous être utile pour agir pertinemment, puisque le concept de complexité est au cœur de « la méthode » : comme guide moderne de la raison dans les sciences, bien qu'en acceptant les contradictions, car pour lui elles font partie du réel, elles « tissent ensemble » (*complexus*) [...] Donc, on ne doit pas céder aux modes de la « pensée simplifiante »; car, nous savons que le passage de la pensée simple (deviner, préférer, croire) à la pensée complexe (proposer des hypothèses, créer des relations, rechercher des critères, s'appuyer sur des justifications valides, s'auto corriger...) n'advient qu'à la suite d'un apprentissage systématique qui requiert un environnement [...] Penser que, si à l'origine le mot méthode signifiait cheminement, maintenant il nous faut accepter de cheminer sans chemin, de faire le chemin dans le cheminement (Machado : « Le chemin se fait cheminant »). Donc, que la méthode ne peut se former qu'au moment où on fait la recherche et en y associant les principes antagonistes d'ordre et de désordre, et celui d'organisation, pour chercher la relation entre la complexité désorganisée et la complexité organisée, et ainsi approfondir « l'auto-éco-organisation » qui « dépend de son environnement où elle y puise de l'énergie et de l'information » [...] Puisque, pour Morin, la complexité « généralisée » serait un paradigme qui imposerait de conjoindre le principe de distinction et un principe de conjonction pour comprendre les relations entre le tout et les parties [...] C'est-à-dire : qu'« au principe de la disjonction, de la séparation (entre les objets, entre les disciplines, entre les notions, entre le sujet et l'objet de la connaissance), on devrait substituer un principe qui maintienne la distinction, mais qui essaie d'établir la relation ». Donc, qu'« au principe du déterminisme généralisé, on devrait substituer un principe qui conçoit une relation entre l'ordre, le désordre et l'organisation. Étant bien entendu que l'ordre ne signifie pas seulement les lois, mais aussi les stabilités, les régularités, les cycles organisateurs, et que le désordre n'est pas seulement la dispersion, la désintégration, ce peut être aussi le tamponnement, les collisions, les irrégularités » [...] Or, bien que partageant un grand nombre des idées avancées par Morin, je crains que ce nouveau paradigme ne devienne une nouvelle idéologie.

Car, même en tenant compte du style de son discours, quand il dit que la complexité généralisée « concerne notre connaissance en tant qu'être humain, individu, personne, et citoyen », on pourrait l'entendre comme un mot d'ordre, comme une extension idéologique pour faire de la connaissance, plus qu'une méthode, une idéologie sociale. Or, même si c'est dans un but *éthique* qu'on pourrait y souscrire, l'idéologie simplifie et sert très souvent de couverture pour justifier le *statu quo*, ce qui est concrètement la domination dans le réel. Sans oublier qu'il y a des occasions où il faut éviter de nous cacher dans la sophistication, dans l'alambiqué, et d'affronter la réalité telle que nous la ressentons, d'avoir le courage d'appeler un chat un chat [1] !

Par contre, celui qui suit et qui fut publié, en plus, sur les sites web alternatifs Bellaciao et lesoufflecestmavie.unblog.fr, je l'ai rédigé à partir d'un article de l'écrivain et philosophe Roger-Pol Droit, sur l'innovation, et du livre *Petite Poucette* qui venait de paraître, dans lequel son auteur, Michel Serres, portait un regard optimiste sur le monde numérique et les nouvelles générations ; car l'impact des innovations technologiques de l'intellect sur le contenu de la pensée et l'évolution des sociétés me paraît, à moi aussi, incontestable, et il peut donc être envisagé, avec un certain optimisme, dans la mise en œuvre de « l'utopie du vivre ensemble librement connectée » :

L'illusion capitaliste et la Petite Poucette

L'effet social, politique et éthique de l'innovation sur l'évolution des sociétés humaines semble indéniable. Comment donc ne pas tenir compte les profondes transformations provoquées par les nouvelles technologies dans le comportement et le fonctionnement de nos contemporains et, en particulier, sur les jeunes d'aujourd'hui ? […] Car, même si nous ne savons pas ce que le premier homme qui tailla un galet avait dans la tête pour le transformer en outil, le fait est que, pour assurer sa survie, l'être humain n'a cessé d'innover, et que « c'est en innovant qu'il s'est métamorphosé en artisan de son propre monde », que sans ce souffle créatif qui lui a permis de maîtriser le feu, de tailler le silex ou d'inventer la roue, jamais nous n'aurions pu sortir de l'état de nature où nous avait conduit l'évolution de notre condition animale et nous trouver aujourd'hui dans l'actuel monde de l'informatique et de la robotique […] Bien qu'il faille distinguer entre la capacité de l'homme à innover et la spirale d'innovation permanente et de plus en

1. Liste interne de l'Université populaire de Perpignan, 2012.

plus accélérée qui a caractérisé et singularisé, depuis l'origine, la société capitaliste : ce besoin d'arrivée continuelle de nouveautés, d'inédit, que ressentent les humains (formatés par le capitalisme) comme indicatif du progrès et qui peut se retourner contre nous et finir par nous perdre tous. Il faut donc distinguer entre ce qui est nécessaire pour la survie de l'humanité et ce qui ne l'est pas […] Car, désormais, cette crainte multiforme qui se mêle au désir de nouveauté est de voir détruits à jamais les ressources de la planète et les équilibres de la nature, incluant ceux qui permettent la propre vie […] Dans son livre, *Petite Poucette*, Michel Serres nous rappelle ceci : « En 1900, la majorité des humains, sur la planète, travaillait au labour et à la pâture ; en 2011 et comme dans les pays analogues, la France ne compte plus que 1 % de paysans. » […] En effet, comme il le dit, « sans que nous nous en apercevions, un nouvel humain est né, pendant un intervalle bref, celui qui nous sépare des années soixante-dix ». Ce « nouvel humain – les jeunes d'aujourd'hui, qu'il nomme Petite Poucette et Petit Poucet – ne vit plus en compagnie des animaux, n'habite plus la même terre, n'a plus le même rapport au monde », et « n'admire qu'une nature arcadienne, celle du loisir ou du tourisme ». En outre, ces jeunes, Petite Poucette et Petit Poucet, ou la majorité d'entre eux, « étudient au sein d'un collectif où se côtoient désormais plusieurs religions, langues, provenances et mœurs. Pour eux et leurs enseignants, le multiculturalisme est de règle » et peu à peu ils n'ont pour patrie que la Terre […] Oui, il a raison, tous ces changements montrent qu'une ère se termine sous nos yeux et aussi « ce qui meurt de l'ancien monde et ce qui émerge du nouveau » […] Comment ne pas voir que ce qui est en train de naître c'est « un renversement qui favorise une circulation symétrique entre les notants et les notés, les puissants et les sujets, une réciprocité » ! […] Aujourd'hui, nul n'a même plus besoin de retenir le savoir ; car « un moteur de recherche s'en charge ». Désormais, Petite Poucette et Petit Poucet n'ont plus à travailler dur pour apprendre le savoir, « puisque le voici, jeté là, devant eux, objectif, collecté, collectif, connecté, accessible à loisir, dix fois déjà revu et contrôlé ». Même pour le concept et l'abstraction « nos machines défilent si vite qu'elles peuvent compter indéfiniment le particulier, qu'elles savent s'arrêter à l'originalité ». En faisant cela, c'est l'objet de la cognition qui change et, dès lors, c'est là que « réside le nouveau génie, l'intelligence inventive, une authentique subjectivité cognitive » […] Du coup, c'est « une certaine hiérarchie qui s'effondre » et, dès lors, « le seul acte intellectuel authentique c'est l'invention », et Petite Poucette et Petit Poucet peuvent éviter le piège du travail, « ce vol de l'intérêt », et « contrôler en temps réel sa propre activité », pour enfin être et œuvrer à réparer les méfaits « à l'environnement souillé par

> l'action des machines, par la fabrication et transport des marchandises » […] Serres conclut son analyse ainsi : « volatile, vive et douce, la société d'aujourd'hui tire mille langues de feu au monstre d'hier et d'antan, dur, pyramidal et gelé. Mort », et, poussé par cet optimisme, il nous annonce pour bientôt un spectacle pour nous montrer la tour Eiffel « immobile, ferreuse, portant, orgueilleuse, le nom de son auteur et oublieuse des milliers qui ferraillèrent l'ouvrage, dont certains moururent là » et, « porteuse, en haut, de l'un des émetteurs de la voix de son maître », qui « dansera, nouvelle, variable, mobile, fluctuante, bariolée, tigrée, nuée, marquetée, mosaïque, musicale, kaléidoscopique », comme « une tour volubile en flammèches de lumières chromatiques, représentant le collectif connecté » dans des ordinateurs où chacun aura introduit « son identité codée, de sorte qu'une lumière laser, jaillissante et colorée, sortant du sol et reproduisant la somme innombrable de ces cartes, montrera l'image foisonnante de la collectivité, ainsi virtuellement formée ». Et « d'autant plus réelle, pour les données de chacun, qu'elle se présentera virtuelle, participative décidante quand on le voudra » […] Je ne sais pas si ce projet se réalisera un jour ; mais en attendant, Petite Poucette et Petit Poucet devront continuer à démonter l'illusion capitaliste du progrès, chaque fois plus illusoire et dangereuse, et à réinventer une manière de vivre ensemble fondée sur « la victoire de la multitude, anonyme, sur les élites dirigeantes, bien identifiées, du savoir discuté sur les doctrines enseignées, d'une société immatérielle librement connectée sur la société du spectacle à sens unique… » Et, surtout, en évitant de tomber dans une nouvelle illusion ; car, après tout ce que l'histoire nous a appris, il serait vraiment dommageable que Petite Poucette et Petit Poucet ne soient pas suffisamment lucides pour éviter le piège qu'a toujours été pour les hommes l'illusion qui enchaîne la raison et le désir d'être libre pour pouvoir décider et agir pour lui-même [1].

En janvier 2013, j'ai publié deux livres-recueils, *Penser l'utopie - À l'Université populaire de Perpignan* et *Pensar la utopía en la acción - Trazas de un anarquista heterodoxo*, tous les deux aux éditions Bombarda edicions de Lavern (Catalogne). Dans le premier, j'ai reproduit les textes que j'avais écrits en français à la suite des ateliers « philo » et d'économie politique de l'UPP depuis 2008 jusqu'alors. Dans le deuxième, ceux que j'avais écrits en espagnol sur des sujets politiques et sociaux depuis 1950 jusqu'à 2013, et que j'ai pu récupérer grâce à Internet. Puis, en

1. Liste interne de l'Université populaire de Perpignan, 2012.

octobre, je suis allé à La Corogne pour participer aux Journées libertaires organisées par la Confédération générale du travail (CGT), qui devait tenir son congrès quelques jours après. Mon intervention a été axée sur le thème « l'émancipation sociale, délégation ou autogestion ? »

En 2014, après la parution du livre *Anarchisme en mouvement*[1], de Tomás Ibáñez, et la présentation que nous en avons faite à Perpignan le 5 octobre, j'ai écrit le texte qui suit (résumé), pour parution en espagnol sur plusieurs sites web et en français sur les sites Paroles libres et la liste interne de l'UPP, afin de préciser ma pensée sur le postmarxisme, le néoanarchisme et le postanarchisme comme nouvelles pensées émancipatrices :

Les nouvelles pensées émancipatrices et la révolution

> Depuis que l'anarchisme commença à être la pensée politique et sociale la plus cohérente et conséquente des pensées émancipatrices du XIXe siècle, les anarchistes n'ont pas cessé de dénoncer et de combattre la domination […] Face à la réalité (oppressive et répressive) de la domination exercée par ceux qui ont du pouvoir (que ce soit à l'école, à l'église, à l'usine ou parfois simplement dans la rue), c'est suffisant de voir ce pouvoir dans le regard de ceux qui en disposent pour le haïr et vouloir s'affranchir de sa domination […] Il n'est pas nécessaire d'avoir lu ce que les livres anarchistes disent du pouvoir ou ce que Machiavel en dit pour être conscient de ce qu'il y a « dans la chair des gens de pouvoir » et ce qu'on peut attendre d'eux […] Il n'est pas nécessaire non plus de les avoir lus pour se révolter, et c'est pour cela que la rébellion contre le pouvoir – par des moyens pacifiques ou violents – n'a jamais cessé au cours de l'histoire […] Mais l'histoire nous montre aussi que cette prise de conscience instinctive, de ce que le pouvoir est, ne se produit pas toujours, et, en conséquence, les révoltes non plus. Car, dans beaucoup de cas, ce désir instinctif de liberté est neutralisé par la prédisposition culturelle des humains à la « servitude volontaire » […] C'est pourquoi, pour amener les dominés à se révolter, il a fallu – très fréquemment – installer le potentiel subversif d'une pensée émancipatrice dans cette conscience culturelle […] L'anarchisme, comme forme du vivre ensemble sans rapports hiérarchiques, a été l'une de ces pensées depuis le milieu du XIXe siècle […] Or, le fait est que, pendant presque deux siècles et malgré son supposé utopisme, cette pensée a donné un sens concret émancipateur aux principales luttes des travailleurs […]

1. *Anarchisme en mouvement - Anarchisme, néo-anarchisme et post-anarchisme*, Éditions Nada, 2014.

Comment nier donc que l'anarchisme était et est encore l'alternative la plus cohérente et conséquente à l'exploitation et à la domination capitaliste, comme à toutes les autres formes de la domination de l'homme par l'homme ? En outre, comment ne pas reconnaître qu'il a inspiré l'expérience révolutionnaire la plus avancée – dans le sens de l'émancipation sociale– de tous les temps ? Cette révolution que les travailleurs anarchistes espagnols mirent en marche en 1936 et qui montra la viabilité de l'autogestion sociale prônée par l'anarchisme et l'anarchosyndicalisme […] Bien que nous ne devons pas oublier qu'elle fut écrasée et que, malgré l'écrasement du fascisme par les armées des « puissances occidentales » et de l'URSS en 1945, les bouleversements politiques et sociaux qui s'ensuivirent – surtout depuis la disparition de l'URSS – n'ont cessé de consolider la suprématie – tant économique et militaire qu'idéologique – du système capitaliste de marché au niveau mondial. Au point qu'il n'y a, au XXIe siècle, d'autre horizon historique pour l'humanité que celui du développement capitaliste, malgré l'avenir effroyable qu'il nous annonce […] Comment donc ne pas être inquiet et comment ne pas reconnaître l'impuissance des idéologies émancipatrices (marxisme et anarchisme) à venir à bout du capitalisme et de son absurde et terrible rationalité ? […] Voilà pourquoi ce constat si désolant et l'inquiétude qu'il produit ont pu pousser tant de militants marxistes et anarchistes à mettre en cause, plus que jamais, les certitudes routinières et l'optimisme béat des « lendemains qui chantent » […] Ce questionnement qui commença à se poser sérieusement pour les marxistes déjà dans les années soixante-dix – tant à cause de ce qu'était le « socialisme réel » dans les pays qui prétendaient l'avoir imposé officiellement que de l'échec historique des partis communistes occidentaux (particulièrement le français et l'italien) d'arriver au pouvoir par la voie électorale – et qui devint un vrai réquisitoire après l'effondrement de l'URSS et de tous les gouvernements de l'orbite soviétique, et d'une Chine « communiste » devenant une superpuissance capitaliste. […]

Le postmarxisme

Il est donc normal que, devant une histoire qui ne cessait de nier la théorie marxiste et ses pronostics révolutionnaires, de nombreuses tentatives de la réviser se soient produites. Car, le marxisme, non seulement se montrait incapable de « changer le monde », mais même de « l'interpréter ». Et cela même si, dès le début, le marxisme a toujours prétendu ne pas relever seulement de la théorie, mais de la combinaison de « théorie et pratique » […] Rien d'étonnant donc que, hormis les tentatives de révision et d'adéquation de la fin du XIXe siècle (celles des Kautsky, Bernstein, Rosa Luxembourg, Labriola, etc.), les dernières n'aient concerné essentiellement que des universitaires et des cher-

cheurs ; car, le marxisme se prétendant être « une analyse scientifique de la réalité historique et sociale », il est logique que finalement les « théoriciens marxistes » (s'appuyant sur la psychanalyse, l'existentialisme et le structuralisme) aient pris en main cette ingrate tâche de révision et de renouveau […] C'est ainsi que, continuant la tâche de « révision » et de « dépassement » du marxisme initié par les Althusser, Habermas, Marcuse et d'autres membres de l'École de Francfort dans le champ des sciences sociales, des universités occidentales, les Perry Anderson, Alain Badiou, Jacques Rancière, Slavoj Žižek, etc., ont pu, dès la fin du XX[e] siècle et le début du XXI[e] siècle, continuer à enrichir ce travail de réflexion intellectuelle sur l'avenir du marxisme. Un travail théorique qui, tant comme critique de l'idéologie que de l'humanisme idéologique, peut être considéré, pour faire court, comme formant part de cette pensée critique que l'on a désignée très souvent avec le terme de « postmarxisme » […] Or, même si tous les penseurs qui ont contribué à le produire ne forment pas un courant homogène se prétendant être une alternative au marxisme, il est difficile de savoir si ce travail de « révision » et de « dépassement » – théoriquement productif, mais politiquement et socialement impuissant – sera utile un jour prochain pour pouvoir « penser de façon totalisante le monde contemporain, le remettre radicalement en cause et réfléchir sur les conditions de possibilité d'un monde autre », comme certains de ces « postmarxistes » semblent le croire […] Et moins encore pour savoir si ces contributions, qui s'avèrent nécessaires à la production d'une théorie critique à la hauteur du défi que constituent l'échec du communisme étatique et l'hégémonie planétaire du capitalisme mondialisé, permettront de délivrer le marxisme de la volonté d'orthodoxie grâce à une critique nourrie par sa confrontation avec la postmodernité théorique […]

Le néoanarchisme et le postanarchisme

Pour les anarchistes, la confrontation de la théorie avec le réel ne se posa pas dans les mêmes termes qu'elle se posa aux marxistes. Et cela parce que, même si l'échec du « socialisme réel » et le succès du capitalisme à l'échelle planétaire les ont aussi ébranlés et obligés à s'interroger sur certaines de leurs « certitudes », surtout au sujet de l'inévitabilité de l'anarchie, la vérité est que ces événements historiques ne les obligèrent pas à mettre en cause leur théorie, car l'anarchisme n'en était pas une. Au contraire, puisque ces événements leur donnaient raison, au moins dans le sens de ce qu'ils avaient toujours pensé et dit : qu'on ne change pas le monde depuis le pouvoir et que le « socialisme » d'État n'était que capitalisme d'État […] Bien que cela ne veuille pas dire qu'ils ne devaient pas se sentir concernés, comme les marxistes, par les déroutes du mouvement ouvrier et la continuité de l'exploitation

et la domination capitalistes dans le monde […] Car, même si leur pensée n'est devenue « corpus idéologique » qu'au long des luttes et sans jamais finir par se convertir en une théorie ou une doctrine partagée par tous les anarchistes, ils se prétendaient tous anticapitalistes et lutter pour l'émancipation […] Bien sûr, le « corpus idéologique » de l'anarchisme est composé d'une galaxie de pensées antiautoritaires et, même étant toutes libertaires, elles sont parfois suffisamment antinomiques pour ne pas pouvoir être accouplées et en faire une synthèse, une théorie ou une doctrine. Et, moins encore, unique ! […] C'est pourquoi cette galaxie de pensées multiples, singulières et parfois disparates peuvent aller de l'action syndicale révolutionnaire à la reprise individuelle, de l'autogestion sociale au coopérativisme, de l'action directe et le Grand Soir à la non-violence, l'éducation rationaliste, l'espéranto, le naturisme, l'amour libre, etc., et, contrairement au marxisme, aucune de ces manifestations ne peut prétendre avoir un maître ou un théoricien. Car elles se sont composées à partir de ce que ces auteurs/acteurs vivaient dans les luttes de leur époque […] Et c'est pourquoi les tentatives de renouveau de l'anarchisme – tant pour celles tentées à la fin du XIXe siècle que pour celles d'après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et encore plus pour celle qui commença avant Mai 1968 – avaient le même objectif que les tentatives de renouveau du marxisme : mettre en cause tout ce qui semblait avoir vieilli dans le corpus théorique du mouvement révolutionnaire et sortir des routines militantes téléologiques pour trouver des approches de la pensée émancipatrice fondées sur la réalité d'aujourd'hui et qui puissent déboucher sur des possibilités d'émancipation vraie et réelle […] En réalité cette critique était, selon le lieu où elle était faite, plus morale ou plus théorique et elle a cheminé au rythme des luttes et des controverses qu'elles provoquaient à cause de leurs « résultats »; mais déboucha rarement sur une vraie critique théorique. Il s'agissait plutôt d'une actualisation de l'ancienne polémique entre la fidélité aux principes et l'authenticité de l'engagement au quotidien. Surtout après que les événements de Mai 1968 mirent en évidence le décalage existant entre le discours et la praxis de l'anarchisme traditionnel institutionnalisé dans des organisations presque toutes testimoniales. C'est donc à cette manière de concevoir et de vivre l'anarchisme dans le présent, sans attendre à demain, de ne pas le concevoir téléologiquement, d'agir « *extra-muros* » des milieux anarchistes, que Tomás Ibáñez appelle « néoanarchisme » […] C'est-à-dire : de vouloir « ne pas attendre la révolution pour transformer le présent et se transformer soi-même ». Or, curieusement, ce renouveau de l'anarchisme – désigné ou non par le mot « néoanarchisme » – s'est produit et développé presque en même temps que plusieurs universi-

taires de différents pays – sensibilisés par les événements de Mai 1968 et le discours poststructuraliste et postmoderniste – avaient commencé une réflexion et une œuvre critiques de l'anarchisme « classique ». Même si, commencée dans les années quatre-vingt-dix, cette œuvre n'a commencé vraiment à être connue, sous le terme de « postanarchisme », qu'au début du XXI[e] siècle. Car, en effet, ce ne fut qu'en 2001, après la publication d'un livre de Saul Newman, qu'on commença à parler du « postanarchisme » avec l'inclusion de certains éléments conceptuels du poststructuralisme au sein de l'anarchisme. Puis, en 2002, quand l'universitaire américain Lewis Call publia *Postmodern Anarchism* dans la même ligne et proposa de donner le nom de « postanarchisme » à cette pensée critique. Bien que ce ne fut qu'en 2003, avec la création du web *Post Anarchism*, par Jason Adams, et la série de réflexions et d'ouvrages qui s'ensuivirent – tant pour faire une critique plus ou moins acerbe que pour faire l'éloge du « postanarchisme » – que ce terme se popularisa et que la pensée critique, qui lui est associée, acquît une relative notoriété intellectuelle et idéologique. Quoi qu'il en soit et indépendamment de sa « notoriété », il est vrai que le « postanarchisme » est perçu de plus en plus comme un anarchisme « pensé à la lumière du poststructuralisme » et ayant comme problématiques centrales la libération du sujet par la déconstruction du discours, la dénaturation du corps et de la sexualité, la déconstruction de l'ordre binaire de la pensée occidentale et des statuts fondés sur la différence des genres, etc. De là qu'on puisse dire que son objectif est, tel que l'a écrit Saul Newman, de faire une réflexion critique de l'anarchisme classique, « dans les limites de la conceptualisation anarchiste, pour la radicaliser, la réviser et la rénover » […] Or, dans ce sens, c'est avec Michel Onfray que le « postanarchisme » est clairement présenté comme une réflexion de « révision » et de « rénovation » – peut-être plus militante – du « corpus théorique » de la galaxie anarchiste. Car, « inscrite de manière dialectique dans l'histoire », cette réflexion veut conserver « un certain nombre d'idéaux de l'anarchisme classique » pour les dépasser « au profit de la construction d'une pensée extrêmement riche en potentialités libertaires contemporaines ». C'est pourquoi on doit prendre le livre de Michel Onfray, *le Postanarchisme expliqué à ma grand-mère - Le principe de Gulliver*, comme un manifeste postanarchiste ; puisque, en l'écrivant et en le publiant, il reconnaît avoir voulu en faire « l'esquisse d'une proposition libertaire » pour aujourd'hui. Or, même si certaines de ses propositions peuvent être contestées, il est indiscutable qu'elles ont le mérite de répondre au souci de réalisme et de refus de toute orthodoxie qui a toujours caractérisé la critique anarchiste. […] Car le socialisme libertaire trouve son sens « dans cette récusation radicale de

la thèse criminelle selon laquelle le marché fait la loi » et en est la récusation déterminée du « libéralisme et [du] communisme, autrement dit le capitalisme libéral et le capitalisme des soviets ». Comment ne pas être d'accord avec lui pour dire et redire qu'on ne peut pas « souscrire aux dogmes quand on se dit l'ennemi de tous les dogmes » ! Mais on ne peut pas non plus souscrire de manière univoque à son argumentaire contre quelques-uns des dogmes qu'ont, selon lui, les anarchistes ; car il est trop simpliste de réduire la position des anarchistes à ceci : par rapport à l'État, « le mal absolu », aux élections, « des pièges à cons », et au mode de production capitaliste, le capitalisme « il faut l'abolir » […] Car cela amène aux critiques d'Onfray à interpréter ces simplicités comme une excuse pour discréditer la critique et le combat des anarchistes contre l'État, comme pouvoir de domination, contre les élections, dans cette parodie de démocratie, et contre le capitalisme, comme mode d'appropriation par les capitalistes de la plus-value produite par les travailleurs – cette « spoliation de la force de travail par le propriétaire dit-il, disparaîtrait définitivement » avec le « socialisme libertaire » […] Comme serait aussi une ânerie de croire qu'il est suffisant d'annoncer la fin du macropolitique et l'avènement du micropolitique, qui serait « la vérité du postanarchisme », pour que « l'utopie concrète » s'actualise et aboutisse à convaincre, suivant les conseils de La Boétie, les lilliputiens de « devenir libres », et de se mettre en marche afin « d'arrêter, entraver et puis immobiliser » le géant Gulliver. Car, comme il le reconnaît à la fin de son livre, « le travail ne manque pas » […] Ainsi donc, le postanarchisme, même conçu comme « une théorie contemporaine », n'est qu'une pensée critique qui tente de conserver un certain nombre des idéaux de l'anarchisme classique pour construire l'anarchie dans les actes et lui permettre d'actualiser toutes ses potentialités émancipatrices. Ce qui est aussi l'objectif du « néoanarchisme » et de ce travail de réflexion et d'expérimentation qui se fait dans tous les fronts culturels et idéologiques contre la domestication de la pensée et les discours de l'ordre ; car c'est de ce travail d'éveil de la conscience critique que peut émerger chez les humains le désir/décision de ne plus obéir ni commander, d'agir contre toutes les formes de la domination et d'expérimenter d'autres modes de vie afin d'inventer un vivre ensemble auto-écosoutenable (pour tous) qui puisse enfin donner un sens vraiment humain à nos vies et à l'histoire [1].

En outre, le 18 novembre 2014 j'ai donné une conférence au Centre culturel de Terrassa sur « Exil et résistance », organisée par le Centre

1. Liste interne de l'Université populaire de Perpignan, 2014.

d'Estudis Històrics de Terrassa et Omnium Cultural ; et quelques jours après, j'ai fini et envoyé le texte « *Los retos del movimiento emancipador en el siglo XXI* ». Il m'avait été demandé pour faire partie du livre collectif *La apuesta directa - Debate libertario y ciclo politico* [1], qui devait être édité par les Éditions *Enclave de Libros* de Madrid.

En 2015, en plus de continuer à écrire des articles, soit en espagnol soit en français, sur l'actualité anticapitaliste et antiautoritaire dans le monde pour des journaux et des revues libertaires d'Europe et d'Amérique ou pour différents sites web, je poursuis le travail de réflexion sur le changement social que nous menons dans les ateliers de l'Université populaire de Perpignan ainsi que la préparation du bulletin *Cuba libertaria*, du GALSIC, en fonction des événements qui se produisent concernant Cuba, ou des demandes précises de solidarité de nos camarades du *Taller libertario Alfredo López* et de l'*Observatorio Critico* de La Havane.

Le 21 janvier 2015, Jorge Masetti m'appela pour communiquer la nouvelle que j'ai pu confirmer plus tard dans la presse, du décès de notre camarade et ami Canek Sánchez Guevara au Mexique et, quelques jours plus tard, j'ai écrit et publié une note nécrologique [2] sur les sites web habituels.

Fin février, deux semaines avant le décès de Liber Forti [3], j'ai pu finir et envoyer à sa compagne, Gisela Derpic Salazar, l'« introduction » qu'ils m'avaient tous les deux demandée pour le livre qu'elle avait fini d'écrire [4] à partir des conversations qu'ils avaient eues pendant les deux dernières années de la vie de Liber.

Au début du mois d'avril, j'ai été contacté par deux journalistes allemands [5] qui préparaient un documentaire sur la résistance contre Franco pour la chaîne de télévision allemande ZDFInfo et, à la mi-juin, l'un d'eux est venu à Perpignan pour enregistrer et filmer mes

---

1. La première édition de ce livre est parue en mars 2015.
2. Ces dernières années, je n'ai pas cessé d'écrire des notes nécrologiques pour des camarades et amis très proches : Domitila Chungará et Agustín García Calvo en 2012, David Antona en 2013, Moisés Martín, Paul Denais, Antonio Martín, Salvador Gurrucharri et Floreal Ocaña Sánchez en 2014.
3. Liber Forti est mort de 11 mars 2015 à Cochabamba, Bolivie, où il avait fondé en 1946 le groupe de théâtre « Nuevos Horizontes » avant de devenir le conseiller culturel de la Fédération des mineurs de Bolivie et de la Centrale ouvrière bolivienne.
4. Ce livre, *En LIBERtad. Charlas con aquel que está aquí*, est paru aux Éditions El Cuervo, La Paz, Bolivie, en avril 2015.
5. Daniel Guthmann et Joachim Palutzki.

réponses à un premier questionnaire en vue de l'entretien définitif qu'ils voulaient faire au mois d'octobre. Quelques jours auparavant, j'ai participé à la présentation, au Centre espagnol de Perpignan, du livre *la guerre d'Espagne ne fait que commencer*, du journaliste et éditeur français Jean-Pierre Barou [1], édité au Seuil en 2015.

En juin, les enfants de Francisco Granado, María et Richard, m'ont écrit pour m'informer de leur projet d'installer le buste [2] de leur père dans le Centre culturel du village où il est né, à Valencia del Ventoso. Le 17 juillet, Richard m'a envoyé la lettre du maire de ce village lui proposant les dates des 17 et 18 octobre 2015 pour l'installation du buste. Il souhaitait que je lui traduise en espagnol sa lettre de réponse acceptant ces dates ainsi que la projection, prévue pour la veille, du film « que la chaîne de télévision franco-allemande Arte avait diffusé voilà quelques années sur le cas Granado-Delgado ».

Le 30 juillet, j'ai reçu un courrier par Internet du camarade cubain Ramón García Guerra ; il y joignait le texte de son livre *El ideal socialista en Cuba*, dont l'introduction s'ouvre sur la lettre que je lui avais envoyée en réponse à la sienne me demandant de lui rédiger un avant-propos pour son livre.

La relation avec Ramón, Maria et Richard me renvoyant à mon passé de lutte et la préparation de l'entretien [3] avec les deux journalistes allemands m'obligeant également à me remémorer ce passé, m'ont sans doute offert une bonne occasion de mettre un point final à ce récit de mes « menées révolutionnaires » et à ce rappel de mes réflexions autour de l'idée de « révolution », de même pour faire le bilan des nombreux efforts accomplis pour essayer d'orienter l'histoire dans un sens plus prometteur que celui d'aujourd'hui.

C'est d'ailleurs un bilan nécessaire pour comprendre pourquoi les hommes s'entêtent à répéter les expériences de « changement » politique et social qui ont échoué tant de fois auparavant. Un entêtement qui, en ce début 2016, a montré une fois de plus sa nocivité et ses limites, malgré l'abondance d'événements [4] qui expliquent pourquoi l'Espagne

---

1. Il fut rédacteur au journal *la Cause du peuple*, cofondateur du quotidien *Libération* et collaborateur de la revue *Critique*. Sylvie Crossman et lui fondèrent, en 1996, Indigène éditions, maison d'édition qui publia en 2010 le livre-manifeste *Indignez-vous !* de Stéphane Hessel.
2. Richard est sculpteur et il est l'auteur de ce buste qui rend hommage à son père.
3. Ils sont venus finalement les 8, 9 et 10 mars avec le cadreur de télévision.
4. Entre autres, l'arrestation en Espagne, pour « fraude fiscale », de Rodrigo Rato, ministre de l'Économie du gouvernement de José María Aznar et ex-président du FMI, et, sur le plan

et le monde vont comme ils vont et pourquoi les espoirs d'un vrai changement paraissent plus chimériques que jamais. Non seulement à cause des terribles tragédies [1] que vivent en ce moment de nombreux peuples, mais aussi en raison des sombres perspectives [2], pour le futur de l'humanité, dans un monde qui semble résigné à revivre les infâmes et apocalyptiques cauchemars du passé.

---

international, la capitulation de Syriza devant l'ultimatum de l'Union européenne, le secrétaire d'État John Kerry hissant le drapeau nord-américain à La Havane et, puis, l'accueil fait à Obama par la Cuba « révolutionnaire », etc.

1. Provoquées par l'incapacité des politiques qui gouvernent le monde à arrêter la barbarie terroriste étatique, mafieuse et religieuse qui est en train de mettre à feu et à sang tant de pays et produit des millions de réfugiés.

2. Par le manque de volonté à freiner la prédation de la planète, comme on a pu le constater à la vingt et unième conférence des Nations Unies sur le changement climatique célébrée à Paris fin 2015, les échecs successifs des conférences de paix pour la Syrie, les triomphes électoraux des partis xénophobes d'extrême droite et les désenchantements provoqués par les partis Syriza et Podemos, qui prétendaient réformer le système de l'intérieur.

Épilogue

Le bilan et maintenant…

Pour faire le bilan de ces années de lutte et des effets qu'ils ont eus sur ma propre vie, et aussi pour définir ma ligne de conduite dans le présent et dans le proche avenir, je dois être lucide et reconnaître que ma pensée et mon militantisme anarchistes y ont été déterminants et qu'ils continueront sûrement à l'être encore… Et cela parce que, même ayant eu beaucoup de centres d'intérêt au long de mon existence, cet intérêt a été sans doute fortement conditionné par cette pensée et ce militantisme anarchistes commencés depuis que, très jeune, j'ai agi et réagi en fonction des enseignements rationalistes de mon entourage familial, de mes lectures et du milieu social dans lequel j'ai grandi dès mon arrivée au Mexique. Une manière d'être qui a toujours aiguisé ma conscience critique pour essayer de comprendre ce qui se passe dans le monde et réagir en conséquence, tout en ne cessant pas de m'interroger sur mes « certitudes » et mes « convictions ».

Rien de plus normal donc que la pensée et le militantisme anarchistes m'aient amené, depuis lors, à tenter de vivre comme tel, même si je l'ai fait toujours d'une manière plus ou moins hétérodoxe en fonction du contexte et des circonstances. C'est pourquoi je crois que c'est à travers ce que j'ai écrit et vécu, pendant ces presque soixante-dix ans de lutte plus ou moins active et de réflexion critique, qu'on peut mieux approcher ce qu'étaient pour moi l'anarchisme et la révolution et ce

qu'ils sont aujourd'hui encore… Car, si je suis encore convaincu que la raison disparaît quand la foi prime et que, pour l'essentiel, il y a une continuité dans ma pensée et mon militantisme, je suis convaincu aussi qu'il y a eu certainement du changement… Et cela, même si ce n'est que de par ma « disponibilité » pour l'action, en raison de mon âge, et aussi parce que, de plus en plus, je pense – comme Michel Foucault – que le problème aujourd'hui n'est pas tant de savoir si la révolution est possible que de savoir si elle est désirable ; au moins, telle qu'elle a été conçue, rêvée et mise en chantier jusqu'à maintenant.

C'est en cela que les textes reproduits dans cet ouvrage me paraissent avoir une certaine valeur et un intérêt pour rendre plus claire et précise cette approche hétérodoxe sur la révolution. Car, même si les circonstances ont beaucoup de poids sur ce que nous sommes et sur ce que nous faisons, il est certain que je n'aurais pas pu partir du Mexique et agir tel que je l'ai fait par la suite, si ma pensée et mon militantisme n'avaient pas été ce qu'ils étaient alors et ce qu'ils ont été depuis, jusqu'à ce qu'ils sont maintenant.

En effet, tout ce que j'ai écrit et fait au long de cette période – tant sur le plan personnel que dans la lutte antifranquiste et la lutte sociale – a été inspiré par cette pensée et cette éthique. Non seulement parce que j'étais pleinement conscient des raisons pour lesquelles je le faisais, mais aussi de ce qui m'attendait en agissant ainsi. Et, malgré les résultats de mon engagement sur tous les plans, je referais le même chemin s'il était à refaire. Non seulement parce que ces résultats, rapportés aux enjeux et au contexte de l'époque, ne me paraissent pas si négligeables, mais aussi parce que pour moi l'important a toujours été la cohérence avec moi-même. J'étais donc disposé à assumer les conséquences de mes actes et les jugements qu'ils pouvaient et peuvent encore provoquer.

C'est pourquoi je crois pouvoir affirmer, comme on l'aura peut-être remarqué par mes « introductions » et les articles reproduits, que mes positions et mes questionnements sur l'anarchisme et la révolution n'ont pas beaucoup changé. Au moins sur l'essentiel. Car, je considérais et je continue à considérer l'anarchisme comme une attitude, une éthique, plus qu'une idéologie ou une doctrine, et la révolution comme un processus de changement des mentalités et des comportements autoritaires plus que la série des actions que nous pouvons être amenés à réaliser dans la lutte contre le système d'exploitation capitaliste et de domination étatiste. De même, je persiste à croire que ce sont

les circonstances qui doivent déterminer le caractère plus ou moins violent des actions que la lutte peut nous amener à réaliser et pas le désir de lui donner une prétendue radicalité révolutionnaire ; car, sa vraie radicalité réside dans la portée émancipatrice qui les suscitent ou les changements qu'elles produisent.

Bien sûr, il serait absurde de prétendre que ma pensée et ma pratique sont restées inchangées tout au long de ces années et qu'il n'y a pas eu de remise en cause de certaines idées portées par la pensée anarchiste traditionnelle. Une remise en cause qui s'est produite progressivement, tant par ma propre réflexion sur les épreuves de ma vie que par ce que je pouvais lire et écouter autour de moi et ailleurs. Surtout que, pendant cette période, il y a eu un très intéressant et significatif questionnement des fondements de la critique anarchiste du pouvoir et du fonctionnement des mouvements anarchistes classiques ; un questionnement neuf et rigoureux que j'ai suivi très attentivement et auquel je ne suis pas resté insensible. Comment, alors, ne pas reconnaître que ma pensée et ma pratique ont changé – au moins un peu – à mesure que les années passaient et que les expériences s'accumulaient.

Quoi qu'il en soit, ce qui a peut-être le plus changé, c'est le style de mon écriture. Surtout par rapport à celui de mes premiers textes publiés au Mexique et, sûrement aussi, par rapport à celui de mes textes écrits pendant la lutte contre la dictature franquiste. Les premiers étaient trop lyriques, tant par la fougue de la jeunesse que par l'influence du lyrisme révolutionnaire des précurseurs anarchistes de la révolution mexicaine, les Flores Magón et Praxedis Guerrero ; et les textes de la période de la clandestinité sûrement par leur ton un peu péremptoire dû au besoin de faire de la propagande pour la lutte antifranquiste.

Mais, quelle que soit la raison de ces « changements » de style et de ton, je ne perçois pas de vrai changement sur le fond. Car, même si je pouvais donner alors l'impression de croire au pouvoir magique des mots et de la rhétorique, la vérité est que j'avais déjà commencé très jeune à m'en méfier… Surtout de la rhétorique révolutionnaire performative, celle qui se croit capable de créer, par la magie des mots, les événements qu'elle magnifie… Et cela parce que, ne concevant plus l'anarchisme comme une idéologie ou comme une doctrine, et la révolution comme une fin définie pour toujours, l'important pour moi était la légitimité du désir d'atteindre une *convivence* sociale fondée

sur des rapports de liberté, d'égalité et de fraternité, où toute forme d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme soit exclue à jamais.

Voilà pourquoi, tout en ne donnant aucune valeur aux étiquettes idéologiques et politiques, j'ai continué à me considérer et parfois à me proclamer anarchiste, tout en étant obligé très souvent de préciser mon hétérodoxie, puisque mon positionnement « idéologique » et « politique » n'est pas fondé sur un *credo*, mais sur l'analyse de ce qu'ont été toutes les expériences qui se prétendaient émancipatrices au cours de l'histoire. Surtout de celles des deux derniers siècles, y compris celles tentées par les libertaires. Car mon antiautoritarisme ne vient pas d'un besoin de cohérence envers une doctrine, mais de mon refus d'obéir et de commander. Plus précisément, il vient de mon désir de liberté. Une liberté qui, je le sais, me donne des droits, mais aussi des devoirs envers les autres. Du fait, donc, de penser mon moi individuel, mais de le penser aussi collectif, social, moins soucieux de « négativité dialectique » que de « positivité logique ».

Bien sûr, en ce qui concerne le réel et la société capitaliste libérale d'aujourd'hui, je suis plus conscient de sa complexité que je l'étais avant, et qu'il ne suffit pas d'exprimer un bel et grand souhait pour qu'il se réalise. Même si ce souhait est celui d'une société « auto-éco-organisée » capable de nous sortir de l'effroyable impasse économique et environnementale dans laquelle nous nous trouvons. Voilà pourquoi, face au désastre social et écologique le plus grave de l'histoire, je suis encore plus conscient qu'avant du besoin de mobiliser au-delà des rangs révolutionnaires pour pouvoir réorienter un jour l'histoire de manière plus rationnelle et juste. Non seulement parce que, maintenant, on ne doit pas lutter seulement pour des raisons de justice, mais aussi pour la survie de l'humanité. De là la nécessité de dépasser les divisions dogmatiques et partisanes : tant pour pouvoir mobiliser tous les citoyens que pour que cette mobilisation soit à la hauteur du défi et à l'échelle de la planète. Car elle doit être à la mesure de l'actuelle démobilisation et de la résignation des masses de consommateurs, séduits encore par l'illusion du « progrès » que le système capitaliste leur offre… Une séduction qui les amène à être complices du processus actuel de dégradation des rapports humains et de destruction de notre environnement naturel.

Me voilà donc, plus conscient qu'avant de l'immensité de la tâche qui nous attend tous si nous voulons éviter qu'un tel désastre s'accomplisse. Car le vrai défi est peut-être celui-ci : décoloniser les masses de consommateurs colonisées idéologiquement par l'objet du désir capitaliste, tant elles le sont encore par ce désir devenu obsession d'avoir toujours plus… Une obsession que ce système d'exploitation et de domination qu'est le capitalisme a su si bien et si profondément intérioriser en elles.

Qu'on le reconnaisse ou non, et tant que l'objet de notre désir sera d'avoir et, par conséquent, d'avoir toujours plus (le principe capitaliste d'accumulation, si bien décrit par Marx), ce désir nous tiendra enchaînés à cette société et à ses formes d'exploitation et de domination. Car c'est l'illusion de l'amélioration de notre niveau de vie – l'augmentation sans frein de notre capacité de consommer – qui devient alors le moteur de notre action et ce qui donne « sens » et « valeur » à nos vies, nous aliénant à la conception du progrès capitaliste et au capitalisme.

Comment ne pas reconnaître l'importance et l'urgence d'être conscients des facteurs qui produisent cette aliénation, de ce qu'elle coûte à l'humanité tout entière et de chercher les moyens de nous y soustraire. Non seulement parce qu'elle permet au système capitaliste de continuer à nous exploiter et de poursuivre son œuvre prédatrice de la nature, mais aussi parce que se désaliéner est la condition pour pouvoir assurer demain une vraie et juste communauté écologique, fraternelle et conviviale, dans laquelle la logique du binôme « justice/rationalité » ne soit plus celle du profit, mais celle de l'humain écobiotique.

En fait, la « crise » actuelle n'est pas seulement une crise économique et financière, mais aussi une crise de société et de civilisation, c'est-à-dire, une crise du système économique dominant (le capitalisme) et une crise de la pensée dominante : ce *totum revolutum* d'idéalisme et de matérialisme colonisé par le marché (le critère de rentabilité qui domine grâce à notre complicité consumériste) ; car même dans le domaine de la science on n'arrive pas aujourd'hui à dépasser la stagnation créatrice où nous ont menés les idéologies du XXe siècle, toutes axées sur le culte du progrès matériel illimité qui a permis l'impressionnant et à la fois effrayant développement technologique actuel.

Il nous faut donc tout faire pour tenter de nous émanciper de l'emprise envoûtante et paralysante de ce culte, afin de récupérer non seulement notre lucidité, mais aussi notre liberté, et tout faire pour

mettre en marche une pensée neuve fondée sur une réflexion vraiment rationnelle et scientifique. C'est-à-dire, une pensée libérée des mythes et des fantasmes du « progrès », mais libérée aussi du brouillage idéologique et des intérêts de classe ou particuliers. Une pensée donc qui ne prend en compte que le réel et l'intérêt de la survivance écobiotique des hommes, de tous les hommes.

C'est le grand chantier à ouvrir dans ce XXIe siècle déjà bien entamé… Car même si pour le moment cette entreprise semble encore irréalisable, tant il y a d'obsédés à vouloir faire de ce siècle une copie aussi barbare que grotesque de ce que fut le précédent, elle est de moins en moins utopique. En effet, comme le pensait Camus, nous sommes toujours plus nombreux dans le vaste monde à vouloir nous engager et à commencer à œuvrer pour faire émerger ce chantier. Et nous serons encore plus nombreux demain si nous ne continuons pas à attendre que le totalitarisme du « marché » – imposé à la planète entière par la mondialisation capitaliste contemporaine – finisse son œuvre dévastatrice, si nous sommes capables d'être à la hauteur des graves défis que les hommes doivent affronter déjà aujourd'hui.

Devant une telle menace, comment ne pas voir et sentir le besoin et l'urgence d'y faire front ? Surtout quand on voit comment la rationalité technologique contribue à sublimer l'aliénation dans l'univers unidimensionnel de la marchandise et de l'information de masse contrôlée par les financiers, les entrepreneurs et les marchands. Un univers où les « organes de communication de masse » se transforment de plus en plus en organes de formation de masse pour déguiser des intérêts particuliers en intérêts d'un ensemble social, de façon que les nécessités politiques du système deviennent les aspirations et les besoins de la société entière. Une dérive de plus en plus dangereuse, puisqu'elle se produit à l'intérieur d'un système disposé à maintenir le « progrès technique » au service de la domination ; car, en fin de compte, peu importe que cette domination soit exercée au travers de moyens « démocratiques » ou « totalitaires », puisque dans les deux cas ce sont les mêmes processus de dépossession de l'individu et de blocage social qui agissent pour nous immuniser contre toute contestation – d'où qu'elle vienne – de l'ordre établi.

Il est vrai qu'il y a eu et qu'il y a aujourd'hui de plus en plus de voix qui nous alertent sur le danger de nous laisser immuniser contre la réflexion critique, en plus de nous proposer des moyens intellectuels

pour continuer à approfondir celle qui a précédé et qui a accompagné l'évolution de celle contre laquelle elle s'était insurgée ; mais, rien ne nous garantit que, comme par le passé, cette immunisation ne se produira pas. Car même s'il est vrai que toutes les époques ont produit une idéologie dominante, et qu'il s'est toujours produit, simultanément, une pensée qui essayait d'échapper à l'emprise de celle qui était imposée, il est aussi vrai que cette pensée contestataire de l'ordre établi n'a pas toujours pu nous laisser ses traces : soit parce que la pensée dominante les a effacées consciemment, soit parce qu'elles ont simplement disparu, faute d'un écho suffisant parmi leurs contemporains.

Donc, l'important est qu'à tout moment il n'y a pas eu une pensée dominante sans provoquer sa négation ; car nous savons aujourd'hui, comme Foucault l'a montré, que là où il y a pouvoir il y a aussi liberté… Mais nous savons aussi que cet « espoir » n'a pas de sens si la majorité des assimilés de cette société – y compris les minorités les plus cultivées et les plus averties – ne se rend pas compte que la liberté, dirigée, ordonnée, surveillée, contrôlée et censurée, n'est qu'un leurre, qu'une illusion démobilisatrice. De là l'importance de tout faire pour que cette pensée critique ne se contente pas seulement d'exister, mais qu'elle tente d'être véritablement une pensée autonome et la moins idéologique possible.

Or, en ce qui concerne la pensée critique « moderne » et « postmoderne », nous sommes bien obligés de reconnaître qu'elles n'ont pas réussi ce pari et que, même si elles se sont plus ou moins libérées de l'eschatologie et des mythes fondateurs des rites et des *polis*, elles n'ont pas été capables de faire émerger une pensée vraiment rationnelle et scientifique, malgré le culte de la « raison » et de la « science » qu'elles ont établi. Puisque, même si on a réussi à faire passer une large majorité des hommes des préoccupations ultimes aux préoccupations de proximité, cette sécularisation n'a pas changé le sens du progrès, mais seulement son historicité en l'installant dans le présent.

Bien sûr ne pas hypothéquer le présent au futur est déjà un grand pas. Mais cela ne doit pas nous rendre aveugles devant ce que sont, dans la réalité d'aujourd'hui, la modernité et la postmodernité ni nous faire oublier à quel point elles ont contribué à conformer, d'une manière ou d'une autre, la subjectivité individualiste actuelle, ce narcissisme que le libéralisme capitaliste a su si bien utiliser pour susciter la fragmentation du social et le « chacun pour soi » dans la société où nous

vivons. Car, qu'on le veuille ou non, même si les termes et concepts de « modernité » et de « postmodernité » sont plurivoques, ils correspondent à des moments de l'histoire où le projet d'imposer la raison comme norme transcendante à la société s'est traduit finalement par l'imposition de la rationalité capitaliste au monde entier, avec les conséquences qu'on sait.

Évidemment, cela ne veut pas dire que la pensée critique, qui s'est développée à l'intérieur de ce processus de civilisation, n'ait aucune valeur et, moins encore, qu'elle n'ait pas tenté de nous rendre la raison plus accessible et la complexité de la vie et du monde moins complexe. Il est indiscutable que, depuis Épicure jusqu'à Érasme, de Kant jusqu'à Nietzsche et des Proudhon, Marx, Bakounine, Kropotkine et d'autres jusqu'à Camus et même Sartre, et finalement avec les penseurs qualifiés de « postmodernes », les Heidegger, Foucault, Deleuze, Derrida, Castoriadis, Lyotard, Baudrillard, Guattari, etc., la pensée critique n'a pas cessé d'avancer et d'être toujours plus iconoclaste, rigoureuse et profonde : tant dans le domaine de la connaissance que dans celui de l'éthique et de ses liens compliqués avec la question fondamentale du pouvoir.

C'est pourquoi cette pensée critique a tant intéressé les anarchistes. Au point de donner lieu, avec l'aide du poststructuralisme, à ce travail de renouveau théorique de l'anarchie qui a été englobé sous le terme « postanarchisme ». De même, elle a contribué certainement à l'émergence des actuels mouvements de mise en cause du système par une jeunesse de plus en plus instruite et désireuse de décider par elle-même. Une jeunesse formée intellectuellement dans cette pensée ; mais qui a pu faire aussi le constat des échecs désastreux auxquels ont abouti toutes les expériences sociales tentées sous la tutelle des idéologies qui prétendaient conduire les peuples vers leur émancipation.

Il n'est donc pas surprenant que non seulement la pensée critique ait avancé dans la remise en question de toutes les formes de la domination, mais aussi que les mobilisations populaires actuelles aient indéniablement un fort et profond esprit antiautoritaire, de même qu'un caractère spontané très proche de ce que l'anarchisme a toujours défendu et cherché : l'auto-organisation. C'est-à-dire le fait de pouvoir prendre les décisions par soi-même. Comment donc ne pas en être satisfait ?

Mais, malgré les progrès indéniables de la pensée critique et de la pratique antiautoritaire, tant dans la déconstruction et la sape du principe même d'autorité que dans l'affirmation de la passion libertaire et libératrice à travers la subversion désirante, comment ne pas reconnaître que la liberté reste confisquée et que le pouvoir de décision continue à être entre les mains de ceux qui ont le pouvoir ? Oui, comment l'oublier ? Surtout quand on sait ce que sont ce pouvoir et l'inconscience et l'irresponsabilité avec lesquelles il est exercé aujourd'hui. Au point de nous plonger à nouveau dans des guerres meurtrières, avec la perspective terrifiante de l'usage des armes atomiques et de continuer à promouvoir un « développement » qui menace notre propre survie comme espèce.

De là l'urgence de ne se laisser aller ni au pessimisme paralysant ni à un optimisme béat qui, finalement, paralyse tout autant, et de continuer à nous opposer à cette marche vers l'absurde et la barbarie. Cette marche qui nous est imposée par une poignée d'ambitieux, mais qui est rendue possible par le consentement d'une très large majorité des hommes encore séduits par l'accès au « progrès » matériel – avoir « chaque fois plus » – comme valeur suprême de la vie.

Donc, ni pessimisme ni optimisme ; mais conscience du pourquoi nous sommes là où nous sommes et du besoin urgent de chercher comment changer l'objet actuel du désir pour pouvoir, enfin et pleinement, passer de l'avoir à l'être et libérer l'activité économique de l'obsession capitaliste du chiffre, du quantitatif, de l'accumulation compulsionnelle de richesses, pour la centrer sur les besoins humains. Car, telle est la condition pour sortir de notre soumission consentie et pour devenir des êtres vraiment libres et autonomes, en préservant, de plus, la nature !

Bien sûr, je n'ignore pas que le souhaiter n'est pas suffisant ; mais, ce souhait aura encore moins de chance de se réaliser si nous persistons à oublier ce qui permet au capitalisme et au pouvoir de se perpétuer. C'est pourquoi il nous faut persévérer dans la résistance – à tous les niveaux – au capitalisme et à toutes les formes de pouvoir, en lui opposant une praxis cohérente fondée sur des valeurs et des rapports éthiques et écologiques. Tant parce que l'éthique est la pratique de la liberté que parce qu'on ne peut arriver à la liberté qu'à partir d'elle et d'une vie qui permette à tous de satisfaire les besoins humains en fonction des possibilités de notre planète.

Sur les décombres des religions prêchant l'amour de l'autre et sur les ruines encore fumantes des idéologies émancipatrices (celle du socialisme étatiste en particulier), devenues maintenant irrémédiablement caduques, l'homme se retrouve contraint de chercher, dans sa propre histoire et dans la réalité écologique du monde, le sens de cette liberté qui « jadis en avait par Dieu ou la révolution ». Donc, la révolution étant plus que jamais cette possibilité de liberté pour tous, cette éthique en action doit s'incarner – pour être cohérente avec cet objectif – dans une praxis révolutionnaire sociale et écologique qui amène les hommes à se réconcilier et à respecter le milieu naturel qui leur a permis et qui leur permet encore d'exister.

C'est pourquoi, devant l'immense et terrifiant gâchis matériel et humain que cette société est en train de léguer aux générations futures par l'expansionnisme de la vision économique du monde, nous ne pouvons plus continuer à nous cramponner aux certitudes et aux illusions progressistes qui se fondaient sur une vision du monde qui s'est avérée si désastreuse. Nous devons donc agir lucidement et nous libérer de cette obsession consumériste qui nous aliène et nous empêche de devenir enfin des hommes capables de décider et de faire leur propre histoire.

Le problème aujourd'hui ce n'est plus comment mettre fin au cycle de luttes d'intérêts, de factions et de clans qui a commencé sans doute avant même les débuts de l'histoire et qui a lié, à partir de la Révolution française, la lutte pour le pouvoir à une confrontation d'idées, mais d'en initier un autre qui situe l'humain avant toute confrontation pour le pouvoir ou les idées, et qui prenne en compte que l'essentiel pour l'humanité est sa propre survie et commencer un cycle historique authentiquement humain. Un cycle des hommes sans dieux ni maîtres, mais fraternels et solidaires, et surtout disposés à engager, dans le quotidien, le combat pour décoloniser notre imaginaire du désir consumériste qui permet au capitalisme de saper et de récupérer les luttes politiques et sociales pour assurer son hégémonie et continuer impunément son œuvre irrationnelle et prédatrice.

Désormais, nous devons donc nous débarrasser de l'obsession d'avoir, soit du pouvoir, soit des choses, et, en plus, être plus soucieux que jamais de l'environnement naturel qui permet la vie. Nous devons enfin essayer de lui donner un sens autre que celui du productiviste ou, au moins, mettre le productivisme à son service. Car, même si cela peut

paraître aujourd'hui un vœu pieux, utopique, tant les partis de la gauche la plus « révolutionnaire » ont peur d'aller au-delà des revendications économiques sociales-démocrates, il est indéniable qu'un tel sursaut éthique est absolument nécessaire pour notre survie et que nous devons tout faire pour le provoquer. Surtout que maintenant nous sommes des millions à travers le monde à être conscients de cet enjeu et, donc, du besoin et de l'urgence de provoquer ce sursaut existentiel pour changer le cours actuel des événements afin que l'histoire ne nous amène pas à une fin aussi catastrophique et aussi absurde de l'humanité. Conscients donc du besoin de mettre fin au règne de l'argent, ce maître du monde qui, en plus d'avoir produit autant de victimes que celles produites par les religions et les guerres pendant les siècles passés, est en train de détruire les écosystèmes et rendant chaque fois plus difficile la vie sur notre planète.

Or, même si cette « mutation civilisatrice » semble encore lestée par le poids des héritages idéologiques et évoluer dans une grande confusion, il est indiscutable qu'elle est portée par un vrai désir de changer la réalité actuelle et de faire émerger une idée, un sentiment neuf de la vie. Une vie qui ne soit plus cantonnée au dilemme des vies dignes et indignes d'être vécues ; car aujourd'hui on ne veut plus rester dans le seuil de ce qu'on peut tolérer et de ce qu'on ne veut pas tolérer. Il s'agit donc de ne plus réagir en fonction d'idéologies politiques ou d'explications du monde préconçues, mais de le faire à partir de réalités et de vérités éthiques. La corruption, la ségrégation, la misère, les inégalités et même la pollution sont des réalités, mais aussi des vérités éthiques, puisque ceux qui en sont victimes ne font et ne peuvent pas faire la différence entre réalité et vérité, ne pouvant pas séparer leur sentiment d'une opinion… Et c'est ainsi, parce que, même si nous assistons encore – soit à travers la « démocratie assembléiste », soit la « démocratie digitale » – à la séparation des paroles et des actes pour conditionner les décisions et continuer à privilégier le règne de l'opinion, la centralisation, la bureaucratisation et le leadership perdent de plus en plus de terrain devant la diversité des points de vue, la créativité individuelle et les initiatives libres…

Voilà pourquoi il est si important et si urgent de continuer à mettre en œuvre maintenant mille pratiques différentes d'auto-organisation… Mais de les mettre en œuvre en tâchant non seulement que ce qu'on fait soit vraiment auto-organisé, mais aussi que le lieu de la pratique soit

un espace où il ne règne plus l'esprit capitaliste du profit. Et, surtout, sans décréter jamais ce qu'on doit faire mais en établissant un bilan de ce qu'on fait pour être sûr d'avancer dans le sens de l'autonomie, du commun partagé. Donc, abandonner la tentation de prendre les infrastructures de l'État et l'organisation technique de la société pour pouvoir créer des mondes auto-organisés, sans trace aucune de « pouvoir constituant » ou de « nouvelles institutions ». Et cela, tant dans le domaine du vivre ensemble que dans celui de l'approvisionnement et de la maintenance ; car c'est ainsi, en matérialisant un désir de vie libre en commun, qu'on ouvrira un processus révolutionnaire effectif pour auto-organiser la vie à partir de la rencontre et de l'activité en commun des êtres concrets qui se connectent, communiquent, se croisent, coopèrent et discutent, sans s'articuler à une fantasmatique « unité » qui empêcherait leur autonomie et leur pluralité de s'exercer.

La révolution c'est aujourd'hui cette éthique en action pour développer l'auto-organisation, l'autonomie et la pluralité entre les hommes, ces principes qui sont ceux de toutes les formes de vie sur la Terre depuis que la matière a commencé à s'auto-organiser, à devenir autonome et plurielle.

Le vrai défi c'est d'être pleinement conscients de ce qui est réellement en jeu aujourd'hui, d'inventer des formes et des dispositifs d'organisation du vivre ensemble écobiotique pour changer la société en changeant d'abord la vie quotidienne elle-même. Car, c'est cette lutte permanente, au jour le jour, qui permet de faire « chemin en cheminant » et de ne pas attendre à demain pour commencer à vivre comme des êtres conscients de ce qui est plus important et urgent aujourd'hui pour l'humanité et la planète.

Il s'agit donc d'agir enfin comme des êtres vraiment décidés à ne plus être commandés, et suffisamment lucides pour savoir qu'il nous faut du courage pour ne plus permettre que d'autres décident à notre place et pour pouvoir être cohérents avec ce que nous disons vouloir être. Conscients donc de ce que cela implique comme effort psychique et physique permanent ; car on ne peut jamais être sûrs d'avoir réussi cette cohérence ni de ne pas être obligés de la défendre face aux multiples intérêts qui la combattent. Car tant le capitalisme que l'État sont disposés – même quand ils se prétendent « démocratiques » – à utiliser la violence pour empêcher que les citoyens pratiquent pleinement la

démocratie directe, qu'ils s'organisent et fonctionnent en dehors de ce système et de leurs institutions.

C'est pourquoi il serait ridicule de trancher et prétendre que ceux qui voudront décider vraiment par eux-mêmes ne seront pas obligés un jour de recourir à la violence pour exercer un tel droit. Et cela même s'ils sont pleinement conscients qu'on doit toujours tenter de l'éviter pour rester fidèles à l'éthique de l'intérêt commun et ne pas se contredire. Conscients, en plus, de la nécessité de ne pas faciliter la sale tâche du système, lequel identifie toute protestation à de la violence gratuite pour discréditer tous ceux qui protestent et se rebellent contre l'ordre autoritaire et capitaliste. Mais pleinement conscients aussi que, devant un panorama si sombre, il n'y a pas d'autre alternative aujourd'hui que celle de se révolter ou d'être complices de ce que le monde peut advenir aux mains des obsédés par les richesses, le pouvoir et le développement technologique.

Tel est donc le défi que nous – tous ceux qui nous proclamons « révolutionnaires » – devons relever aujourd'hui et c'est pourquoi il est si important d'en être conscients, non seulement pour agir en conséquence, si nous en sommes encore capables, mais aussi pour passer le témoin, si nous ne le sommes pas ou si nous sommes déjà trop vieux… Bien sûr, pour le passer à la jeunesse ; car, qu'on le veuille ou non, seuls les jeunes peuvent, aujourd'hui comme hier, être capables de ne pas se résigner à l'injustice et d'avoir, comme le pensait Albert Camus, « la vraie générosité envers l'avenir » pour « tout donner au présent » : tant pour se révolter que pour inventer et forger un avenir digne d'être vécu et qu'il ne provoque plus chez les êtres humains la honte de l'être.

Oui, passer le témoin aux jeunes, tout en restant à leur côté tant qu'on le peut… Surtout aujourd'hui, quand nous assistons à une énième et cynique tentative de récupération de leur révolte, les incitant à participer aux farces électorales avec la sempiternelle illusion qu'un « changement » est possible de l'intérieur des institutions. Car non seulement une partie de la jeunesse refuse ce nouvel embrigadement, mais, en plus, celle qui se sera laissé enjôler ne tardera pas à comprendre où la mène la délégation du pouvoir de décision et qu'il n'y a d'autre solution, pour sortir du dilemme liberté-soumission et pour ne pas laisser aux générations futures une Terre inhabitable, que de se révolter contre l'ordre mondial fondé sur le mode de consommation illimité et le progrès technologique au service du capital.

En effet, c'est un combat pour le monde de demain ; mais un combat qu'il faut entreprendre dès aujourd'hui pour avoir des chances de le gagner demain. Un monde d'hommes libres et égaux où l'intérêt individuel et l'intérêt collectif ne soient plus antinomiques. Comme celui d'hier, le combat d'aujourd'hui doit être engagé pour préserver la liberté, pour garantir la solidarité commune et pour promouvoir une autoconstruction collective et égalitaire ; mais, aussi pour défendre une vie soutenable. C'est-à-dire : contre l'écocide vers lequel le système capitaliste et tous les obsédés du pouvoir veulent nous entraîner.

À nous de nous opposer à ce qu'une telle inconscience puisse continuer, à nous de tout faire pour que l'histoire ait enfin un sens vraiment humain et que l'avenir ne soit plus envisageable comme un cauchemar ! C'est pourquoi nous devons commencer par abandonner la vieille idée de révolution et la réinventer. Non comme une nouvelle idéologie, mais comme une véritable praxis de l'éthique de liberté, pour redéfinir le désirable et l'indésirable et faire jaillir une nouvelle subjectivité capable de rendre possible l'impossible. Une nouvelle subjectivité qui, en plus d'être imprégnée des valeurs humanistes de toujours et des enseignements de l'histoire et les sciences de la nature sur cette « évolution » écocide, entreprenne la tâche de réveiller la conscience de cette immense majorité de gens qui continuent à se complaire dans l'aveuglement de l'inconscience et la résignation. Car c'est cette conscientisation et seulement elle qui peut les réveiller et les faire passer de l'indignation à la révolte, en réveillant en eux l'instinct de conservation et provoquant une réaction d'amour-propre et de dignité, pour ne plus continuer à subir l'histoire comme ils la subissent aujourd'hui, si inconsciemment et si lâchement.

Tel est donc le défi et il n'y a plus de temps à perdre ! C'est pourquoi, si nous, les vieux, ne sommes pas capables de l'assumer vaillamment, nous devons contribuer à faire jaillir la sourde colère de la jeunesse exaspérée devant l'inconscience suicidaire des générations qui l'ont précédée. Générations incapables d'éviter la régression sociale, mais satisfaites de leur participation infantile à la gesticulation politique qui l'a rendue possible.

Depuis beaucoup d'années, génération après génération, tout va de mal en pis, et la jeunesse, ces milliards de jeunes qui ont participé aux « printemps », qui ont secoué le monde dernièrement, le savent. Ils savent ce que sera leur futur si les générations qui les précédent réus-

sissent à les empêcher de décider pour eux-mêmes. Ces générations préoccupées seulement de garder des situations et des places, dans cet univers où les biens sont accaparés par une minorité de gens sans scrupule, et dans lequel l'argent est le dieu qui travaille pour lui-même, sur lui-même, en circuit fermé. Car, bien que l'innovation technologique puisse conduire à une économie solidaire et de partage, les « nouveaux maîtres » du monde, ivres de leur toute-puissance, sont décidés à se servir d'elle pour nous conduire au pire des capitalismes, à l'ultra-libéralisme le plus féroce et au despotisme technologique.

Ces milliards de jeunes n'ignorent ce qu'est le monde aujourd'hui, et leur colère, retenue pour le moment, enfle sourdement sur l'ensemble de la planète – bien que, comme nous l'avons vu, elle fuse tantôt dans un pays, tantôt dans un autre. Il est donc prévisible qu'un jour, pas très lointain, elle puisse fuser simultanément partout ; car, dans chaque conscience « jeune », il y a aujourd'hui la conviction qu'il faudra laisser libre cours à cette exaspération pour bâtir un autre avenir.

Pendant ce temps, et quelles que soient les circonstances où nous nous trouvons, n'oublions pas que l'histoire continuera à s'écrire au jour le jour avec ce que nous faisons ou ce que nous ne faisons pas. Certes, nous ne saurons jamais d'avance où elle nous mènera… En revanche, le passé nous montre que son cours peut être changé et ce qui paraissait impossible a pu être possible après, par l'obstination des hommes à ne s'avouer jamais vaincus…

Perpignan, printemps 2016.

Bibliographie sur l'activisme anarchiste antifranquiste

ALBEROLA Octavio et GRANSAC Ariane, *l'Anarchisme espagnol - Action révolutionnaire internationale (1961-1975)*, Christian Bourgois Éditeur, 1975.

ALBEROLA Octavio et GRANSAC Ariane, *Anarchistes contre Franco : action révolutionnaire internationale (1961-1975)*, réédition du livre précédent comportant une annexe : « Transition et Démocratie (1975-2012) », Éditions Albache, 2014.

TÉLLEZ Antonio, *Sabaté : Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Ruedo Ibérico, 1977 (réédition Repères-Siléna, 1990).

ROLF DUPUY Daniel, *les Anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945)*, Centre international de recherches sur l'anarchisme, Marseille, 1989.

MARTÍ Vicente, *la Saveur des patates douces*, Atelier de création libertaire, 1998.

MARTÍNEZ-LÓPEZ Francisco, *Guérillero contre Franco : la guérilla antifranquiste de Léon, 1936-1951*, Syllepse, 2001.

FONSECA Carlos, *le Garrot pour deux innocents. L'affaire Delgado-Granado*, Éditions CNT-RP-Paris, 2003.

PECUNIA Alain, *les Ombres ardentes - Un Français de 17 ans dans les prisons franquistes*, Cheminements, 2004.

ORTIZ Jean, *Maquis de France et d'Espagne. Les guérilleros*, Éditions Atlantica, 2006.

DUHOURCQ Jean-Claude et MADRIGAL Antoine *Mouvement ibérique de libération. Mémoires de rebelles*, Éditions CRAS, 2007.

TÉLLEZ Antonio, *le Réseau d'évasion du groupe Ponzán. Anarchistes dans la guerre secrète contre le franquisme et le nazisme (1936-1944)*, Le Coquelicot, 2008.

GURRUCHARRI Salvador et IBÁÑEZ Tomás, *Une résurgence anarchiste : les Jeunesses libertaires dans la lutte contre le franquisme - la FIJL dans les années 1960*, Éditions Acratie, 2012.
Les GARI, Groupes d'action révolutionnaires internationalistes. 1974, la solidarité en actes, enlèvement du banquier Suarez, Éditions CRAS, 2013.
GOUTHE Guillaume, *Passeurs d'espoir : réseaux de passage du mouvement libertaire espagnol (1939-1975)*, les Éditions libertaires, 2013.
TÉLLEZ Antonio, *Attentat aérien contre le général Franco*, Éditions Albache, 2014.
MELICH Henri, *À chacun son exil - Itinéraire d'un militant libertaire espagnol*, Éditions Acratie, 2014.
HIARD Olivier, *Une collectivité anarchosyndicaliste espagnole dans le Lot. Aymare, 1939-1967*, les Éditions libertaires, 2014.
MONTANYA Xavier, *Pirates de la liberté - Histoire détonante d'un détournement de paquebot et de la lutte armée contre Franco et Salazar (1960-1964)*, L'échappée, 2016.

Filmographie

AUER Gabriel, *Vacances royales*, film long métrage produit par Forum films, 1980.
GOMÀ Eulalia et MONTANYÀ Xavier, *Granados et Delgado, un crime légal*, documentaire produit par Point du jour, Ovideo TV et Arte, 1996.
ROSELL Chloé, *le Funambulesque Groupe du Premier Mai*, documentaire, 2005.
RÉGLAT Nicolas, *¡G.A.R.I!, 1974*, documentaire produit par Le-Lokal et distribué par A-Parts, 2013.

Bibliographie d'Octavio Alberola

Livres en français

L'Anarchisme espagnol - Action révolutionnaire internationale (1961-1975), Christian Bourgois Éditeur, 1975 (avec Ariane Gransac).

Penser l'utopie - À l'Université populaire de Perpignan, Bombarda Edicions, Laber (Subirats-Alt Penedes), 2013.

ALBEROLA Octavio et GRANSAC Ariane, *Anarchistes contre Franco : action révolutionnaire internationale (1961-1975)*, réédition du livre de 1975 comportant une annexe : « Transition et Démocratie - (1975-2012) », Éditions Albache, 2014 (avec Ariane Gransac).

Livres collectifs

« Le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarchosyndicalisme espagnol », *in Anarchosyndicalisme et luttes ouvrières*, Atelier de création libertaire, 1985.

« Au-delà de la démocratie : la démo-a/cratie », *in Au-delà de la démocratie*, Atelier de création libertaire, 1990 (avec Fernando Aguirre).

« Abandonner ou réinventer l'utopie », *in l'Imaginaire subversif - Interrogations sur l'utopie*, Atelier de création libertaire, 1992 (avec Fernando Aguirre).

« El DI y la resistencia libertaria contra el franquismo », *in De l'anarchisme aux courants alternatifs (XIXe-XXIe siècles)*, Publidix-Université de Paris X-Nanterre, 2006.

Livres en espagnol

El problema de la libertad, Ediciones Juventud, México, 1950.

« Determinismo y libertad, los problemas de la ciencia », *in Memoria del Congreso científico mexicano - Tomo XV : Ciencias de la Educación, Psicología-Filosofía*, Mexique, 1953.
Los problemas de la ciencia : determinismo y libertad, Ediciones Universo, Toulouse, 1951.
El anarquismo español y la acción revolucionaria (1961-1974), Ruedo Ibérico, Paris, 1975 (avec Ariane Gransac).
El anarquismo español y la acción revolucionaria (1961-1974), Virus Editorial, Barcelone, 2004 (avec Ariane Gransac).
Resumen histórico del Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado, Hispania Nova, Madrid, 2007 (avec Félix Villagrasa).
Miedo a la memoria. Historia de la ley de reconciliación y concordia, Ediciones Flor de Viento, Barcelone, 2008 (avec Félix Villagrasa).
Pensar la utopía en la acción - Trazas de un anarquista heterodoxo,Bombarda Edicions, Laber (Subirats-Alt Penedes), 2013.

Livres collectifs

« Ética y revolución como dialéctica de la acción política », *in Problemas en torno a un cambio de Civilización*, El laberinto, Barcelone, 1988.
« El DI : la ultima tentativa libertaria de lucha armada contra el régimen de Franco », in *La oposición libertaria al régimen de Franco. 1936-1975. Memorias de las III Jornadas Internacionales de Debate Libertario, Valencia, 1990*, Fundación Salvador Seguí, Madrid, 1993.
« La resistencia al franquismo », *in Contra Franco*, VOSA-CEDALL, Badalona, 2006.
« Los retos del movimiento emancipador en el siglo XXI », in *La apuesta directa - Debate libertario y ciclo político*, Enclave de Libros, Madrid, 2015.

Livres en d'autres langues

La « nuova filosofia » antiautoritaria e l'anarchismo, Edizione Anarchismo, Milano, 1978.
Appunti critici sul movimento libertario espagnolo et la CNT, La Rivolta - La Fiaccola, Ragusa, 1979.

Spain 1962 - The Third Wave of the Struggle Against Franco, Kate Sharpley Library, London, 1993 (avec Ariane Gransac).
Revolutionary activism - The Spanish resistance in context, Kate Sharpley Library, London, 2000.
Spanish Anarchism and revolutionary action (1961-1974), Christiebooks, London, 2012 (avec Ariane Gransac).

Livres collectifs

« Realidades y perspectivas del anarquismo en España », *in* le livre d'interviews *Von Jakarta bis Johannesburg Anarchismus weltweit*, de Sebastian Kalicha et Gabriel Kuhn, Unrast Verlag, Munster, 2010.
« El anarcosindicalismo español, cien años después », *De AS - anarchistisch tijdschrift* 173/174, BGS, Schiedam, Utrecht, 2011.
« Come potenziare l'indignazione ? », *in Agire altrimenti - anarchismo e movimenti radicali nel XXI secolo*, Eleuthera, Milano, 2014.

Prologues, etc.

« Franco Leggio e la solidarietà ai resistenti spagnoli », pour le Convegno *La scintilla darà la fiamma. Franco Leggio e l'anarchismo italiano dal dopoguerra ai nuovi movimenti 1945-1965*, Ragusa, 2008.
Prologue pour le livre *Venezuela, révolution ou spectacle ?*, Rafael Uzcategui, les Amis de Spartacus, Paris, 2011.
Prologue pour le livre *Os caminhos da anarquia*, Manuel Ricardo de Sousa, Ed. Letra Livre, Lisboa, 2011.
Présentation pour le livre *En LIBERtad*, Gisela Derpic Salazar, El Cuervo Editorial, La Paz, 2015.

Expositions en France

La Révolution française, la Péninsule ibérique et l'Amérique latine, commissaires : Octavio Alberola et Ariane Gransac, présentée par la BDIC et le Groupement de recherches 26 du CNRS, à la Chapelle de la Sorbonne de Paris et la Biblioteca nacional de Madrid, 1989.

1492-1992, les Européens et l'Amérique latine, cinq siècles de mémoire et d'oubli de l'humanisme aux droits de l'homme, commissaires : Octavio Alberola et Ariane Gransac, présentée par la BDIC et le Groupement de recherches 26 du CNRS, à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine de Paris, en 1992.

Articles ou interviews traduits dans d'autres langues [1]

<https://libcom.org/library/"castro-turned-his-back-anti-francoists"-interview-octavio-alberola-aitor-azurki>

<http://sosyalsavas.org/2014/02/castro-franco-karsitlarina-arkasini-donmustu/>

<http://server2.docfoc.com/uploads/Z2015/11/28/K49berl1Tq/d3c1f44785468dae42290e0105cbf290.pdf>

<http://istanbul.indymedia.org/tr/comment/388935>

<http://www.internationala.org/index.php/kutuphane/dergi/27-asiye-2/download.html>

<http://www.christiebooks.com/ChristieBooksWP/2014/08/liberation-ideologies-and-transforming-society-in-the-21st-century-by-octavio-alberola-translated-by-paul-sharkey/>

Interview en ukrainien :
<http://cia.media.pl/anarchisci_i_kubanska_rewolucja>

1. Les liens Internet ont été vérifiés en septembre 2016.

Table des matières

Achevé d'imprimer à la Croix-Rousse
sur les presses d'Impressions MAB
69001 Lyon - France
impressionsmab@orange.fr

- Novembre 2016 -